



Revue de presse de novembre 2024

**Réseau des Journalistes Africains
Spécialisés sur le Développement
Durable & le Changement
Climatique**

Un programme de l'Association Africa 21

Références : Accord de Paris, AfCFTA, AfDB, African Union Commission, AIE, Banque mondiale, CBD, CCNUCC, CIF, CITED, CIRAD, CNULCD, COP 15, COP 16, COP 17, COP 27, COP 29, COP 30, FAO, FEM, FMI, Fonds vert pour le climat, G20, GCF, GEF, GIEC, Greenpeace, Greenpeace Africa, IEA, IPCC, IUCN, OECD, OIM, ONU Femme, Paris Agreement, PNUD, UN Habitat, UNDP, UNEA, UNECA, UNESCO, UNEP, UNFCCC, UNOPS, USAID, WWF, WWF Africa, WMO.

Table des matières

Ernest Agbota (Bénin) ; Les enjeux environnementaux de l'utilisation de la biomasse au Bénin ; Radio Parakou/ORTB, novembre 2024.	6
Karina Zarazafy (Madagascar) ; COP29 : Le genre et l'inclusion parmi les grands défis ; Bleen Media, 1^{er} novembre 2024.	7
Denise Kyalwahi (RDC) ; COP16 : la biodiversité en Afrique en péril, le Parc Garamba Vers un retrait de la liste des sites de l'UNESCO ; Naturel CD, 1 novembre 2024.	10
Naïma Cherii (Maroc) ; Poisson pélagique : Des observateurs pointent des navires RSW pour non-respect des quotas ; Reporter Express, 2 novembre 2024.	15
Joseph Abuje (Kenya); Promoting bamboo farming to mitigate climate change; Africa Science News, November 3, 2024.....	19
Karina Zarazafy (Madagascar) ; Masoandro Rakotoarimanana, Coordonnateur du projet Competency development : « La mobilisation des communautés locales est l'une des problématiques des aires protégées » ; Bleen Media, November 5, 2024.	20
Karina Zarazafy (Madagascar) ; Migrations climatiques : les femmes livrées à elles-mêmes ; Bleen Media, 6 novembre 2024.	23
Hellen Shikanda & Lilys Njeru (Kenya) ; What Trump win means for fight against climate change ; The Nation, November 07, 2024.	28
Fousseni Togola (Mali) ; Sénégal : l'urgence climatique menace l'économie et la population ; Sahel Tribune, 8 novembre 2024.....	32
Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Global Seed Vault Receives Seed Varieties From African Countries ; Panafricanvisions, November 08, 2024.	35
Tatiana Meliedje (Cameroun) ; Afrique centrale: la FAO évalue le potentiel agro-alimentaire ; News du Camer, 8 novembre 2024.....	40
Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Greenpeace Africa Durban Protest Calls Unilever to Stop Plastic Pollution ; Panafricanvisions, November 09, 2024.	42
Wallace Mawire (Zimbabwe) ; WWF Calls For Nature-Based Solutions To Dominate Discussion At COP29 ; Panafricanvisions, November 09, 2024.....	44
Denise Kyalwahi (RDC) ; Dossier – Climat : « Boycott et tensions autour de la COP29, l'Azerbaïdjan, entre enjeux climatiques et droits humains » ; Naturel CD, 10 novembre 2024..	46

Julien Evignon (Togo) ; Togo/Justice climatique pour l’Afrique: Des OSC réclament 5 000 milliards de dollars par an ; Plume d’Afrique, 10 novembre 2024.....	50
Joseph Abuje (Kenya); UN Habitat, Danish Government step in to strengthen cross border regional trade; Africa Science News, November 10, 2024.....	53
Victor Moturi (Kenya); circular economy in leather industry; RFI Kiswahili, november 11, 2024.	55
Boris Ngounou (Cameroun) ; Que peut la COP29, face à un Cameroun meurtri par des catastrophes climatiques ; Environnementales, 11 novembre 2024.	56
Eric Ojo (Nigeria) ; COP29 begins, IPCC unveils events at climate change conference ; Pluboard November 11, 2024.	58
Ferdinand Mbonihankuye (Burundi) ; COP29 : Le Burundi face au changement climatique, une nation vulnérable dans la lutte mondiale ; 11 novembre 2024.	61
Fousseni Togola (Mali) ; Crises multiples au Sahel : la COP29 peut-elle apporter des solutions concrètes ? Sahel Tribune, 11 novembre 2024.	64
Ismail Abdoulaye Naoumani (Niger) ; Niger : à Arlit, « l’exploitation artisanale de l’or avec le cyanure doit être plus surveillée » ; Sahelien.com, 12 novembre 2024.	67
Fousseni Togola (Mali) ; COP29 : le bras de fer autour du financement climatique pour les pays africains ; Sahel Tribune, 13 novembre 2024.	74
Eric Ojo (Nigeria) ; COP29: AFDB wants African countries’ GDP calculation to reflect “green wealth” ; Pluboard, November 13, 2024.....	78
Fousseni Togola (Mali) ; Côte d’Ivoire : un plan ambitieux pour financer la croissance verte et s’adapter au réchauffement climatique ; Sahel Tribune, 14 novembre 2024.....	80
Ferdinand Mbonihankuye (Burundi) ; La grue couronnée du Cap menacée d’extinction au Burundi ; Mongabay, 14 novembre 2024.....	84
Wassila Ould Hamouda (Algérie) ; Kamal Djemouai spécialiste en changements climatiques : «Une communication institutionnelle efficace est primordiale» ; Horizons, 15 novembre 2024.	91
Eric Ojo (Nigeria) ; Africa losing 5% of GDP annually to climate-related disruptions – UN ; PluBoard, November 15, 2024.	95
Albert Oppong Ansah (Ghana); The struggle for electricity in Ghana's island communities; Ghana News Agency, November 18, 2024.	99
Boris Ngounou (Cameroun) ; Cameroun : une synergie d’actions pour rassurer les consommateurs de poissons ; Environnementales, 18 novembre 2024.	103
Rabah Karali (Algérie) ; Digitalisation de la gestion des déchets, le nouveau point de mire ; Ebourse.dz, 19 novembre 2024.	105
Fulbert Adjimehossou (Bénin) ; Bénin : Ce que propose Dr Reynald Santos contre la malnutrition et l’obésité ; IMO, 19 novembre 2024.	108

Henry Owino (Kenya) ; Solar Powered Irrigation Systems Enabling Off-Grid Farmers to Sustainable Agriculture ; Talk Africa, November 19, 2024.	111
Albert Oppong-Ansah (Ghana); One million dollar crop insurance premium paid for farmers; Ghana News Agency, November 19, 2024.	123
Lenah Bosibori (Kenya); Kenyan CSOs urge african unity to combat hazardous chemicals in plastics, Africa Science News, November 19, 2024.	125
Rivonala Razafison (Madagascar) ; Un modèle de réussite de restauration écologique à grande échelle à Madagascar ; Mongabay, 20 novembre 2024.	128
Fousseni Togola (Mali) ; COP29 : le Mali, acteur engagé dans la lutte contre les dérèglements climatiques ; Sahel Tribune, 21 novembre 2024.....	140
Eric Ojo (Nigeria) ; Africa needs \$2.7 trillion by 2030 to combat climate change ; Pluboard, November 21, 2024.	143
Denise Kyalwahi (RDC) ; L'émergence d'une coalition africaine à la COP29 : Une réponse unie aux défis climatiques du continent ; Naturel CD, 22 novembre 2024.	146
Boris Ngounou (Cameroun) ; Dr Lionel Djibie Kaptchouang : « Les inondations au Cameroun ne sont plus une fatalité, mais le résultat d'une planification urbaine défailante » ; Environnementales, 22 novembre 2024.	150
Lenah Bosibori (Kenya) ; Africa to be food secure if agroecology is embraced - Researchers; Africa Science News, October 23, 2024.....	153
Naïma Cherii (Maroc) ; Professionnels de la pêche Vs INRH : Grosses polémiques autour du filet anti-Dauphin noir et ultimatum de l'Etat ; Le Reporter Express, 23 novembre 2024.....	155
Fousseni Togola (Mali) ; Pertes, carbone, et méthane : les succès inattendus de la COP29 ; Sahel Tribune, 24 novembre 2024.	160
Fousseni Togola (Mali) ; COP29 : quand les attentes africaines s'évanouissent dans les négociations climatiques ; Sahel Tribune, 24 novembre 2024.	163
Rivonala Razafison (Madagascar) ; Madagascar se prépare à rapatrier des animaux sauvages endémiques confisqués en Thaïlande ; Mongabay, 25 novembre 2024.....	167
Boris Ngounou (Cameroun) ; Près de 3 millions de signatures pour un traité mondial contre les plastiques ; Environnementales, 25 novembre 2024.	175
Boris Ngounou (Cameroun) ; 300 milliards \$ d'ici 2035 : la COP 29 triple le financement des pays en développement ; Environnementales, 25 novembre 2024.....	177
Tatiana Meliedje (Cameroun) ; COP29: plus de financements, plus de responsabilité ; News du Camer, 26 novembre 2024.....	179
Jenifer Gilla (Tanzania) ; Africa Voices Frustration over Climate Finance at COP29 ; Habitat Media, November 27, 2024.....	183
Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Climate Action Network Zimbabwe Coordinator Fumes Over COP29 Outcome ; Panafricanvisions, November 29, 2024.	187



Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Zimbabwe: Customs Officials Trained on AfCTA Trade Facilitation Mechanisms ; Panafricanvisions, November 29, 2024.208



Radio Parakou

Ernest Agbota (Bénin) ; Les enjeux environnementaux de l'utilisation de la biomasse au Bénin ; Radio Parakou/ORTB, novembre 2024.

Tag : -.

Pour écouter le reportage : <https://www.dropbox.com/scl/fi/6cfk15q5lr3vg9siru5xo/LES-ENJEUX-ENVIRONNEMENTAUX-DE-L-UTILISATION-DE-LA-BIOMASSE-AU-BENIN.mp3?rlkey=yxr0r61zsqnhm8gualbeqhrf0&e=1&dl=0>

Cette émission explore les impacts de la biomasse, principale source d'énergie au Bénin, sur l'environnement et les populations. Elle débute par un état des lieux, révélant la forte dépendance des ménages au bois de chauffe, cause majeure de déforestation, de perte de biodiversité et d'érosion des sols.

Les défis environnementaux et sociaux sont abordés, notamment la disparition des forêts protégées et les inégalités dans l'accès aux ressources énergétiques.

Enfin, l'émission met en lumière des solutions durables comme les foyers améliorés, le reboisement et les énergies renouvelables issues de déchets agricoles. Elle conclut sur un appel à l'action pour concilier besoins énergétiques et préservation des écosystèmes.



BLEEN MEDIA

Karina Zarazafy (Madagascar) ; COP29 : Le genre et l'inclusion parmi les grands défis ; Bleen Media, 1^{er} novembre 2024.

Tag : CCNUCC, COP 29, ONU Femme.

Pour accéder à l'article : <https://www.bleenmada.com/cop29-le-genre-et-linclusion-de-grands-defis/>



Selon l'ONU Femmes, l'entité des Nations Unies consacrée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, d'ici 2050, le changement climatique pourrait faire basculer « jusqu'à 158 millions de femmes et de filles supplémentaires dans la pauvreté », vivant avec 2,15 dollars par jour ou moins. Un scénario montrant une hausse de 16 millions de plus que les hommes et les garçons.

D'importants écarts

Jusqu'à 158 millions, c'est le nombre probable de femmes et de filles qui viendront renforcer le rang des populations « pauvres » d'ici 2050, au rythme de dégradation actuelle de l'environnement due au changement climatique. 236 millions serait par ailleurs le nombre de cette catégorie de la population à basculer dans l'insécurité alimentaire. En effet, d'après la déclaration de l'ONU Femmes à l'occasion de la Journée internationale des femmes rurales du 15 octobre : « Les écosystèmes, les ressources naturelles et les moyens de subsistance sont épuisés, et la capacité des femmes rurales à sécuriser des ressources de manière sûre, comme des aliments sains, de l'énergie propre et de l'eau, s'est réduite ». La problématique liée aux femmes face au changement climatique est toujours d'actualité. Et même si des efforts ont été faits, le manque voire l'absence d'équité reste. A titre d'exemple, le 29 octobre durant une session d'information sur le genre et le changement climatique, la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement climatique (CCNUCC) a évoqué qu'en matière de financement climatique, « seulement 0,01 % des fonds mondiaux sont alloués aux projets alliant changement climatique et droits des femmes ». De plus, les statistiques du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) indiquent que « seulement 2 % de l'aide bilatérale de 2011-2012, soit environ 469 millions USD, ont été consacrés aux initiatives d'autonomisation économique des femmes ». Des chiffres qui illustrent l'écart significatif dans les financements.

Egalité

« Il n'y a pas de justice climatique sans égalité de genre » a souligné Eileen Nchanji, spécialiste des questions de genre qui travaille avec l'Alliance of Bioversity International et le Centre international d'agriculture tropicale dans le cadre du programme de l'Alliance panafricaine de recherche sur les haricots (PABRA). C'était lors d'un café médiatique organisé par le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) en collaboration avec Media for Environment, Science, Health and Agriculture (MESHA), le 30 octobre dernier. La 29ème Conférence des Parties (COP29) à la CCNUCC devrait marquer un tournant important dans la promotion d'une action climatique sensible au genre. Ce, dans la mesure où cette COP propose des initiatives comme le « Baku Harmoniya Climate Initiative » pour amplifier le rôle des femmes dans les solutions climatiques. Figurent ainsi parmi les priorités de la présidence de

cette COP, le développement et la mise en œuvre de projets visant à assurer l'accès des femmes aux financements climatiques dans les régions les plus touchées. Rentre également dans ce cadre la promotion de l'éducation dans les technologies vertes et les pratiques durables. Et une attention particulière est portée aux groupes vulnérables, tels que les communautés autochtones, pour garantir une résilience inclusive face aux défis climatiques.

La COP29 propose ainsi des initiatives concrètes pour l'autonomisation des femmes ainsi que pour le renforcement de la représentation et de l'intégration du genre dans les processus. La transparence et l'intégration du genre dans les mécanismes de suivi y seront particulièrement étudiées. « Les femmes doivent être au premier plan du leadership dans l'action climatique » a d'ailleurs insisté Eileen Nchanji. Et la COP29 est l'occasion ou jamais d'asseoir un financement climatique plus inclusif et sensible au genre afin d'assurer une action climatique équitable et durable. Car, promouvoir le leadership féminin dans le climat va au-delà des questions d'inclusion. Il s'agit aussi d'une stratégie efficace pour renforcer la résilience et l'impact des actions climatiques au niveau global.



Denise Kyalwahi (RDC) ; COP16 : la biodiversité en Afrique en péril, le Parc Garamba Vers un retrait de la liste des sites de l'UNESCO ; Naturel CD, 1 novembre 2024.

Tag : CBD, COP 15, COP 16, COP 17, FEM, UNESCO.

Pour accéder à l'article : <http://naturelcd.net/2024/11/01/cop16-la-biodiversite-en-afrique-en-peril-le-parc-garamba-vers-un-retrait-de-la-liste-des-sites-de-lunesco/>



Alors que la COP de la biodiversité s'achève aujourd'hui sans progrès significatif, en Afrique, plus de 10 000 espèces animales et végétales risquent de s'éteindre. Parmi elles, l'éléphant des savanes, le lémurien ou le baobab, mais également des animaux mal-aimés et dont le rôle est pourtant essentiel, comme le vautour.

« Nous vivons le début de l'extinction de l'humanité. » Une phrase choc, prononcée par le président colombien Gustavo Petro, c'est probablement tout ce qu'il faudra retenir de cette 16^e édition de la COP consacrée à la biodiversité, qui s'est tenue du 21 octobre au 1^{er} novembre à Cali, en Colombie. Sauf coup de théâtre, ce énième sommet ne changera pas la face du monde, rapporte Jeune Afrique.

La RDC a été représentée par Yves Milan Ngangay Directeur général de l'ICCN, présent à la COP16 à Cali, qui a lancé un agenda de coopération sur la biodiversité à Cali.

Le Directeur général de l'ICCN, M. Milan Ngangay Yves, a rencontré la Vice-présidente de la Colombie, Francia Márquez pour échanger sur les possibilités de collaboration en matière de biodiversité entre la République Démocratique du Congo et la Colombie.

Lors de son discours, M. Ngangay a souligné les défis communs auxquels font face les deux pays dans la conservation de la nature, notamment le braconnage et d'autres activités illégales. De son côté, Mme Márquez a évoqué la nécessité d'unir les efforts pour préserver les bassins du Congo et de l'Amazonie.

Cet échange a permis à l'ICCN de mettre en avant l'importance de la biodiversité congolaise sur le plan technique et scientifique. M. Ngangay était accompagné d'une délégation notable, incluant le Président du Conseil d'Administration de Forgotten Parks, M. Luc-Gérard Nyafe, et la Directrice scientifique de l'ICCN, Mme Chantal Shalukoma.

Le parc national de la Garamba Vers un retrait de la liste des sites en péril de l'UNESCO

La République Démocratique du Congo (RDC) abrite plusieurs sites classés au patrimoine mondial de l'UNESCO, symbolisant la richesse et l'importance de sa biodiversité pour le monde. Ce patrimoine confère au pays une responsabilité particulière dans la conservation de la nature, faisant de lui un acteur clé dans les efforts mondiaux pour préserver des écosystèmes vitaux.

A souligner qu'à cette même occasion l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) a tenu une réunion importante avec l'UNESCO, représentée par Guy Debonnet, chef d'unité patrimoine naturel au Centre du patrimoine mondial. Lors de cet entretien, le Directeur général de l'ICCN, Yves Milan Ngangay, a mis l'accent sur une question stratégique : le retrait du Parc National de la Garamba de la liste des sites en péril.

Une révélation accablante sur le site du média matamba.cd

Ce parc, l'un des trésors naturels de la RDC, figure sur la liste des sites en péril en raison des menaces qui pèsent sur sa faune et sa flore. Le retrait de cette liste sera un signal positif pour la RDC de protéger ses patrimoines et d'autres initiatives écologiques dans le pays.

Il convient de noter que cet échange a montré l'engagement de la RDC pour la préservation de son patrimoine naturel, avec le soutien de la communauté internationale.

Que retenir du Parc national de la Garamba

Le Parc national de la Garamba a un statut de Parc national depuis 1938, et l'autorité de gestion en est l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN).

Comprenant d'immenses savanes, herbeuses ou boisées, entrecoupées de forêts-galeries le long des rivières et de dépressions marécageuses, le parc abrite quatre des plus grands mammifères : l'éléphant, la girafe, l'hippopotame et surtout le rhinocéros blanc, inoffensif et beaucoup plus gros que le rhinocéros noir, dont il ne subsiste qu'une trentaine d'individus.

Il est géré à travers les trois secteurs administratifs de Nagero, Gangala na Bodio et Beredwa à la limite nord, chacun ayant une infrastructure immobilière et routière. La mise en place d'un plan de gestion est une condition indispensable à la gestion du parc. Étant donné l'importance des domaines de chasse pour l'intégrité du bien, ceux-ci doivent bénéficier d'une gestion intégrée avec le parc.

Il est essentiel que l'intégration des communautés locales dans la gestion du parc et des domaines de chasse périphériques, à travers l'approche de la conservation communautaire, soit mise en place par le biais d'une gestion participative des ressources naturelles.

Comprenant d'immenses savanes herbeuses ou boisées entrecoupées de forêts-galeries et de dépressions marécageuses, le Parc national de la Garamba se situe au nord-est de la République Démocratique du Congo (RDC) dans la zone de transition entre les forêts denses humides du bassin du Congo et les savanes guinéo-soudaniennes. Il abrite la dernière population mondiale du rhinocéros blanc du nord, une sous-espèce endémique de girafe congolaise et une population d'éléphants mélangeant éléphants de forêt, éléphants de savane et des individus montrant des caractéristiques morphologiques communes aux deux sous-espèces. Il se caractérise aussi par une biomasse exceptionnellement élevée de grands herbivores grâce à la productivité végétale du milieu. Couvrant 490 000 ha et entouré de 752 700 ha de trois domaines de chasse qui contribuent à une protection efficace du bien contre les menaces

provenant de la zone environnante, ce bien est un sanctuaire exceptionnel de par son mélange inhabituel de grande faune spectaculaire.

En 2000, le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO initie le programme Conservation de la biodiversité en zones de conflit armé : préserver les sites du patrimoine mondial en République démocratique du Congo, afin de préserver l'intégrité des cinq sites congolais dans un pays en situation de conflit prolongé.

L'objectif du programme est d'éviter la perte de la valeur universelle exceptionnelle des sites et de réunir les conditions favorables à leur retrait de la Liste du patrimoine mondial en péril. Le programme est mis en œuvre avec l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN), organisme chargé de la gestion des aires protégées, sous la tutelle du ministère de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et du Tourisme, et le concours actif des ONG de conservation partenaires de l'ICCN.

Quelle analyse peut on faire face à cette décision:

Selon un rapport de l'UNESCO il est observé que quelque 30 000 éléphants sont tués chaque année par les braconniers en Afrique pour leurs défenses et environ 41 tonnes d'écailles de pangolin ont été saisies en Afrique (en 2017), soit l'équivalent de plus de 34 000 animaux.

En revanche en date du 30 Septembre 2018 la RDC a organisé au parc présidentiel de la N'sele situé à 50 km du centre-ville de Kinshasa, une cérémonie de remise en liberté de cinq perroquets gris et la mise en feu de 1050 kg d'ivoires bruts ainsi que 1197 kg d'écailles de pangolins géants. Mais l'on constate toujours

« C'est l'une des parties les plus troublées d'Afrique ». Chris Thouless, de l'organisation de défense de la nature Save the Elephants, relève-t-il.

Avec l'insécurité chronique, les conflits régionaux, un terrain difficile et l'isolement, la préservation du parc national de la Garamba, dans le nord-est de la République démocratique du Congo, représente un défi immense, peut-être plus que nulle part ailleurs sur le continent africain.

Aujourd'hui, la présence humaine dans le parc de la Garamba est minimale, comme celle des voitures. Les animaux sont donc nerveux. Un éléphant s'enfuit d'un pas lourd dans un nuage de poussière; les antilopes pointent leurs oreilles et s'arrêtent, avant de bondir dans la brousse.

Rappel sur ce que cette COP était censée apporter :

1 – Un plan d'action clair pour lever 200 milliards de dollars d'ici 2030, ou un plan d'action pour élaborer un plan d'action au moins...

2 – Comment payer – Les pays du Sud ne veulent pas que le financement de la biodiversité passe par le fonds climatique des Nations Unies – le Fonds pour l'environnement mondial. Un plan doit être élaboré pour déterminer comment résoudre ce problème avant 2030.

3 – Plans d'action : nous ne disposons jusqu'à présent que de 44/196 plans d'action pour la nature. Y aura-t-il un processus de contrôle des progrès avant la COP17 ?

4 – Paiements pour la génétique naturelle : Les grandes entreprises gagnent des milliards en utilisant gratuitement les données génétiques naturelles. Au minimum, nous avons besoin d'un objectif de \$\$ à atteindre grâce aux paiements, même si les détails sur comment et qui sont réglés plus tard.

5 – Un nouvel organe permanent pour les peuples autochtones et les communautés locales afin de garder les droits au centre et de garantir qu'au moins 20 % de l'argent aille au terrain, comme cela a été convenu lors de la COP15.

COP17

Les vieilles rivalités sont toujours vivantes, l'Arménie et l'Azerbaïdjan se disputant hier soir la COP17. L'Arménie a été annoncée comme hôte de la COP17 après un événement rare au sein de l'institution consensuelle de l'ONU : un vote. Le pays compte 40 espèces de champignons comestibles qu'il ne faut surtout pas essayer de cueillir et de manger sur place. Les principaux facteurs de perte de biodiversité sont l'industrie et l'agriculture, avec 40 % des terres agricoles du pays érodées. Elle a connu une demi-décennie difficile, confrontée à la guerre et à la révolution. L'Arménie a été élue face à son ennemie l'Azerbaïdjan pour accueillir en 2026 la 17e

conférence des Nations unies sur la sauvegarde de la nature, à l'issue d'un vote inédit des pays membres de la Convention sur la diversité biologique (CDB) réunis en Colombie.

Le Reporter Express

Naïma Cherii (Maroc) ; Poisson pélagique : Des observateurs pointent des navires RSW pour non-respect des quotas ; Reporter Express, 2 novembre 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://lereporterexpress.ma/2024/11/02/poisson-pelagique-des-observateurs-pointent-des-navires-rsw-pour-non-respect-des-quotas/>



Les navires RSW pêchent-ils plus? Des observateurs pointent certains d'entre eux pour non-respect des quotas qui leur sont attribués et non déclaration des quantités supplémentaires au quota autorisé.

Les navires RSW (Refrigerated Sea Water) créent des remous à Dakhla. Sur place, des observateurs confient à Le Reporter que certains de ces navires ne respecteraient pas les quotas qui leur sont attribués. Selon eux, ces bateaux pêchent plus et seraient suspectés pour non déclaration des captures supplémentaires au quota autorisé.

Ces navires (28 RSW), qui sont équipés d'un système de réfrigération à bord par eau de mer, ciblent principalement les espèces pélagiques telles que la sardine, le maquereau et le Cabaya. Du 1er janvier au 30 juin, ces bateaux sont autorisés à pêcher 200 tonnes de poissons chaque jour dans leurs filets. Et sur la période allant du 1er juillet au 31 décembre, ils peuvent capturer jusqu'à 250 tonnes de poissons.

Mais à en croire les dires des observateurs, certains navires puisent dans les richesses halieutiques de manière intensive et capturent jusqu'à 300 tonnes capturées en une journée, soit une capture «illégal» additionnelle de 100 tonnes, disent les mêmes sources, qui appellent à une procédure d'infraction contre ces navires, lesquels approvisionnent les usines industrielles de Dakhla.

Joint cette semaine par téléphone, un marin d'un de ces navires confirme, lui aussi, au Reporter ces pratiques controversées. «Certains navires pêchent plus de poissons que les quotas qui leur sont alloués. Normalement, ces navires RSW peuvent pêcher jusqu'à 10% de plus du quota attribué. Mais certains d'entre eux sont capables d'avalier jusqu'à 280 voire 300 tonnes dans leur filets», affirme ce marin-pêcheur.

Et ce n'est pas tout. Selon lui, les armateurs propriétaires de ces navires arrivent à faire passer leur capture sans que les quantités supplémentaires (80 à 100 tonnes) ne soient déclarées.

Comment expliquer ces pratiques illégales? Alors même qu'un nouveau système de pesage des captures déchargées par les navires RSW a été mis en œuvre. Ce système interdit le déchargement de toute capture supplémentaire au quota autorisé. Il consiste à mettre en place des équipements dotés de mécanismes spécifiques, permettant une meilleure maîtrise des quantités de poisson déchargées ainsi qu'une identification plus précise des espèces ciblées par cette flotte des navires RSW.

«On pensait qu’avec l’application de ce système, ces pratiques ne devraient pas avoir lieu», lance la même source. Notre source ne mâche pas ses mots. «Ce n’est pas normal compte tenu des volumes de poissons qui ne sont pas déclarés. C’est de la surpêche quand même. On est dégoûté, personne n’aime voir ça. Alors que nous assistons à une baisse drastique des stocks du poisson pélagique dans la zone comme dans les autres zones du pays. D’ailleurs, aujourd’hui, on est obligé de faire 16 heures pour capturer le poisson dans la zone frontière avec la Mauritanie. Alors qu’avant, on pêchait seulement à 4 heures des côtes de Dakhla», conclut notre interlocuteur.

Mais qu’en est-il alors du contrôle du respect des quotas de ces navires? Des inspecteurs maritimes effectuent-ils des inspections pour vérifier les captures ainsi déclarées à la DPM (délégation de la pêche maritime) par les capitaines? Cet objectif de contrôle peut-il réellement être mis en œuvre en mer?

Par téléphone, une source au port de Dakhla nous explique que le contrôle des pêches serait inexistant en mer. Arrivés au port, poursuit notre source, les capitaines déclarent à la DPM les quantités de poissons capturées, ajoutant que cette déclaration n’est pas accompagnée par un contrôle physique.

«Un contrôle physique des poissons n’est décidé que lorsqu’il y a des informations ou des alertes sur des cas suspects de surpêche. Cela concerne au minimum 5% du chargement total du bateau», affirme notre source.

La pêche pélagique menacée ?

Dans les milieux des professionnels, on se dit en tout cas inquiet. «La situation est vraiment préoccupante. Les stocks du poisson pélagiques ont fortement chuté. Et si on ne fait rien, la pêche pélagique est menacée dans la zone», affirme un professionnel de la pêche côtière à Dakhla.

Celui-ci critique les navires RSW d’avoir fortement participé à la baisse de la ressource. Il rappelle qu’une étude réalisée par l’INRH en 2023 a confirmé que l’état des ressources pélagiques reste hautement préoccupant notamment dans la zone dite (Stock C) à Dakhla.

Les chiffres officiels indiquaient que les débarquements des petits poissons pélagiques ont enregistré une diminution d'environ 26% entre 2022 et 2023.

C'est ce qui explique, dit-il, l'interdiction de la pêche de ces poissons en janvier 2024 dans les pêcheries de la zone sud. Cette décision est désormais prévue du 1er janvier jusqu'au 15 février pour Dakhla et jusqu'au 1er février pour les autres ports, rappelle encore notre source.

Au total, 28 navires RSW et 79 bateaux sardiniens au port de Dakhla sont concernés par cette interdiction. Mais la situation ne semble pas s'améliorer pour autant. «Cet arrêt d'activité est certes une bonne chose pour la préservation du stock du poisson pélagique. Mais un mois et demi d'arrêt d'activité c'est très peu. Il faut plus au regard de la forte chute de la ressource», affirme notre interlocuteur.

Les navires RSW agacent aussi les professionnels de la pêche artisanale comme Abdellah Lablihi, président de la Confédération nationale de la pêche artisanale. Ce professionnel, qui évoque une surexploitation de la pêche du poisson pélagique à Dakhla, n'y va pas par quatre chemins.

«La situation du pélagique est catastrophique. Il n'y a plus rien. Les sardiniens ne font rien. Beaucoup d'entre eux sont actuellement en arrêt. Ce sont les navires RSW qui sont responsables de cette situation catastrophique du poisson pélagique. Ils pêchent 90 % de la ressource marocaine en termes de poisson pélagique», déplore-t-il.

« Utilisant un filet pélagique interdit sur le plan international, ces navires aspirent tout sur leur passage », affirme le président de la Confédération, évoquant un véritable «massacre».



Joseph Abuje (Kenya); Promoting bamboo farming to mitigate climate change; Africa Science News, November 3, 2024.

Tag : UNEP.

To access the article : <http://africasciencenews.org/promoting-bamboo-farming-to-mitigate-climate-change/>



Bamboo farming is among the best initiatives meant to stabilise soil along the riparian ecosystems to control the adverse effects of climate change caused by flooding.

In the Budalangi sub-county, Western Kenya has experienced unprecedented flooding that has always resulted in human and animal deaths, property destruction and farming activities interfered with as farmers keep counting losses.

However, the launch of a bamboo farming project in Budalangi along the banks of River Nzoia and the shores of Lake Victoria by UNEP program director Guoqin Wang' has been seen as a pointer towards restoring and conserving the environment for sustainable development in the flood-prone area of Budalangi in Western Kenya.

Speaking during the launch of the projects Wang' said this initiative aims to mitigate the effects of climate change to ensure residents rip the benefits of sustainable development and urged residents and farmers to embrace and support the initiative.

"This initiative looks at the broader picture of stabilising the soil through planting bamboo along the river bank of river Nzoia, Yala and shores of Lake Victoria to help counter the risks and effects of climate change.

She said that the bamboo projects also target markets for the farmers and the locals and at the same time promote the planting and value additions of the bamboo crop to help the farmers and the locals get value for the initiative.

Jaramogi Oginga Odinga University of Science and Technology who also grace the occasion reiterated their willingness to offer technical support in research to help farmers understand the economic benefits of bamboo farming besides environmental conservation.

Professor Denis Ochuodho the Director of Blue Economy at Jaramogi Oginga Odinga University said that the project dubbed "global bamboo village initiative" will have far-reaching benefits of mitigating the effects of climate change and making sure that farmers can get value from the projects if well maintained.

Bamboo farmers who attended the launch expressed confidence saying they will double their efforts to ensure this project succeeds as it promises a bright future. They challenged fellow residents of Budalangi and people living along Rivers Nzoia, Yala and the shores of Lake Victoria to join the initiative to promote environmental conservation and capitalise on the bamboo plant's economic benefits.



Karina Zarazafy (Madagascar) ; Masoandro Rakotoarimanana, Coordonnateur du projet Competency development : « La mobilisation des communautés locales est l'une des problématiques des aires protégées » ; Bleen Media, November 5, 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://www.bleenmada.com/masoandro-rakotoarimanana-coordonnateur-du-projet-competency-development-la-mobilisation-des-communautes-locales-est-lune-des-problematiques-des-aires-protégees/>

La gestion des aires protégées malgache fait face à de multiples défis. Les gestionnaires sont en première ligne, de même que la communauté locale. Impulser une dynamique commune entre les deux parties est nécessaire. Masoandro Rakotoarimanana, Coordonnateur du projet Competency development, financé par la Fondation Hempel, et coordonné par la Fondation pour les Aires Protégées de Madagascar (FAPBM), fait le tour de la question.



Bleen : Sur le volet du savoir-faire et du management, à quels défis font face les aires protégées ?

Masoandro Rakotoarimanana (M.R.) : Le renforcement des compétences et des capacités est essentiel pour accompagner les gestionnaires des aires protégées. Des problèmes et des failles subsistent surtout au niveau de la question managériale. D'après mes constatations sur terrain, la plupart des gestionnaires sont principalement des techniciens spécialisés dans la biodiversité. On peut dire qu'il y a peu de problèmes techniques mais la difficulté se trouve au niveau du management.

Quand on parle de management, qu'est-ce qu'on entend par cela ? Est-ce par rapport à l'aspect humain, matériel ou financier ?

M.R. : C'est un tout, un ensemble, aussi bien les relations humaines, sur tous les plans que sur la partie de la gestion financière et de la logistique.

Bleen : Quels sont les impacts de ces problématiques sur l'état de santé de ces aires protégées ?

M.R. : Les impacts se situent au niveau des relations humaines. Il y a un problème au niveau de la mobilisation de la communauté locale car de nombreuses aires protégées sont cogérées avec elle. Cette capacité à mobiliser la population est un réel problème puisque les gestionnaires sont confrontés à différentes cultures sur terrain. Il y a également le blocage au niveau de la communication. Etant donné que la communauté locale n'a pas été mobilisée, elle ne connaît pas ses responsabilités, ni ses attentes, ni ses intérêts par rapport à la gestion de l'aire protégée, qui représente une source de revenu économique et une base culturelle.

Bleen : Quels leviers allez-vous mobiliser pour réhabiliter la situation ?

M.R. : Nous allons donner des formations. Nous sommes actuellement en train de faire une étude afin de définir la politique de formation adéquate. Les cibles sont évidemment les gestionnaires des aires protégées, mais aussi les leaders communautaires. Pour rappel, les aires protégées sont cogérées avec les communautés locales, il est donc important de les intégrer dans le programme de formation. Par rapport à la définition de la politique de la formation, le programme est encore en phase de démarrage durant laquelle les résultats des évaluations des différents programmes de formations qui ont déjà existé seront mis en avant. Les résultats vont

nous amener à identifier les besoins qui vont nous permettre de concevoir un programme de formation qui va cibler les intérêts des gestionnaires et des communautés locales.

Bleen : Quels sont le cœur du programme ainsi que ses objectifs ?

M.R. : Le programme a été initié et géré par la FAPBM. Les aires protégées qu'elle finance bénéficieront de cet accompagnement. La Fondation Hempel apportera le financement. Les cibles sont les gestionnaires des aires protégées à Madagascar ainsi que les leaders communautaires. La vision est de mettre en place un centre de ressources académiques de la biodiversité à Madagascar et de mettre en œuvre une formation continue pour les cibles citées précédemment.

Bleen : Pourrait-on connaître les sites qui bénéficieront de cet accompagnement ?

M.R. : L'étude nous le dira mais – à titre personnel – je pense que les sites qui comportent beaucoup de challenges devront en bénéficier prioritairement. Des consultants mettront en œuvre le projet.

Bleen : Selon vous, quels sont les défis auxquels les aires protégées font face?

M.R. : Il existe différentes pressions sur les aires protégées. Cependant je souligne ce manque de lien et de coalition entre les autorités avec certaines communautés ou les gestionnaires et les communautés. Les communautés ne sont pas intéressées à intégrer la gestion des aires protégées. Et c'est le plus grand défi pour la gestion de ces écosystèmes riches et dynamiques. Il faudra voir comment résoudre ce manque de collaboration.

Bleen : Etes-vous convaincue par le rôle que devraient jouer les communautés ?

M.R. : Je suis convaincue – certes pas à 100%, car il y a d'autres facteurs en jeu – que la collaboration et l'entraide résoudront plusieurs problèmes au niveau des aires protégées. La conscientisation des communautés mènera à une bonne gouvernance.



BLEEN MEDIA

Karina Zarazafy (Madagascar) ; Migrations climatiques : les femmes livrées à elles-mêmes ; Bleen Media, 6 novembre 2024.

Tag : COP 29, OIM, CCNUCC, COP 29.

Pour accéder à l'article : <https://www.bleenmada.com/migrations-climatiques-les-femmes-livrees-a-elles-memes/>

Les femmes sont plus que vulnérables face aux effets du changement climatique. Ce, tant à Madagascar que dans d'autres pays du continent. Aussi les négociateurs et experts africains comptent-ils unir leur voix à la COP29 pour plaider en faveur d'une promotion du genre et de l'inclusion.



Une désertification en marche, absence de pluies, rareté des denrées alimentaires... Si plusieurs communautés vivant dans le sud de Madagascar décident de rallier le nord, certaines personnes

telles que Periliny préfèrent faire face à leurs réalités. Dans un cas comme dans l'autre, les décisions sont loin d'être sans risques, plus particulièrement pour les femmes et les filles.

Contraintes climatiques

A peine la trentaine, elle paraît en avoir le double. Periliny, mère de 5 enfants, vit à Ampanihy, dans la région Atsimo Andrefana. Comme beaucoup de femmes dans sa localité, elle lutte seule pour survivre à la grande sécheresse qui frappe cette partie de la Grande île depuis plus de cinq années successives maintenant.

« Les terres ne produisent plus et le père de mes enfants a décidé de partir dans le nord, à Nosy Be, pour chercher de l'emploi en me laissant seule avec nos cinq enfants. Il est parti depuis plus de cinq ans maintenant sans nous donner de nouvelles. Je me retrouve donc seule, ici, à m'occuper de nos enfants sans sources de revenus stables », témoigne-t-elle.

Le cas de Periliny n'est pas isolé. De nombreuses femmes dans le grand Sud de Madagascar subissent de plein fouet les impacts de ce fléau qu'est la sécheresse. L'incapacité des terres à nourrir les populations y a engendré une famine prolongée poussant les familles à migrer. Si certains prennent la direction du nord de l'île, d'autres s'orientent vers le Menabe. Ce qui engendre des conflits sociaux et des problématiques environnementales importantes.

Une denrée rare

Le changement climatique a entraîné une intensification des cycles de l'eau à l'échelle mondiale. Et les communautés du sud de Madagascar se retrouvent comme étant des victimes de choix. En effet, sans eau et sans cultures, aussi bien les hommes que les femmes finissent par partir. « L'eau est tellement rare. Nous dépensons en moyenne 1 500 ariary par jour en approvisionnement en eau. Mais des fois, on se retrouve contraints de vivre avec uniquement un bidon de vingt litres. Ce qui va nous servir tant pour la cuisson et la lessive, que pour notre toilette », nous explique Periliny.

En avril, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a présenté les résultats d'une étude sur l'impact de l'insécurité humaine sur la migration interne. Cette étude a alors confirmé que « l'insécurité humaine pousse les gens à migrer, impacte leur sécurité tant dans les zones

de départ que d'arrivée, et que le manque de gestion adéquate de la migration aggrave ces impacts ».

De nombreuses femmes migrantes se heurtent en effet à différents types de violence en cours de route. Sans compter celles subies dans leur foyer. A titre d'exemple, Periliny, est une survivante de violence basée sur le genre. Avec l'appui et les conseils fournis au niveau du Centre d'écoute et de conseils juridiques (CECJ) d'Ampanihy, elle a pu bénéficier d'une formation en coupe et couture. Ce qui constitue l'une de ses sources de revenus.

Fragilité économique accrue

« Nous n'avons pas beaucoup de moyens de subsistance. Malgré la formation que j'ai obtenue, il m'est toujours difficile de me procurer les tissus. Et même lorsque j'arrive à produire, les prix sont dérisoires. Cela ne nous permet même pas de vivre comme il faut d'autant plus que les gens n'achètent que les samedis, jour de marché. » Ainsi, pour s'en sortir, Periliny se doit-elle de trouver d'autres sources de revenus.

« Toutes les activités de notre communauté dépendent de la pluie », soutient-elle. Une note conceptuelle sur la sécurité climatique au Sénégal réalisée avec le soutien de l'initiative du Groupe consultatif international pour la recherche agricole ou CGIAR sur la résilience climatique atteste d'ailleurs que « les changements climatiques globaux peuvent limiter ou mettre en péril la disponibilité de ressources majeures, telles que l'eau potable, les eaux des grands fleuves, les terres arables, les forêts et les pêcheries ».

Cette dure réalité constitue pourtant le quotidien des communautés du grand sud de Madagascar. « Il n'y a pas d'eau. Pourtant, comme certains de mes enfants sont scolarisés, je n'ai d'autres choix que de m'assurer de leur propreté », affirme Periliny. Une tâche qui s'avère difficile pour cette mère de famille « vue la rareté de l'eau ». « Aujourd'hui, nous devons parcourir des kilomètres pour pouvoir nous approvisionner. Et ce n'est pas évident du tout » souligne-t-elle.

Adaptation

Le secteur agricole absorbe « 70 à 80% de la consommation d'eau et qui fait partie intégrante des systèmes agroalimentaires », peut-on lire dans une publication du CGIAR en date du mois de septembre dernier et qui s'intitule « Une transition juste dans le système agroalimentaire ». Aujourd'hui, d'après la note conceptuelle sur la sécurité climatique au Sénégal « des signes indiquent déjà que les répercussions des changements climatiques sur les ressources en eau transfrontalières, la sécurité alimentaire, le niveau des mers, les risques d'inondation et les schémas de migration, nécessitent une adaptation et une atténuation à grande échelle, ainsi que des mesures de réduction des risques de catastrophe et de renforcement de la résilience ».

Certes, sur la période mai 2024 à avril 2025, l'analyse IPC (le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire de l'insécurité alimentaire) stipule qu'il y a une « notable amélioration de la situation de sécurité alimentaire dans le Grand Sud ». Néanmoins, la zone reste « fragilisée par le phénomène el niño » précise le bulletin. L'IPC est « un ensemble d'outils » qui permet « d'analyser le processus et de classifier la sévérité de l'insécurité alimentaire suivant des normes scientifiques internationales ».

Avec Betioky Atsimo, Benenitra et Sakaraha, Ampanihy Ouest fait partie des districts dont les projections sur la période de janvier à avril 2025, affichent une « dégradation plus accrue de la situation de la sécurité alimentaire » avec « 1,78 million de personnes » catégorisées en phase 3 de l'IPC et plus. Ce qui implique un besoin d'actions urgentes. La phase 3 signifie une malnutrition aiguë considérée comme « sérieuse ».

Questions du genre

La COP29 est l'opportunité pour l'Afrique de s'attaquer à ces questions du genre dans le contexte de changement climatique. Les négociateurs et les experts africains sont d'ailleurs à pied d'œuvre dans le but de se doter des meilleurs moyens leur permettant de défendre les priorités du Continent. Il s'agirait notamment d'exhorter les pays développés à « continuer de s'engager à appuyer les efforts relatifs à l'égalité des sexes ».



Le groupe plaide également en faveur de « mécanismes financiers spécifiques pour promouvoir l'égalité des sexes au moyen d'instruments de financement de la lutte contre le changement climatique dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les Changements climatiques (CCNUCC). Comme l'a souligné Angela Ebeleke, spécialiste en genre, « il est très important de s'attaquer à la question de l'égalité des sexes pour l'adaptation en Afrique. Le Plan d'action en faveur de l'égalité des sexes (GAP) devrait donc être un élément clé de la COP29 ».

NATION

Hellen Shikanda & Lilys Njeru (Kenya) ; What Trump win means for fight against climate change ; The Nation, November 07, 2024.

Tag : COP 29.

To access the article : <https://nation.africa/kenya/health/what-trump-win-means-for-fight-against-climate-change-4815392>



Season two of the Trump administration is here, and the main cast –Donald J Trump, who is known for downplaying the urgency of tackling the climate crisis, is making a come-back in a year poised to be the warmest ever.

His win comes just a few days before the biggest climate conference begins (the 29th Conference of Parties (COP29) in Baku, Azerbaijan.

Trump's stance on the climate crisis brings jitters to environmentalists and may backtrack any progress made in the US, and globally, to cut down greenhouse gas emissions. When he first became president, one of his most controversial actions was the decision to withdraw from the Paris Agreement, a global pact that unites nearly all countries to limit global temperature rise to 1.5 degrees Celsius. He took this step just six months into office in 2017.

“The US election result is a setback for global climate action, but the Paris Agreement has proven resilient and is stronger than any single country’s policies. The context today is very different from 2016. There is powerful economic momentum behind the global transition, which the US has led and gained from, but now risks forfeiting. The devastating toll of recent hurricanes was a grim reminder that all Americans are affected by worsening climate change,” said Laurence Tubiana, CEO, the European Climate Foundation.

The US rejoined the agreement under the outgoing President Joe Biden and has been a crucial source of climate finance for developing nations, like Kenya. In May 2024, during President William Ruto's visit to Washington, where he met Biden, the two entered into climate deals in the clean energy projects. It is during Biden’s tenure that he restored 100 projects related to the environment that had been trumped by Trump’s administration.

However, even if Trump makes it one of his first agendas upon assuming office, it would still take the US, one the World’s largest greenhouse gas emitters, a year to fully exit the Paris Agreement.

In Trump’s Agenda47, a blueprint of what he plans for America, he plans to re-introduce dependence on fossil fuels in order to cut down gas prices. His predecessor did the opposite, increasing the prices by half for cutting down emissions from fossil fuels.

“President Trump will free up the vast stores of liquid gold on America’s public land for energy development. He will remove all red tape that is leaving oil and natural gas projects stranded, including speeding up approval of natural gas pipelines into the Marcellus Shale in Pennsylvania, West Virginia, and New York,” reads part of Trump’s Agenda 47.

He promises to relive 2017 and exit the Paris Agreement, which in the Agenda, is termed as ‘unfair.’

He gives free will on the cars to be used in the US, waging war on electric cars even when one of his greatest supporters, Elon Musk, is a manufacturer for electric cars.

“I will cancel Biden's ruinous power plant rule, terminate his electric vehicle mandate - if you want to buy an electric car, that's fine, but you're going to be able to buy every other form of

car also - and unleash domestic energy production like never before. But just think of it: energy independence three years ago. Energy dominance was going to follow very shortly. We were going to pay off our debt. We were going to lower taxes for everybody,” reads part of his Agenda 47.

But it is not just the potential exit from this agreement that has many climate scientists and leaders worried. Throughout his previous term, Trump remained vocal about his scepticism toward the science behind climate change, even calling it “a hoax” on multiple occasions.

Yet, in the months leading to the elections, Hurricane Helene and Milton wreaked havoc in the country’s Florida region and 32 per cent of voters in the ravaged states said climate change would be a more important factor in their decision. An analysis of the 2020 election found that climate change concerns were enough to win the election for Joe Biden. Scientists have said that climate change is enhancing conditions for extreme weather events like Hurricane Helene.

Friederike Otto, a climatologist and senior lecturer at the Centre for Environmental Policy, Imperial College London, said: “Trump can deny climate change all he wants, but the laws of physics don’t care about politics. As we speak, nearly every US state is experiencing drought and last month, back-to-back hurricanes wreaked havoc in the southeast. Extreme weather will keep getting worse in the US as long as the world burns fossil fuels.”

Ironically, despite the widespread impacts of climate change around the globe, the issue didn’t take centre stage in the campaign. Climate and energy policies were sidelined, appearing only as occasional topics in the broader election discourse. Trump aggressively promoted oil and gas expansion with vows to “drill baby drill”.

Raila Odinga, Kenya’s former Prime Minister and candidate for Chair of the African Union Commission, posits that climate negotiations at COP29 in Baku, coming on the back of US elections, is a perfect opportunity for the US to step up and be a global steward of the planet.

“Actions of the United States on climate change at home and globally will shape how Africa, a continent that is least responsible for the climate crisis yet suffering most from climate impacts, will navigate its own development path, delivering energy access to over 600 million people who are without electricity access today. At COP29, the US must lead from the front and

support the delivery of ambitious grants-based and highly concessional climate finance to the trillions of dollars required to meet the adaptation and mitigation needs of developing countries and compensate for losses of damages in a timely and transparent manner,” he said.

Julius Mbatia, climate finance Expert at ACT Alliance, says climate change knows no national or geopolitical boundaries, adding that ambition in finance would mean higher financial provision and will lower cost of finance to achieve climate and development objectives for regions such as Africa

“We are all in boats being buffeted by the same challenge but different circumstances of countries mean some of us are barely afloat with limited or no hope to survive while others remain afloat as they have mega, technologically modified vessels. COP29 in Baku must address fundamental barriers to enhancing ambition and break through serious financial challenges of developing countries to tackle the climate crisis.”

Despite all the gloom that overwhelms his return, data shows that clean energy in the US was highly embraced during the first tenure of Trump’s presidency. A study from Pew Research Centre also shows that most Americans prefer investments on renewable energy.

SAHEL TRIBUNE.COM

Actualité et information en continu

Fousseni Togola (Mali) ; Sénégal : l'urgence climatique menace l'économie et la population ; Sahel Tribune, 8 novembre 2024.

Tag : Banque mondiale.

Pour accéder à l'article : <https://saheltribune.com/senegal-lurgence-climatique-menace-leconomie-et-la-population/>



Un rapport de la Banque mondiale alerte sur les impacts climatiques menaçant l'économie et la population du Sénégal, appelant à une action urgente pour allier développement et résilience. Détails.

Alors que le Sénégal est confronté aux réalités croissantes du changement climatique, un nouveau rapport de la Banque mondiale, intitulé « Sénégal : Rapport sur le climat et le développement du pays », souligne la position précaire du pays entre les ambitions de croissance économique et les graves conséquences du changement environnemental. Alors que près de 3 millions de Sénégalais risquent de basculer dans la pauvreté d'ici 2050 en raison des

effets du changement climatique, le rapport appelle à une approche intégrée pour renforcer la résilience climatique et favoriser une croissance durable.

Les vulnérabilités climatiques menacent les acquis du développement

Le Sénégal, connu pour sa croissance économique rapide ces dernières années, est aujourd'hui confronté à des prévisions désastreuses. « Avec des températures élevées, une pluviométrie réduite et une érosion menaçant 75 % de son littoral, la population et les biens du pays sont en péril », prévient le rapport. Déjà, 55 % des ménages sont proches du seuil de pauvreté, et les chocs climatiques récurrents aggravent cette vulnérabilité. Si rien n'est fait pour les maîtriser, les impacts climatiques pourraient coûter au Sénégal jusqu'à 4 % de son PIB par an d'ici 2030 et 9,4 % d'ici le milieu du siècle.

Au-delà des impacts économiques, le changement climatique met en péril les objectifs de développement à long terme du Sénégal. « Le coût humain du changement climatique pèsera le plus lourd sur les générations futures », souligne le rapport. Les phénomènes météorologiques extrêmes, notamment les inondations, l'élévation du niveau de la mer et les sécheresses, pourraient perturber l'éducation, la santé et la sécurité alimentaire, affectant de manière disproportionnée les ménages vulnérables qui dépendent de l'agriculture et des ressources naturelles. Ce scénario menace la population jeune du pays, accentuant les inégalités entre les sexes et les revenus, car les femmes et les filles ont un accès limité aux ressources financières et supportent une charge accrue en matière de mobilisation des ressources.

Équilibrer la croissance avec la protection de l'environnement

Pour soutenir le progrès économique, le rapport recommande des mesures immédiates d'adaptation au changement climatique axées sur l'agriculture, la gestion de l'eau et les énergies renouvelables. La résilience agricole est particulièrement cruciale, compte tenu de l'exposition du secteur aux extrêmes climatiques.

Les recommandations comprennent « l'adoption à grande échelle de variétés de cultures résistantes au changement climatique et de pratiques de gestion de l'eau plus intelligentes », qui pourraient stimuler la productivité, augmenter les revenus et réduire les émissions. Le

rapport souligne également la nécessité pour le Sénégal d'effectuer une transition vers un développement urbain durable, près de la moitié de la population résidant désormais dans des zones urbaines. Des villes comme Dakar contribuent à 25 % des émissions nationales de gaz à effet de serre, et une meilleure planification urbaine, une meilleure gestion des déchets et des transports publics sont essentielles pour minimiser les impacts climatiques.

Assurer le financement de l'action climatique

Le financement de l'adaptation au changement climatique est essentiel et la Banque mondiale estime que le Sénégal a besoin de 1,36 milliard de dollars par an (soit 827 000 093 440 FCFA) jusqu'en 2030. Cependant, le financement climatique actuel ne couvre que 41 % de ces besoins, ce qui révèle un déficit de financement important.

Les options pour mobiliser des ressources comprennent l'exploration des marchés du carbone, la mise en œuvre de réformes des subventions énergétiques et l'attraction d'investissements étrangers axés sur le climat. « Une stratégie de réforme bien communiquée sera essentielle pour obtenir le soutien du public et accélérer les changements de politique nécessaires », conseille le rapport.

Une action urgente est nécessaire pour un avenir durable

Dans un appel à un leadership résolu, la Banque mondiale souligne que l'inaction face au changement climatique aura des conséquences désastreuses, en inversant les progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté et en creusant les inégalités.

Pour que le Sénégal reste sur la bonne voie pour atteindre sa vision de développement à l'horizon 2050, il est essentiel d'intégrer la résilience climatique dans la planification économique. « Le Sénégal se trouve à la croisée des chemins, où les décisions prises aujourd'hui détermineront la résilience et l'inclusivité de sa croissance future », conclut le rapport, exhortant les décideurs politiques à exploiter ce moment pour orienter le pays vers une économie résiliente et à faibles émissions de carbone.



Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Global Seed Vault Receives Seed Varieties From African Countries ; Panafricanvisions, November 08, 2024.

Tag : -.

To access the article : <https://panafricanvisions.com/2024/11/global-seed-vault-receives-seed-varieties-from-african-countries/>



Amid reports of food insecurity driven by conflict and climate change across Africa, several African countries have indicated that they will be depositing various seed varieties of sorghum,

rice, maize and others in the Svalbard Global Seed Vault this week, according to Lynda Mwakisha on behalf of the Crop Trust.

Often called the “Doomsday Vault,” the genebank deep in the Arctic safeguards the genetic diversity of the world’s food supply.

Mwakisha said that Sudan, despite a raging war has also assembled and shipped samples of pearl millet and sorghum this month, though they won’t be deposited in Svalbard until early next year. She also said that Chad is one other African country which will be depositing seed into the vault.

She said that the group of over 20 depositing countries marks the second-largest multi-depositor event since the Vault’s inception in 2008.

Along with the above mentioned seed varieties, finger millet, chickpea and beans coming from the Africa continent will be deposited in the vault,” Mwakisha said.

According to information released by Mwakisha, the Svalbard Global Seed Vault recently received a deposit of more than 30 000 new seed samples from 23 depositors across 21 countries, including seven international genebanks.

She said that this marks the largest number of depositors since the Seed Vault received samples from a record-breaking 35 genebanks in 2020, underscoring the urgent global effort to conserve crop diversity in the face of escalating climate change, conflict and other crises.

She added that the deposit includes first-time contributions from genebanks in Bangladesh, Bolivia, Chad, Nigeria, Papua New Guinea and Suriname.

The Crop Trust is providing financial and technical support to these and other countries to help them take the necessary steps to preserve their collections in the long-term.

The support is made possible by generous financial contributions from Norway as part of the ‘Biodiversity for Opportunities, Livelihoods, and Development’ (BOLD) project.

"Climate change and conflict threaten infrastructure and impact food security for over 700 million people in more than 75 countries worldwide. Genebanks are ramping up efforts to back-

up seed collections, and we are proud to support them by providing a safe haven in Svalbard,” said Stefan Schmitz, executive director of the Crop Trust.

Recent climate data underscores the urgency of the work.

It is reported that 2023 was hottest year since global records began, by a wide margin.

Of the 30 deadliest weather events ever recorded in Africa, five occurred in 2022 and 2023, and Asia remains the worlds most disaster-prone region.

Meanwhile, yields of the main cereals in sub-Saharan Africa are less than half of the world average. Crop Trust says that this highlights the pressing need to conserve, explore and use the diversity of both forgotten crops and of the better-known staples found in the world’s genebanks.

The Svalbard Global Seed Vault operates through a partnership between the Norwegian Ministry of Agriculture and Food, the Crop Trust and the Nordic Genetic Resource Center (NordGen).

The Seed Vault serves as a vital backup for genebanks all over the world.

Chad, a newcomer to the Seed Vault, the Institut Tchadien de Recherche Agronomique pour le Développement is depositing 1 145 samples of sesame, rice, maize and sorghum.

Crop Trust says that this contribution is particularly significant, as these crop varieties are adapted to Chad’s harsh climate and therefore crucial for developing crops that can withstand increasing temperatures and erratic rainfall.

Tanzania, the World Vegetable Center (WorldVeg) genebank in Tanzania is depositing over 100 accessions of vegetables and other crops, filling a critical gap. Less than 10% of accessions conserved in genebanks are of the more than 1,100 vegetable species around the world.

Crop Trust said that there is an urgent need to rescue and conserve vegetable diversity to address malnutrition. They add that growing more vegetables, especially in Africa, also means more jobs and resilient farms.

“The WorldVeg genebank in Tanzania has a direct line to farmers, who — through seed kits containing a variety of vegetable seeds, including leafy amaranth and okra — grow and sell these crops to supermarkets,” said Maarten van Zonneveld, Head of Genetic Resources at WorldVeg.

Sudan’s Agricultural Plant Genetic Resources Conservation and Research Centre (APGRC), prepared hundreds of samples of sorghum and pearl millet seeds with support from BOLD.

Genebank staff assembled the seeds despite war raging in the country and lack of access to the main national genebank in Wad Medani. Security trucks transported the seeds to Port Sudan for outward shipment. NordGen will sort, catalogue and dry every seed sample before the final transfer to Svalbard in February 2025.

Seeds also come from another area of intense conflict. The Union of Agricultural Work Committees (UAWC) in Palestine has delivered seeds of 21 species of vegetables, legumes and herbs.

Crop Trust said that many of the seeds in this deposit represent “opportunity crops,” crops that can thrive in challenging conditions and have untapped potential to improve food security, nutrition, and resilience to climate change.

They say that due to changing trends in food and agriculture, many of these crops have been left out of peoples’ meals and policymakers’ agendas. They include crops like okra, millets and pigeon pea.

The Norwegian Ministry of Agriculture and Food is the legal and administrative body of the Seed Vault and has the overall responsibility for its management, security and funding.

The Ministry has assigned Statsbygg, the key adviser on construction and property to the Norwegian Government to be responsible for the construction and maintenance of the Seed Vault..

NordGen is the Nordic countries’ genebank and knowledge center for genetic resources.

As the operational manager of the Seed Vault, NordGen is responsible for handling the seeds inside the Seed Vault; communicating with genebanks; and maintaining a publicly accessible online database with information on the seed samples stored in the Seed Vault..

The Crop Trust is an international organization working to conserve crop diversity and thus protect global food and nutrition security.

At the core of Crop Trust is an endowment fund dedicated to providing guaranteed long-term financial support to key genebanks worldwide.

The Crop Trust supports the Svalbard Global Seed Vault and coordinates large-scale projects worldwide to secure crop diversity and make it available for use, globally forever and for the benefit of everyone. The Crop Trust is recognized as an essential element of the funding strategy of the International Treaty on Plant Genetic Resources for Food and Agriculture.

BOLD is a 10-year project to strengthen food and nutrition security worldwide by supporting the conservation and use of crop diversity.

The project works with national genebanks, pre-breeding and seed system partners globally. Funded by the Government of Norway, BOLD is led by the Crop Trust in partnership with the Norwegian University of Life Sciences and the International Plant Treaty.



Tatiana Meliedje (Cameroun) ; Afrique centrale: la FAO évalue le potentiel agro-alimentaire ; News du Camer, 8 novembre 2024.

Tag : FAO.

Pour accéder à l'article : <https://www.newsducamer.com/afrique-centrale-la-fao-evalue-le-potentiel-agro-alimentaire/>



Les financements publics et privés, le marché, la recherche ou encore les coûts de ce secteur ont été abordés à l'occasion de la 17eme réunion de l'équipe multidisciplinaire de la FAO tenue en RDC.

L'Afrique centrale réunit elle toutes les conditions pour assurer une sécurité alimentaire de ses citoyens ? C'est la question à laquelle ont tenté de répondre les professionnels techniques du

Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation et l'agriculture (FAO). Ils étaient réunis à Kinshasa en RDC le 04 novembre dernier à l'occasion de la 17ème réunion de l'équipe multidisciplinaire de la FAO en Afrique centrale. Les acteurs de la lutte contre l'insécurité alimentaire de la sous-région, notamment les gouvernements, les communautés économiques sous régionales, les partenaires financiers, la société civile et le secteur privé y ont également pris part.

Cette rencontre annuelle s'est déroulée sous le thème « Le potentiel de l'écosystème agroalimentaire en Afrique centrale (financements publics et privés, marché, recherche, certification, foncier et coûts) ». Il était donc question d'évaluer les potentialités naturelles de la région, notamment, un climat favorable et une population jeune, mais aussi les défis. Il faut dire que l'écosystème agroalimentaire en Afrique centrale fait face au manque de cadres réglementaires et normatifs ou encore l'insuffisance des investissements dans le secteur de la transformation agroalimentaire. « Cette 17e Réunion de l'équipe multidisciplinaire de la FAO en Afrique centrale marque un tournant décisif pour le devenir de l'agriculture dans la sous-région et en RDC, où s'amorce la revanche du sol sur le sous-sol à travers le plan de transformation des agrosystèmes dans un cadre de développement durable et dans la paix » a déclaré la Première ministre de la RDC Judith Suminwa Tuluka à l'ouverture des travaux.

La FAO de son côté s'est montrée disposée à soutenir les efforts des gouvernements des pays visant à atteindre la souveraineté alimentaire et nutritionnelle. « Nous devons partager nos connaissances et valoriser les bonnes pratiques, les mettre au service de tous les pays de l'Afrique centrale. La sous-région doit prendre l'initiative de transformer son potentiel agroalimentaire et la FAO se tient prête à l'accompagner dans cette importante entreprise » a indiqué le coordonnateur sous-régional de la FAO pour l'Afrique centrale, Athman Mravili.

Il faut dire que la réunion de l'équipe multidisciplinaire de la FAO est un cadre d'échanges sur les principales réalisations de la FAO en Afrique, les défis et les opportunités, pour un monde sans faim. Elle se tient chaque année, dans quatre sous-régions du continent. Pour l'Afrique centrale neuf pays sont concernés. Le Burundi, le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, le Gabon, la Guinée-Equatoriale, la RDC, Sao-Tomé-Et-Principe et le Tchad.



Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Greenpeace Africa Durban Protest Calls Unilever to Stop Plastic Pollution ; Panafricanvisions, November 09, 2024.

Tag : Greenpeace Africa.

To access the article : <https://panafricanvisions.com/2024/11/greenpeace-africa-durban-protest-calls-unilever-to-stop-plastic-pollution/>



Hellen Kahaso Dena, Project Lead for the Pan-African Plastics Project at Greenpeace Africa

Greenpeace Africa activists and concerned community members gathered at Unilever's headquarters in Durban to protest the multinational corporation's contribution to plastic pollution across Africa. Protesters displayed Unilever-branded plastic waste to symbolise the corporation's disregard for sustainable practices.

Hellen Kahaso Dena, Project Lead for the Pan-African Plastics Project at Greenpeace Africa, who was present at the protest, emphasised the imbalance between Unilever's profits and the actual

human cost of plastic pollution: “While Unilever products are minting billions annually, the real cost of plastic pollution is paid by waste pickers and frontline communities in Africa, far away from their headquarters.”

Holding banners, the demonstrators called on Unilever to take immediate action to reduce its reliance on single-use plastics. The demonstration highlighted the environmental and social costs of plastic waste, disproportionately affecting marginalised communities across the continent.

“Unilever must take full responsibility for their plastic footprint and transition to sustainable packaging alternatives,” Dena added.

“We need Unilever to lead the way by cutting production of problematic plastics, starting with sachets, and investing in refill and reuse systems. The urgency of reducing plastic production by at least 75% by 2040 cannot be overstated.”

According to the Break Free from Plastic Movement, Unilever is one of the worst plastic polluters globally and the largest seller of high-polluting plastic sachets, selling over 53 billion sachets in 2023—equivalent to 1,700 sachets per second. Despite their sustainability promises, Unilever has failed to meet its plastics production reduction target for five years. Research indicates that at the current pace, Unilever will not fully transition to reuse and refill until the year 3000, a timeline that’s far too slow given the urgent need to address the plastic crisis.

Greenpeace Africa demands that Unilever commit to a clear plan to reduce plastic production, shift towards reusable packaging support the call for a legally binding Global Plastics Treaty and the welfare of waste pickers on the frontlines of this crisis.



Wallace Mawire (Zimbabwe) ; WWF Calls For Nature-Based Solutions To Dominate Discussion At COP29 ; Panafricanvisions, November 09, 2024.

Tag : UNFCCC, COP 28, COP 29, WWF Africa.

To access the article :



Durrel Halleson, Policy and Partnerships Manager at WWF Africa

As world leaders gather for the UNFCCC COP29 in Baku, WWF Africa has underscored the critical need for this conference to deliver substantial, accessible climate finance. Despite contributing only 4% of global emissions, Africa is among the hardest hit by climate impacts, from severe droughts to worsening food insecurity and deadly floods, affecting millions of lives. The continent requires \$2.8 trillion (53 billion annually) by 2030 to confront these challenges. WWF

urges global leaders to meet and expand the long-promised \$100 billion climate finance goal to support Africa's resilience and adaptation.

Durrel Halleson, Policy and Partnerships Manager at WWF Africa, highlights the urgent need for adaptation funding: "African countries urgently need accessible funds to build resilience against escalating climate impacts. Africa needs \$53 billion annually to address these needs, yet only a fraction of global adaptation finance currently reaches the continent. COP29 must deliver on this shortfall, ensuring that funds are accessible to communities on the frontlines of climate disasters, such as those impacted by drought.

The recently established Loss and Damage Fund must now become fully operational to support Africa's vulnerable communities without delay. Further, COP29 offers a pivotal chance to implement effective climate finance mechanisms that deliver real change for Africa."

Africa is home to the world's second-largest rainforest, The Congo Basin. Also known as the "lungs of Africa," it is the world's largest carbon sink, absorbing more carbon than the Amazon.

Spanning six countries, it sustains local communities, provides critical habitat for endangered species, and sequesters 600 million metric tonnes of CO₂ annually—equivalent to a third of U.S. transportation emissions. Yet, despite its vital role, current finance mechanisms often overlook its preservation, focusing only on emissions reductions rather than safeguarding this irreplaceable carbon reservoir, which is a critical buffer against climate change. Yet current finance mechanisms often overlook the need for its preservation, focusing solely on emission reductions.

James Reeler, Senior Manager for Climate Action at WWF South Africa, underscores the importance of Africa's "special needs and special circumstances" in COP29 negotiations: "With warming rates 1.5 times the global average and ecosystems like the Congo Basin that stabilise our climate, Africa's unique challenges call for a fair and just transition to a low-carbon future. Recognising and acting on these vulnerabilities will not only build resilience across the continent but also enhance global climate stability. Integrating nature-based solutions (NbS), which are strategies that use natural systems to address societal challenges, within national adaptation

plans is essential for protecting biodiversity, securing water resources, and supporting African livelihoods heavily reliant on nature. ”

WWF Africa calls for the establishment of a dedicated Climate-Nature Work Programme within the UNFCCC framework to fulfil recommendations from the COP28 outcome on nature. This initiative would align climate and biodiversity action, embedding nature-based solutions within adaptation strategies. By uniting climate and biodiversity priorities, African nations can better protect their environments and promote sustainable development.



Denise Kyalwahi (RDC) ; Dossier – Climat : « Boycott et tensions autour de la COP29, l’Azerbaïdjan, entre enjeux climatiques et droits humains » ; Naturel CD, 10 novembre 2024.

Tag : COP 29, CCNUCC.

Pour accéder à l’article : <http://naturelcd.net/2024/11/10/dossier-climat-boycott-et-tensions-autour-de-la-cop29-lazerbaidjan-entre-enjeux-climatiques-et-droits-humains/>



Ce dossier sur le boycott de la COP29 met en lumière la polémique entourant la tenue de la conférence sur le climat à Bakou, en Azerbaïdjan, du 11 au 22 novembre 2024. Plusieurs chefs d'État et figures politiques ont décidé de ne pas y participer, citant des raisons diverses allant des préoccupations géopolitiques à des critiques concernant les droits humains et l'environnement.

L'on remarque l'absence de dirigeants mondiaux : des figures majeures telles qu'Emmanuel Macron, Joe Biden, Xi Jinping, et Olaf Scholz ont annoncé leur absence, soulignant une dégradation des relations avec l'Azerbaïdjan, notamment après l'offensive contre le Haut-Karabakh, une région arménienne. Jeudi soir, c'est Olaf Scholz, le chancelier allemand qui a annulé sa visite. Chaque année, les dirigeants du monde entier se succèdent à la tribune au début de la Conférence climat, moins de chefs d'État seront donc présents cette fois. Le gouvernement français a également limité sa participation, excluant les dirigeants français du « segment de haut niveau » de la COP.

Des critiques sur l'Azerbaïdjan : L'organisation de la COP29 à Bakou est fortement critiquée, notamment par des personnalités politiques et des ONG, en raison des violations des droits humains et des pratiques répressives du régime azerbaïdjanais. C'est le cas notamment d'Anne Hidalgo (PS), de Laurent Wauquiez (LR) ou de Yannick Jadot (Écologistes). Ils ont appelé « le gouvernement à soutenir une action forte et symbolique pour le boycott de la COP29 », dans une tribune publiée dans Le Figaro (Nouvelle fenêtre), jeudi. Avec une trentaine d'autres personnalités, ils exigent « la libération immédiate et inconditionnelle des otages arméniens, le droit au retour sécurisé des 120 000 réfugiés du Haut-Karabakh (...) et le respect de l'intégrité territoriale de l'Arménie ».

Des appels au boycott ont été lancés par des responsables français, des organisations chrétiennes, et des militants, en solidarité avec l'Arménie et les populations persécutées. Le sénateur Français Yannick Jadot appelle au boycott de la COP 29 en Azerbaïdjan, « pour le climat, pour les Arméniens et pour les droits humains » le sénateur écologiste Yannick Jadot a appelé Agnès Pannier-Runacher et la délégation française à ne pas se rendre en Azerbaïdjan. La ministre de la Transition écologique refuse toute « politique de la chaise vide », mais annonce

qu' « aucun dirigeant français ne participera au segment de haut niveau », un moment clé des négociations durant lequel les ministres font habituellement leurs déclarations.

Contexte politique et environnemental: La COP29 est perçue par certains comme un événement hypocrite, en raison de la politique énergétique de l'Azerbaïdjan, un pays qui prévoit d'augmenter sa production d'énergies fossiles. En outre, le rôle du pays dans des accords de combustibles fossiles a suscité des tensions, exacerbées par des accusations de manipulation des discussions climatiques.

Selon le média Selon le média Le Courrier d'Erevan, la militante Thunberg a condamné le fait même de choisir la capitale de l'Azerbaïdjan comme lieu d'accueil de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et a qualifié d'hypocrite la décision de l'Organisation mondiale. Dans ce contexte, elle a également rappelé que l'Azerbaïdjan, choisi pour accueillir la COP29, avait commis un nettoyage ethnique dans l'Artsakh il y a tout juste un an. Elle considère que la décision de la CCNUCC de permettre à un autre État et régime autoritaire et pétrolier d'accueillir la COP est cynique. Mlle Thunberg a qualifié cette décision de gifle pour toutes les personnes qui souffrent de l'urgence climatique et de la répression du régime azerbaïdjanais.

Mobilisation internationale : Malgré les absences, certains pays, comme le Royaume-Uni et l'Espagne, confirmeront leur présence. Cependant, cette COP se déroule dans un contexte de scepticisme croissant, avec des critiques sur l'inefficacité des sommets précédents à concrétiser des actions climatiques ambitieuses.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée annonce boycotter la COP29, une « perte de temps »

La COP29 ? « Une perte de temps totale », balaie le ministre des Affaires étrangères de Papouasie-Nouvelle-Guinée Justin Tkatchenko, annonçant le boycott de la conférence sur le climat par son pays, qui en a assez « du manège qui a consisté à ne rien faire du tout au cours des trois dernières années ». Lu sur AFP »Il ne sert à rien d'y aller si nous nous endormons à cause du décalage horaire, parce que nous ne ferons rien », déclare à l'AFP le ministre à quelques jours de l'événement qui se tiendra du 11 au 22 novembre à Bakou en Azerbaïdjan. »Tous les grands pollueurs du monde promettent des millions de dollars pour aider à lutter

contre le changement climatique », relève le ministre. « Je peux déjà vous dire que tout cela va être confié à des consultants ». » Pourquoi dépensons-nous tout cet argent pour nous rendre à l'autre bout du monde et participer à ces +colloques+ ? » s'interroge-t-il.M.

Tkatchenko assure que sa position est applaudie par les autres nations du Pacifique. Ces Etats insulaires de faible altitude, tels que Tuvalu et Kiribati, sont gravement menacés par l'élévation, même modérée, du niveau de la mer. Bordée par l'océan, la Papouasie-Nouvelle-Guinée est considérée comme très vulnérable aux périls du changement climatique. En mai, un vaste glissement de terrain a englouti un village entier et enseveli plus de 2.000 personnes dans les hautes terres de la province d'Enga, dans le centre-est de l'île de Nouvelle-Guinée.- « Aucune reconnaissance » -« Je parle au nom des petits États insulaires dont la situation est pire que celle de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Ils n'ont bénéficié d'aucune attention ni d'aucune reconnaissance », dénonce M. Tkatchenko. Rosanne Martyr, de l'institut Climate Analytics basé à Berlin, avait déjà confié fin août à l'AFP que des pays comme le Vanuatu, la Papouasie-Nouvelle Guinée ou la Micronésie avaient d'ores et déjà perdu « plus de 1% de leur PIB en raison de la montée des eaux ». »La Papouasie-Nouvelle-Guinée cherchera plutôt à conclure ses propres accords sur le climat par le biais de discussions bilatérales », argue M. Tkatchenko, précisant que des négociations étaient déjà en cours avec d'autres nations de la région. »Avec des pays aux vues similaires comme Singapour, nous pouvons faire 100 fois plus que la COP », assure-t-il. La Papouasie-Nouvelle-Guinée est l'une des cinq nations du Pacifique impliquées dans une affaire cruciale portée devant la Cour internationale de justice, qui déterminera si les pollueurs peuvent être poursuivis en justice pour avoir négligé leurs obligations en matière de climat. L'île de Nouvelle-Guinée, dont l'Etat de Papouasie occupe la moitié orientale, abrite la troisième étendue de forêt tropicale de la planète, selon le Fonds mondial pour la nature. La Papouasie-Nouvelle-Guinée possède de vastes réserves d'or, de cuivre, de nickel, de gaz naturel et de bois qui ont attiré les investissements de nombreuses multinationales, mais elle affiche un indice de développement moyen. « Nous sommes la troisième nation forestière du monde. Nous aspirons les polluants de ces grands pays. Et ils s'en tirent à bon compte », déplore le ministre. La population du pays a plus que doublé depuis 1980, accentuant la pression sur les terres et les ressources tout en exacerbant les rivalités tribales. L'incertitude demeure encore sur le nombre de dirigeants internationaux attendus à Bakou.

Le sommet climatique COP29, prévu à Bakou en novembre 2024, suscite un boycott croissant de la part de dirigeants mondiaux, notamment en raison des violations des droits humains en Azerbaïdjan et de son rôle dans l'industrie pétrolière. Des personnalités politiques françaises, des ONG et des militants écologistes dénoncent l'ironie d'un sommet climatique dans un pays dont le régime répressif et les choix énergétiques contredisent les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Bien que la conférence soit maintenue, son organisation à Bakou soulève de vives critiques quant à la légitimité et à l'impact réel de l'événement sur les enjeux écologiques mondiaux.



Julien Evegnon (Togo) ; Togo/Justice climatique pour l'Afrique: Des OSC réclament 5 000 milliards de dollars par an ; Plume d'Afrique, 10 novembre 2024.

Tag : Accord de Paris, COP 29.

Pour accéder à l'article : <https://plumedafrique.tg/togo-justice-climatique-pour-lafrique-des-osc-reclament-5-000-milliards-de-dollars-par-an/>



Le principe pollueur-payeur bat décidément de l'aile. Depuis l'Accord de Paris en 2015 et ses résolutions notamment la réduction des émissions de gaz à effet de serre, c'est le statu quo. Pire, la situation se dégrade au grand dam des communautés africaines qui subissent de plein fouet les effets du changement climatique. Et c'est pour réparer ce tort climatique infligé à l'Afrique, qu'une caravane pour la Justice Climatique s'est tenue ce samedi dans plusieurs pays du continent.

C'est une initiative portée par 38 mouvements de communautés affectées par la crise climatique, organisations de jeunesse et de la société civile et activistes de longue date. Au Togo, le projet est piloté par l'ONG Jeunes Volontaires pour l'Environnement (JVE). Une caravane a eu lieu à Lomé ce samedi 9 novembre 2024, du Lycée technique d'Adidogomé avec comme point de chute la mairie du Golfe 7.

Sur place, les organisateurs ont pu délivrer leur message, celui de la justice climatique pour un continent qui pollue moins et qui dans le même temps paie un lourd tribut : "c'est une caravane africaine organisée par la société civile. Nous réclamons la justice pour les communautés africaines qui sont vulnérables aux effets du changement climatique. Ceux qui sont à la base des crises climatiques ne subissent pas autant les effets que les africains", a expliqué Gilles-Florent MONSIN, chargé de campagne pour le climat à JVE.

S'agissant des réelles motivations pour ladite caravane M. MONSIN a laissé entendre : " les différents accords sur le climat ont stipulé que les états hautement pollueurs versent annuellement 100 milliards pour réparer l'injustice climatique. Or, cet engagement n'a jamais été tenu. Au travers de cette caravane, nous exigeons que la COP 29 qui se tient dans quelques jours à Bakou en Azerbaïdjan, décide de faire payer désormais 5 000 milliards aux pays pollueurs en faveur des communautés vulnérables", a-t-il précisé.

La caravane a drainé du monde notamment les jeunes activistes qui commencent à mesurer l'ampleur de la crise climatique. Sur les pancartes on peut y lire des messages à l'instar de : « plus tard, ça sera trop tard », « financer l'agroécologie » ou encore « une vraie loi pour le climat, trop de bla bla bla ».



La caravane à sa chute à la maire du golfe 7

Cette caravane et d'autres actions interviennent à quelques jours de l'ouverture de la COP 29 qui se tient du 11 au 22 Novembre 2024 à Bakou en Azerbaïdjan.



Joseph Abuje (Kenya); UN Habitat, Danish Government step in to strengthen cross border regional trade; Africa Science News, November 10, 2024.

Tag : UN Habitat.

To access the article : <http://africasciencenews.org/un-habitat-danish-government-step-in-to-strengthen-cross-border-regional-trade/>



The UN Habitat in conjunction with the Danish government have rolled out a program that will uplift the current administration of Busia County government through strengthening the cross-border trade along Kenya-Uganda (Busia and Malaba) borders respectively.

And the Busia Governor Dr Paul Otuoma is banking on this cooperation agreement between the devolved unit and United Nations (UN) Habitat to strengthen the economic capacity of informal cross-border trade in the region.

The agreement that also includes Busia District in Uganda aims at Building resilience of the three entities with a bias to women and youthful traders in the greater Busia Metro.

Under this framework, UN Habitat will assist the two local governments accelerate the achievement of SDG Goal 11 (making cities inclusive, safe, resilient and sustainable) and the new Urban Agenda, through capacity strengthening, resource mobilization and partnership linkages.

Addressing stakeholders drawn from the two countries, during a donor and UN Habitat validation mission at a hotel in Busia Kenya, Dr Otuoma emphasized the need for urban development as critical measure in accelerating economic growth along the border stretch.

"I am glad that the government of Denmark has agreed to support this cross-border project, courtesy of UN Habitat efforts. The municipalities of Busia and Malaba face serious infrastructural deficiencies that this project will assist to address," he said.

He further noted that the municipalities of Busia and Malaba respectively which share most the amenities with neighbouring Uganda, face numerous challenges hindering trade. The challenges include erratic trading environment, weak cross border trade association and lack of technical capacities for traders.

Other limitations, according to Dr Otuoma are poor infrastructure, weak business financing and lack of comprehensive database among many others.

The high-spirited governor commended the UN Habitat for reaching out to the Danish Embassy, who are key donor partner, for the support to facilitate the program which is in line with the County Integrated Development plan and other national and global protocol.

"We have proposed development of infrastructure such as markets, special zones for traders, development of ICT-based repository and training of traders and harmonization of policies between County Government of Busia and local government on Ugandan side as the measures that will enhance seamless trade in the region," said Dr Otuoma.

The governor's sentiments were echoed by Ms Mette Melson, the Development Cooperation Specialist in charge of Kenya/Somalia from Danish Embassy who lauded the cooperation between Kenya and Uganda that will play a critical role on execution of the project.

"Our commitment in actualization of this program as part of our strategic plan on cooperation with African countries that was launched this year with key focus on trade is unwavering," said the representative who was accompanied by Senior Program Advisor for Uganda Embassy.

On his part, Mr Ishaku Maitumbi, the UN Habitat Head of Sub-Regional Programme (East and Horn of Africa) regretted that the two countries share a lot in common but border system has not benefitted informal cross border traders.

"This caucus aims at trying to shape this metropolitan area in a bid to foster the landscape of economic activities by addressing pertinent issues that hinder seamless trade, by incorporating strategic plan that is inclusive for all," he said.

The provincial administration led by Busia County Commissioner Mwachaunga Chaunga and Busia Uganda Resident District Commissioner, Hajira Namagugwe said the project is of great significance to the Great Lakes Region considering that Busia is well positioned at the heart of cross border trade and regional integration.

In attendance also included UN Habitat and Danish Embassy officials, Busia Uganda delegation, County Executive Committee Members led by host department of Strategic Partnership, ICT and Digital Economy under Mr Douglas Okiring, Chief Officers, Directors and Members of County Assembly.



kiswahili

Victor Moturi (Kenya); circular economy in leather industry; RFI Kiswahili, november 11, 2024.

Tag : -.

To listen the report :

https://www.facebook.com/watch/live/?ref=watch_permalink&v=591339206675352

I interviewed leather industry stakeholders both from Kenya and Democratic Republic of Congo. They spoke about the state of the industry and modalities which can be used to improve the industry and also make sure no leather waste and also how worn out leather garments can be used to make other products (Circular Economy).



Boris Ngounou (Cameroun) ; Que peut la COP29, face à un Cameroun meurtri par des catastrophes climatiques ; Environnementales, 11 novembre 2024.

Tag : Accord de Paris, COP 29, GIEC.

Pour accéder à l'article : <https://environnementales.com/que-peux-la-cop29-face-a-un-cameroun-meurtri-par-des-catastrophes-climatiques/>



La planète toute entière est en alerte climatique à compter de ce jour. Réunis à Baku, en Azerbaïdjan, les dirigeants du monde tabletront jusqu'au 22 novembre prochain, sur moyens nécessaires à la lutte contre le changement climatique. Alors que l'Afrique est particulièrement frappée par ce phénomène, le Cameroun n'échappe pas à la règle. 20 morts dans les inondations du Nord, au moins 10 morts dans les éboulements de la semaine dernière à Dschang dans la région de l'Ouest... Les chiffres sont alarmants. Que faut-il attendre de la COP29 ?

La 29ème conférence des Nations Unies sur le climat, la (COP29), s'ouvre à Bakou, en Azerbaïdjan, dans un contexte mondial où l'urgence des mesures de lutte et d'adaptation aux effets catastrophiques du changement climatique, n'échappent à personne.

Les enjeux climatiques sont cruciaux pour l'Afrique, qui est le continent le plus vulnérable aux changements climatiques. Bien que l'Afrique représente seulement 4% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, elle en paie injustement le lourd tribut, avec près 80% des conséquences du changement climatique, selon l'ONU.

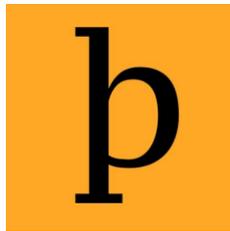
La situation au Cameroun est véritablement critique. Les inondations dévastatrices dans la partie septentrionale du pays ont fait une vingtaine de morts ces dernières semaines. Les éboulements de terrain, comme celui de la falaise de Dschang la semaine dernière, ont également causé près d'une dizaine de morts, selon un bilan provisoire.

Et jusqu'ici, le pays demeure loin du compte, car selon le GIEC, qui est le groupe d'experts de l'ONU sur le climat, le Cameroun est l'un des 10 pays africains les plus exposés aux risques climatiques. Les populations camerounaises sont particulièrement vulnérables, avec 70% de la population dépendant de l'agriculture, un secteur très sensible aux variations climatiques, qui se traduisent notamment par une perturbation des saisons, préjudiciable aux rendements agricoles.

Alors, en pareille situation, ce qu'attend le Cameroun à l'issue de cet autre rendez-vous mondial des discussions sur les moyens de lutte climatique, c'est un financement conséquent. Il s'agit d'obtenir des engagements concrets en matière de financement pour la lutte contre le changement climatique. D'après des estimations du ministère de l'environnement, le pays d'Afrique centrale a besoin de 1,5 milliard de dollars pour mettre en œuvre son Plan national d'adaptation au changement climatique.

Il faut cependant regretter le fait que l'obtention des moyens de lutte climatique demeure hypothétique tant pour le Cameroun, que pour les autres pays en développement. En effet, le principal instrument dédié à ce financement, à savoir le Fonds vert pour le climat, créé en 2010, a échoué sur l'objectif de mobiliser 100 milliards de dollars par an pour soutenir les pays en développement. Les pays riches et industrialisés qui ont la charge de renflouer ce fonds, suivant

le principe du pollueur – payeur, rechignent toujours à respecter leur engagements, conformément à l'Accord de Paris, adopté en 2015. Et le respect des clauses de cet accord n'est pas pour demain, car avec le retour de Donald Trump à la Maison blanche, les Etats unis d'Amérique, plus grand pollueur au monde, sont à nouveau sur le point de quitter l'accord de Paris.



Eric Ojo (Nigeria) ; COP29 begins, IPCC unveils events at climate change conference ; Pluboard November 11, 2024.

Tag : COP 29, IPCC, UNFCCC, UNEP, WMO.

To access the article : <https://pluboard.com/2024/11/11/environment/climate-change/cop29-begins-ipcc-unveils-events-at-climate-change-conference/>

The year's edition of the conference holds from 11 to 22 November 2024 in Baku, Azerbaijan.



Ahead of the upcoming 29th Conference of the Parties (COP29) of the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC), the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), has unveiled its catalogue of events at the conference.

The year's edition of the conference holds from 11 to 22 November 2024 in Baku, Azerbaijan. The IPCC has reassured participants of its strong presence at the event.

IPCC is the UN body for assessing the science related to climate change. It was established by the United Nations Environment Programme (UNEP) and the World Meteorological Organization (WMO) in 1988 to provide political leaders with periodic scientific assessments concerning climate change, its implications and risks, as well as to put forward adaptation and mitigation strategies.

In the same year the UN General Assembly endorsed the action by the WMO and UNEP in jointly establishing the IPCC. It has 195 member states.

Thousands of people from all over the world contribute to the work of the IPCC. For the assessment reports, experts volunteer their time as IPCC authors to assess the thousands of scientific papers published each year to provide a comprehensive summary of what is known about the drivers of climate change, its impacts and future risks, and how adaptation and mitigation can reduce those risks.

The IPCC has three working groups: Working Group I, dealing with the physical science basis of climate change; Working Group II, dealing with impacts, adaptation and vulnerability; and Working Group III, dealing with the mitigation of climate change. It also has a Task Force on National Greenhouse Gas Inventories that develops methodologies for estimating emissions and removals of greenhouse gases.

At COP29

The IPCC Chair, Jim Skea, will address the opening of the High-Level Segment for Heads of State and Government during the World Leaders Climate Action Summit on 12 November.

“On the first day of the conference, he will deliver remarks during the opening of the mandated Earth Information Day event. Among other engagements, he will deliver a scene-setting

presentation at the opening of the 2024 Annual High-Level Ministerial Round Table on the pre-2030 Ambition scheduled for 18 November,” a statement by the IPCC Press Office said.

The statement also said the IPCC Chair is scheduled to meet with ministers, heads of delegations, and representatives from various organizations, constituencies, groups, and constituted bodies of the UNFCCC during conference.

Similarly, the IPCC Secretary, Abdalah Mokssit, will deliver a statement at the opening plenary of the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice (SBSTA). He will also take part in various events organised in the “Science for Climate Action” pavilion located in COP29 Blue Zone and hosted jointly with the World Meteorological Organization and the MERI Foundation.

In addition, the IPCC Working Group II Co-Chair Bart Vanden Hurk will speak at the Special High-Level Event of the Leader’s Summit entitled “Adverse Impacts of Climate Change on the Decline of Water Basins” on 13 November.

“Under the UNFCCC’s official programme of side events, the IPCC’s event will focus on the Panel’s work during the seventh assessment cycle, including the discussion about knowledge gaps from the perspective of the IPCC’s three Working Groups. The side event is scheduled for 16:45 to 18:15 on 14 November in Side Event Room 1.” Statement further explained.

Notably, the “Science for Climate Action” pavilion will have a rich program of approximately 40 scientific panels and events. IPCC’s contribution to the programme is designed to serve as a “toolbox” for the delegations and participants of the conference regarding IPCC’s work in the seventh assessment cycle.

Interestingly, IPCC will host eight events spread across two weeks, organized around key thematic areas such as the urban, local and regional focus of the Seventh Assessment, planning for the Seventh Assessment Report, as well as new methodologies under the IPCC Taskforce on National Greenhouse Gas Inventories, including updates on the IPCC inventory software.

**ibihe.org**

Le changement, c'est maintenant

Ferdinand Mbonihankuye (Burundi) ; COP29 : Le Burundi face au changement climatique, une nation vulnérable dans la lutte mondiale ; 11 novembre 2024.

Tag : COP 29.

Pour accéder à l'article : <https://www.ibihe.org/cop29-le-burundi-face-au-changement-climatique-une-nation-vulnérable-dans-la-lutte-mondiale/>



Alors que la COP29 débute à Bakou, en Azerbaïdjan, le Burundi, l'un des pays les moins émetteurs de gaz à effet de serre avec seulement 0,02 % des émissions mondiales, fait pourtant partie des vingt nations les plus vulnérables aux effets du changement climatique. Cette conférence sera-t-elle enfin l'occasion d'entendre les voix des pays d'Afrique de l'Est, particulièrement exposés à des crises environnementales majeures ? Les attentes sont

grandes : il s'agit d'obtenir des engagements concrets pour renforcer la résilience de ces nations qui, malgré leur faible impact climatique, subissent les conséquences les plus graves.

Lors de l'ouverture de la COP29, Simon Stiell, Secrétaire exécutif de l'ONU sur les changements climatiques, a partagé l'histoire poignante de Florence, une femme âgée de 85 ans dont la maison a été dévastée par l'ouragan Beryl. Ce témoignage reflète la réalité que vivent des millions de personnes dans le monde, particulièrement celles des pays comme le Burundi, qui, bien que peu émetteurs, sont parmi les plus touchés par les événements climatiques extrêmes.

Le Burundi se classe parmi les vingt pays les plus vulnérables au monde aux effets du changement climatique, une situation que les experts qualifient de « vulnérabilité absolue ». Bien qu'il n'émette que 0,02 % des gaz à effet de serre mondiaux, le pays subit de manière disproportionnée les impacts dévastateurs du réchauffement climatique.

Une lutte mondiale : le financement climatique et les pays en développement

À Bakou, le discours d'ouverture insiste sur l'importance d'établir un nouvel objectif de financement climatique mondial, destiné à aider les nations en difficulté. Comme l'a souligné Simon Stiell, l'investissement dans la résilience des pays à faible revenu est essentiel, non seulement pour ces pays, mais pour l'ensemble de l'économie mondiale. Dans un pays comme le Burundi, où l'économie dépend fortement de l'agriculture et où la population est majoritairement rurale, le réchauffement climatique menace directement les moyens de subsistance des communautés locales. Les sécheresses, inondations et érosions des sols réduisent la production agricole, aggravant l'insécurité alimentaire et la pauvreté.

Malgré son rôle négligeable dans la production de gaz à effet de serre, le Burundi subit de plein fouet les effets du réchauffement climatique. Les experts nationaux soulignent que les principales conséquences pour le Burundi incluent la perte de terres agricoles, la baisse de la productivité agricole, et la pression accrue sur les ressources en eau. Ces impacts ont un effet boule de neige, affectant la santé publique, les migrations internes et les conflits liés à l'accès aux ressources. Les inondations récurrentes et la déforestation accentuent la dégradation des terres, mettant en péril l'équilibre environnemental du pays.

À Bakou, les négociateurs se sont donné pour mission de définir des mesures concrètes afin de renforcer la résilience des pays vulnérables comme le Burundi. La finalisation de l'article 6, qui vise à établir des marchés internationaux du carbone, est cruciale dans cette optique. En effet, la vente de crédits carbone pourrait représenter une source de revenus supplémentaire pour le Burundi, permettant d'investir dans des projets de reforestation et de protection des ressources naturelles.

Un appel à la solidarité internationale : le rôle des CDN et les objectifs d'adaptation climatique

Lors de la COP29, le Burundi, avec le soutien de pays africains et d'organisations internationales, plaide pour que le financement climatique ne soit pas perçu comme un geste de charité mais comme un impératif économique global. Simon Stiell a rappelé que la sécurité alimentaire, la compétitivité économique et la stabilité mondiale dépendent de la capacité des nations vulnérables à s'adapter aux changements climatiques. Un investissement dans la résilience des pays en développement est, selon lui, un gage de stabilité pour tous.

La COP29 marque également l'élaboration de la troisième génération de Contributions Déterminées au Niveau National (CDN) pour le climat, où chaque pays définit ses objectifs de réduction des émissions et d'adaptation. Le Burundi, en tant que nation à faible émission, se concentre particulièrement sur des initiatives d'adaptation et de résilience. Le gouvernement burundais a notamment entrepris des projets de reforestation et de conservation des terres agricoles, mais ceux-ci nécessitent un appui technique et financier de la communauté internationale pour être efficaces.

Simon Stiell a également souligné l'importance des rapports biennaux sur la transparence, qui permettent de suivre les progrès réalisés et de cibler les besoins spécifiques. Ces rapports seront essentiels pour évaluer l'efficacité des mesures prises par le Burundi dans sa lutte contre le changement climatique et pour justifier les besoins en financement et en appui technique. L'accessibilité aux données de suivi permettra une meilleure planification et une évaluation des impacts des investissements climatiques dans le pays.

La COP29 symbolise une opportunité cruciale pour le Burundi et les autres nations vulnérables de se faire entendre et de réclamer une aide accrue. L'avenir de ces pays, et celui de la planète,

dépendra des accords conclus dans les salles de conférence de Bakou. Cependant, l'urgence de la situation laisse un doute pesant : les promesses de Bakou seront-elles à la hauteur des attentes et des besoins vitaux du Burundi ?



Fousseni Togola (Mali) ; Crises multiples au Sahel : la COP29 peut-elle apporter des solutions concrètes ? Sahel Tribune, 11 novembre 2024.

Tag : COP 29.

Pour accéder à l'article : <https://saheltribune.com/crises-multiples-au-sahel-la-cop29-peut-elle-apporter-des-solutions-concretes/>



La COP29 s'est ouverte à Bakou, ce lundi 11 novembre 2024 avec des enjeux cruciaux pour l'avenir climatique du Sahel, pris entre crises climatiques, sécuritaires et promesses de financements.

La COP29 s'est ouverte ce lundi 11 novembre 2024 à Bakou, et représente bien plus qu'une énième réunion sur le climat. Elle se situe à la croisée des enjeux climatiques, économiques et géopolitiques d'une ère marquée par des conflits croissants et une instabilité mondiale exacerbée. Ce sommet pourrait être décisif pour fixer un cadre financier ambitieux en faveur des pays en développement, permettant ainsi de rétablir une certaine équité dans les engagements climatiques.

Mais que signifie réellement cette rencontre pour des régions comme le Sahel, qui font face à une double menace climatique et sécuritaire ? Le Sahel, connu pour ses vastes étendues arides, lutte pour sa survie contre la désertification et l'insécurité croissante. Les solutions de financement et les outils de résilience que propose la COP29 se révèlent donc cruciaux pour ces territoires. Cependant, il est légitime de s'interroger : ces promesses de financement et de soutien atteindront-elles réellement les zones les plus vulnérables, comme le Sahel, ou resteront-elles une abstraction pour les populations locales ?

Engagements financiers : des promesses à la réalité

À la COP29, l'objectif est de revoir les contributions déterminées au niveau national (CDN) pour contenir le réchauffement sous 1,5 °C. Le financement de l'adaptation figure parmi les priorités, avec une pression accrue sur les pays développés pour doubler les financements. Néanmoins, les grandes questions sont là : à quel point ces engagements peuvent-ils être contraignants ? Le Sahel, souvent en marge des grandes décisions internationales, souffre déjà de l'insuffisance des financements climatiques qui se perdent dans les méandres des processus bureaucratiques.

Les initiatives climatiques ciblant le Sahel nécessitent une approche directe et adaptée, allant au-delà des promesses de financement global. L'expérience montre que les financements pour le climat ne parviennent que rarement à soutenir les projets locaux dans des régions aussi reculées et instables. De plus, les mécanismes complexes de distribution des fonds, souvent centralisés et bureaucratiques, sont peu compatibles avec la nature urgente des besoins des populations sahéniennes.

Le Sahel en quête de résilience

La question de la résilience climatique est cruciale pour le Sahel, région exposée aux extrêmes de désertification, de déforestation et de pauvreté. Les habitants de cette région ont vu leurs moyens de subsistance, souvent basés sur l'agriculture et l'élevage, s'éroder sous l'effet des changements climatiques. Les engagements pris à la COP29 en matière d'adaptation devront inclure des solutions concrètes, comme l'accès à des technologies agricoles résilientes, des systèmes d'irrigation adaptés et des projets de reboisement.

La transition énergétique et les infrastructures pour résister aux chocs climatiques se révèlent essentielles. Pour que le Sahel puisse stabiliser ses économies locales, l'investissement dans des énergies renouvelables, adaptées à des régions ensoleillées et arides, est fondamental. Cependant, le chemin à parcourir reste semé d'embûches : l'insécurité et les conflits armés compliquent l'implantation de projets de grande envergure et la collaboration avec des partenaires étrangers.

Un enjeu géopolitique mondial

Le Sahel, avec sa position stratégique entre le Maghreb et l'Afrique subsaharienne, se trouve au cœur des tensions internationales, et la COP29 ne pourra ignorer cette réalité. La région est de plus en plus perçue comme une zone d'influence par plusieurs grandes puissances, notamment la Russie et la Chine, qui avancent des solutions alternatives au soutien traditionnel de l'Occident. Dans ce contexte, la COP29 pourrait aussi devenir une scène de rivalité géopolitique où chaque acteur cherche à promouvoir son modèle de coopération.

Cependant, l'influence étrangère ne doit pas détourner l'attention des besoins fondamentaux du Sahel. Si les discussions de la COP29 n'incluent pas une perspective pragmatique sur les réalités régionales, il est probable que le Sahel continue d'être instrumentalisé pour des gains politiques, sans voir de réels bénéfices pour ses populations.

En quête d'une justice climatique pour le Sahel

La COP29 devra aller au-delà des simples déclarations d'intention et répondre aux aspirations d'équité et de justice climatique, particulièrement pour des régions comme le Sahel, qui paient

le prix fort des émissions des pays industrialisés. Les crises multiples qui frappent cette région — qu’elles soient climatiques, sécuritaires ou économiques — ne peuvent plus être traitées de manière isolée. La communauté internationale doit s’engager dans une approche holistique et inclusive, reconnaissant le droit des pays sahéliens à des financements dédiés et à des solutions qui respectent leur autonomie et leurs priorités.

Alors que les représentants du monde entier se réunissent à Bakou pour dessiner les contours de l’avenir climatique, la question reste entière : le Sahel, symbole de la vulnérabilité mondiale face aux changements climatiques, trouvera-t-il enfin des réponses adaptées à ses défis ? Pour que la COP29 soit un succès, elle devra transformer les promesses en actions, les financements en réalisations et les slogans en solutions concrètes. Le Sahel, avec son équilibre fragile, attend non pas des promesses lointaines, mais un engagement immédiat et tangible pour faire face à l’avenir incertain qui l’attend.

SAHELIE.N.COM

Le premier site d’actualité au Sahel

Ismail Abdoulaye Naoumani (Niger) ; Niger : à Arlit, « l’exploitation artisanale de l’or avec le cyanure doit être plus surveillée » ; Sahelien.com, 12 novembre 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l’article : <https://sahelien.com/niger-a-arlit-lexploitation-artisanale-de-lor-avec-le-cyanure-doit-etre-plus-surveillee/>

Pour voir la vidéo de l’article : <https://youtu.be/B9Htl-6hvB0>

Le traitement artisanal de l'or à Arlit, dans le nord du Niger, soulève d'importantes préoccupations environnementales et sanitaires en raison de l'utilisation intensive du cyanure. Dans le pays, les réglementations en vigueur interdisent l'utilisation de certains produits chimiques dans le traitement de l'or sans autorisation du ministère de l'environnement.

A Arlit, à plus de 1000 kilomètres de la capitale, il existe un centre de traitement artisanal d'or créée en 2016, appelé Gidan Daka (en haoussa) ou maison de concassage en français. Ce centre, situé à une dizaine de kilomètres de la ville, est codirigé par la mairie et le ministère départemental des mines et de l'énergie. Il regroupe 1605 orpailleurs de plusieurs nationalités, d'après le Plan d'action national pour l'extraction artisanale et à petite échelle de l'or au Niger. Le site abrite plusieurs garages où s'effectue le broyage des minerais. Une autre partie clôturée par les grillages est dédiée à la séparation de l'or à travers des produits chimiques.

Selon Hamza Ibrahim, travailleur au centre, « les activités minières se déroulent en deux étapes principales : le broyage des minerais, qui permet d'obtenir une poudre et la séparation de l'or, qui fait appel à des techniques de gravimétrie et de cyanuration. »



Boues issues de sluce stockées pour la cyanuration

La première méthode fait appel à un dispositif qu'on appelle sluce permettant de laver le minerai ramolli avec de l'eau sur une rampe recouverte d'un tapis ou d'une moquette. Le but

c'est de récupérer la boue qui contient l'or et la mélanger ensuite avec du mercure. Ce procédé qu'on appelle amalgamation permet d'obtenir un concentré d'or pur.

Tandis que la méthode dite de cyanuration se concentre plus sur le résidu de la méthode d'amalgamation. A Gidan Daka, la phase de cyanuration se fait sur des chantiers distants du garage de ramollissement des minerais. Cette étape consiste à creuser des bassins recouverts d'une bâche dans lesquels les boues, le cyanure et quelques produits chimiques sont mélangés.

Le précieux métal qu'est l'or est donc obtenu après la cyanuration. Un artisan interrogé sur place indique qu'« à la phase de cyanuration, il dissout dans l'eau, 14 à 15 gobelets de cyanure. » Ce qui explique que le dosage du produit lors de cette étape se fonde sur les estimations et non sur la base d'un calcul bien précis.



Grand bassin de cyanuration

Des impacts sur la santé...

Pour obtenir le métal jaune, les orpailleurs utilisent donc le cyanure pour dissoudre l'or afin de le séparer des autres métaux présents dans les minerais. Mais dans ce traitement artisanal, l'utilisation du cyanure soulève de vives inquiétudes dans les domaines sanitaire et environnemental.

Sur la fiche des données de sécurité du producteur et fournisseur de produits chimiques dont la cyanure, Thommen-Furler, basé en Suisse, il est mentionné que le cyanure est « mortel par ingestion, par contact cutané ou par inhalation. » Il est également « très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme. »

Dans son mémoire de Master de spécialisation en sciences et gestion de l'environnement dans les pays en voie de développement, Abdou Amadou Sanoussi explique que « l'exposition au cyanure d'hydrogène peut causer des troubles neurologiques notamment des vertiges, des confusions, des céphalées et peut rapidement conduire à la mort en cas d'intoxication aiguë. » Et d'ajouter que « le contact dermique peut entraîner une irritation de la peau et les vapeurs du cyanure d'hydrogène peuvent, quant à elles, entraîner une irritation oculaire. »

Au cours de notre visite à Gidan Daka, les artisans rencontrés ne portent pas d'équipements de protection, ce qui les expose à des troubles sanitaires. Bassirou Sanoussi, un jeune orpailleur témoigne que « le cyanure a déjà causé la mort de plusieurs personnes. Dès que la personne inhale sa vapeur, elle peut carrément perdre connaissance, voire la vie. » Nos tentatives pour avoir accès aux données sur les orpailleurs qui ont été admis à l'hôpital de district d'Arlit sont restées vaines.

Selon les infos recueillies au centre de traitement artisanal d'or, la plupart des orpailleurs ne restent pas longtemps sur place, ce qui ne permet pas de constater sur le lieu, les effets à long terme du cyanure sur leur santé. « Lorsque les artisans trouvent leur compte, ils décident de retourner chez eux pour profiter de leurs gains », indique un artisan.

Dans la ville, les fûts contenant le produit toxique, une fois vidés, sont vendus et utilisés par des ménages. « Ces tonneaux sont réutilisés pour faire du barbecue, des poubelles ou bien des récipients pour nettoyer les mains pour les buvettes », déclare un habitant de la ville d'Arlit.

Sur l'environnement...

L'artisan Bassirou Sanoussi témoigne qu'« une partie des eaux issues de la cyanuration sont déversées dans la nature. » Du fait de sa nocivité, cette pratique détruit l'environnement. puisqu'« il provoque immédiatement l'asphyxie de tout organisme vivant et un violent déséquilibre des écosystèmes », explique un agent des eaux et forêts.

Et de poursuivre que s'il « arrive à contaminer la nappe phréatique, sa consommation devient alors très dangereuse pour la santé des êtres vivants. »

L'ONG Aghriman est l'une des organisations de la société civile qui milite pour la préservation de l'environnement au niveau des sites miniers. Selon son secrétaire général, Ramma Rilatifet, « les dégâts les plus significatifs qu'on a vus, c'est la pollution des sols. C'est un produit toxique et si on ne prend pas des dispositions, il peut atteindre les nappes fossiles. »



Bassin de récupération de l'or après la cyanuration

Pour conserver les eaux usées sans permettre à ces dernières de pénétrer le sol, l'acteur de la société civile souligne qu'il existe qui consiste à « bétonner les bassins ou se fait la cyanuration. Après, on les recouvre d'un plastique qu'on appelle liner, généralement utilisée dans les sociétés minières. » « Si les conditions sont respectées, il n'y aura pas d'infiltration du cyanure dans le sol, parce qu'il a une durée de vie de plus de 30 à 50 ans », a-t-il fait savoir.

Mais au niveau de Gidan Daka, nous avons constaté que les bassins de cyanuration ne sont pas bétonnés. A part les grands bassins, les petits bassins qui sont d'ailleurs les plus nombreux ne sont pas couverts de plastique pour empêcher les eaux usées d'infiltrer le sol.

Non-respect des procédures

Sur la base de la loi n°98-56 du 29 décembre 1998 portant loi cadre relative à la gestion de l'environnement qui fixe le cadre juridique général et les principes fondamentaux de la gestion de l'environnement au Niger, l'acquisition, le transport et l'utilisation des produits chimiques doivent obtenir un agrément de la part du ministère de l'environnement.

À la suite de cette demande, une équipe d'inspection du ministère de l'environnement « se rend sur les lieux pour vérifier la conformité de l'installation avec la réglementation en vigueur et évaluer les risques potentiels liés à l'utilisation du produit chimique. Le certificat de conformité, s'il est délivré, viendra compléter le dossier de demande d'agrément », précise l'agent des eaux et forêts.

Malgré les textes qui définissent l'acquisition, le transport et l'utilisation des produits chimiques, le cyanure est accessible dans des boutiques à Arlit au prix moyen de 70.000 FCFA, le fût.



Fûts de cyanure après usage

Interrogation

Dans leur article intitulé régulation de l'orpaillage au Niger : le site de Koma Bangou a l'épreuve des faits, Abdoulaye Seydou et Djafarou Boubacar Zanguina, tous enseignants chercheurs à l'université Abdou Moumouni de Niamey ont soulevé une confusion qui règne dans les ministères de l'environnement et celui des mines et de l'énergie.

Dans cet article, les auteurs soulignent que « le ministère de l'environnement prône l'interdiction de la vente et de l'utilisation de certains produits chimiques tels que le cyanure sur l'ensemble du territoire du pays. Ainsi, tout orpailleur désirant exploiter l'or de manière artisanale doit veiller au respect de ces normes. De son côté, le ministère des mines délivre des autorisations aux orpailleurs pour le traitement de l'or par cyanuration. »

Une incompréhension, d'après les propos d'un agent des eaux et forêts rapportés par les deux co-auteurs : « Je n'arrive pas à comprendre comment nous interdisons la vente et l'utilisation du cyanure sur les sites d'orpaillage et le ministère des mines donne des autorisations pour la pratique de la cyanuration, ce n'est pas logique. C'est le ministère des mines le problème, c'est comme si on est dans deux pays différents. »

Le secrétaire général de l'ONG Agrhiman déplore le fait que les orpailleurs ne soient pas sensibles aux dangers. « Les exploitants miniers cherchent de l'argent et ne veulent pas qu'on s'approche d'eux pour des histoires des sensibilisations qui peuvent les empêcher d'utiliser un produit qui est utile pour leurs activités. »

« L'exploitation artisanale de l'or avec le cyanure doit être plus surveillée... »

Selon Ramma Rilatifet, « l'exploitation artisanale de l'or avec le cyanure doit être plus surveillée. Les autorités doivent veiller à ce que les règles qui régissent l'utilisation de ce produit soient strictement respectées. Le cyanure est importé au vu et au su des autorités puisqu'il y a une fiscalité qu'elles prennent sur son importation. La question est de savoir qui l'importe ? Est-ce que ceux qui l'importent l'utilisent de manière régulée », a-t-il conclu.

L'utilisation du cyanure à Gidan Daka menace la santé et l'environnement à Arlit, une ville déjà meurtrie par la présence de millions de tonnes de déchets uranifères. Dans ledit centre, il n'y a

pas que le cyanure qui est utilisé dans le traitement de l'or. On peut citer le mercure, l'acide nitrique et l'acide sulfurique, tous nocifs à la santé et à l'environnement.

SAHEL  **TRIBUNE.COM**
Actualité et information en continu

Fousseni Togola (Mali) ; COP29 : le bras de fer autour du financement climatique pour les pays africains ; Sahel Tribune, 13 novembre 2024.

Tag : COP 29.

Pour accéder à l'article : <https://saheltribune.com/cop29-bras-fer-autour-financement-climatique-pour-pays-africains/>



À la COP29 de Bakou, les pays africains réclament un financement climatique ambitieux pour faire face aux défis environnementaux, mais les obstacles diplomatiques restent nombreux.

La COP29, qui se déroule à Bakou, a démarré avec un succès initial dans la régulation des marchés carbone, un domaine crucial pour la transition écologique. Les négociations, axées sur la finance climat, ont cependant vite révélé des enjeux complexes pour le groupe Afrique. Avec en ligne de mire le Nouvel Objectif collectif quantifié (NCQG), qui doit déterminer les fonds alloués aux pays vulnérables pour faire face aux défis climatiques, l'Afrique espère obtenir des engagements financiers solides malgré des obstacles politiques et économiques importants.

Un succès pour les marchés carbone, mais des défis à venir

L'annonce d'un accord sur la régulation des marchés carbone dès les premières heures de la conférence a suscité des réactions positives. La présidence azérie, après dix ans de discussions, est parvenue à établir des normes contraignantes, ce qui mettra fin à un « Far West » du marché carbone, souvent accusé de greenwashing et de manques en transparence. Sous l'égide des Nations Unies, le nouvel accord devrait garantir l'intégrité des transactions de crédits carbone, offrant ainsi aux pays africains des perspectives accrues de financement pour des projets de reforestation et d'énergie renouvelable.

Pour les pays africains, le bon fonctionnement des marchés carbone est essentiel. Ces pays, bien que peu responsables des émissions mondiales, possèdent d'importantes ressources naturelles qui peuvent générer des crédits carbone en capturant le CO₂. Cet accord permettra d'attirer de nouveaux financements vers des projets locaux tout en veillant à ce que les bénéfices de la compensation carbone soient justes et équitables pour les communautés.

Le NCQG : un objectif clé pour le financement de l'adaptation climatique

Cependant, le cœur des négociations reste la fixation du NCQG, ce nouveau seuil de financement que les pays développés devront fournir aux pays en développement pour faire face aux changements climatiques. Les pays riches avaient promis, dès 2015, 100 milliards de dollars par an pour aider les économies vulnérables à s'adapter aux catastrophes climatiques et à réduire leurs émissions de carbone. Mais pour les nations africaines, ce montant est

aujourd'hui largement insuffisant. L'Afrique a donc posé la barre bien plus haut cette année, avec une demande de 1 300 milliards de dollars annuels.

Les dirigeants africains, venus en nombre à Bakou, défendent cette somme comme une base pour les négociations, rappelant que les projections scientifiques confirment un besoin financier colossal. « Le montant du NCQG devra s'appuyer sur les données scientifiques et correspondre aux besoins des pays vulnérables », a déclaré le président congolais Denis Sassou Nguesso. Avec une vingtaine de chefs d'État africains présents, le continent espère montrer un front uni pour défendre ses intérêts.

Les défis diplomatiques : le spectre de l'élection américaine et l'absence des leaders occidentaux

Le contexte politique mondial complique cependant les espoirs africains. L'ombre d'un éventuel retour de Donald Trump à la Maison Blanche plane sur les négociations, rappelant aux dirigeants africains le retrait américain de l'Accord de Paris sous la précédente administration. Un nouveau désengagement américain aurait des conséquences financières directes, car les États-Unis sont l'un des principaux contributeurs à la finance climat. « Le succès des négociations ne dépend pas d'un seul pays », a déclaré Simon Stiell, secrétaire exécutif de la Convention cadre des Nations unies, tentant de rassurer les délégations. Mais l'absence de plusieurs leaders occidentaux, notamment Emmanuel Macron, Joe Biden et Ursula von der Leyen, est perçue comme un signe négatif par les pays en développement.

Prêts, dons, ou investissements privés ? La nature des financements en débat

Au-delà des montants, la nature des financements pour le NCQG est un sujet de tension. Les pays développés plaident pour des financements sous forme de prêts et d'investissements privés, tandis que les pays africains insistent sur l'importance des dons, plus adaptés à leur situation économique. Les prêts risquent d'aggraver l'endettement des pays vulnérables, alors que des dons offrirait un soutien direct sans implication de remboursement. Pour les nations africaines, la nature des financements est donc aussi cruciale que les montants proposés.

Un autre enjeu critique est la proposition des pays développés d'élargir la base des contributeurs, en intégrant des pays comme la Chine, la Russie, l'Arabie saoudite et les Émirats

arabes unis, considérés comme de « nouveaux pollueurs ». Les pays africains, qui maintiennent des relations économiques stratégiques avec la Chine, refusent cependant de soutenir cette proposition, craignant de fragiliser leurs partenariats. « Nous ne voulons pas nous mettre la Chine à dos », a confié un négociateur africain, rappelant que l’Afrique fait partie du G77, un groupe de pays en développement dans lequel la Chine est un acteur influent.

L’Afrique peut-elle obtenir un engagement financier ambitieux ?

À Bakou, l’Afrique est confrontée à un défi de taille : faire entendre ses besoins dans un contexte international incertain. La demande de 1 300 milliards de dollars par an est ambitieuse, mais reflète les besoins réels d’un continent de plus en plus exposé aux conséquences des changements climatiques. Face aux absences notables de plusieurs dirigeants occidentaux et aux pressions pour inclure de nouveaux contributeurs, les négociateurs africains devront faire preuve de stratégie pour obtenir des résultats concrets.

La COP 29 représente donc un tournant pour les pays africains, qui cherchent à renforcer leurs capacités d’adaptation aux impacts climatiques. Les jours à venir seront décisifs pour déterminer si le continent obtiendra le soutien nécessaire pour répondre aux défis environnementaux et socio-économiques qui se profilent.

Un front uni pour le climat et l’avenir de l’Afrique

L’Afrique est un acteur de plus en plus incontournable dans les discussions climatiques internationales. Avec ses ressources naturelles, ses initiatives locales pour la transition écologique et ses vulnérabilités face au réchauffement, le continent doit être au centre des priorités financières mondiales. À Bakou, les leaders africains défendent un futur dans lequel le financement climatique est une réalité concrète et équitable, capable de transformer les défis climatiques en opportunités pour un développement durable.

La COP29 est l’occasion pour le monde de reconnaître les efforts de l’Afrique et de traduire en actes les engagements de solidarité internationale. Dans les jours à venir, les négociateurs africains continueront de défendre cette vision, déterminés à obtenir le soutien qu’exige le continent pour bâtir un avenir résilient face aux changements climatiques.



Eric Ojo (Nigeria) ; COP29: AfDB wants African countries' GDP calculation to reflect "green wealth" ; Pluboard, November 13, 2024.

Tag : COP 28, COP 29, AfDB, UNFCCC.

To access the article : <https://pluboard.com/2024/11/13/environment/climate-change/cop29-afdb-wants-african-countries-gdp-calculation-to-reflect-green-wealth/>

The AfDB says adjusting for carbon sequestration alone could have boosted Africa's nominal GDP in 2022 by \$66.1 billion—a 2.2% increase.



As the world's largest annual climate conference opens in Baku, Azerbaijan, this week, the African Development Bank (AfDB) says it is aiming to mobilize additional resources for climate action in Africa, and to launch a bold new approach for assessing African economies by including their "green wealth."

Organized by the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) Secretariat, COP29 follows last year's COP28 at which countries established a Loss and Damage Fund. This year's summit, dubbed the "Finance COP," will see countries negotiate fresh climate finance targets.

Africa, with its vast carbon-sequestering forests and resources ripe for green growth, holds massive potential to drive clean energy access for millions. Yet, the continent receives only 3-4% of global climate finance despite accounting for nine of the world's 10 most vulnerable countries to climate change.

“There is no reason why Africa should be greenly poor. Africa should be greenly wealthy by proper valuation of its vast contributions to global environmental services,” African Development Bank Group President Akinwumi Adesina said during a meeting of African Ministers of finance, economy, foreign affairs, climate change, and environment in the run-up to COP29.

To achieve the wealth, Mr Adesina is advocating for recalibrating the GDP of African countries to reflect natural assets like forests and carbon sinks. This recalibration could reveal a significantly higher GDP, better reflecting Africa's environmental contributions.

The COP29 summit will provide a platform for African leaders to introduce “Measuring the Green Wealth of Africa,” an initiative that could redefine African economies.

According to the African Development Bank's preliminary estimates, adjusting for carbon sequestration alone could have boosted Africa's nominal GDP in 2022 by \$66.1 billion—a 2.2% increase. Six Congo Basin countries (Cameroon, Central African Republic, Democratic Republic of Congo, Republic of Congo, Equatorial Guinea, and Gabon) accounted for nearly 64% of this increase.

“That means that the countries can have larger headroom to take on more financing and invest them for the greening of their economies. Therefore, such a move is important for re-computing Africa's debt sustainability,” Mr Adesina said.

Events

The African Development Fund's Climate Action Window will, on Wednesday, host a session to discuss how to unlock climate finance for Africa's vulnerable communities via this critical arm of the Bank Group. The Climate Action Window was established under its 16th replenishment cycle to help fill Africa's significant climate finance gap.

Other high-level events include Wednesday's Measuring the Green Wealth of African Nations, which will be attended by heads of state and government. It will be followed by the launch of a report about Green Wealth. The Bank will host an event to rally support for Mission 300 (link is external), a joint undertaking with the World Bank Group and partners to connect 300 million people in Africa to electricity by 2030.



Fousseni Togola (Mali) ; Côte d'Ivoire : un plan ambitieux pour financer la croissance verte et s'adapter au réchauffement climatique ; Sahel Tribune, 14 novembre 2024.

Tag : COP 29, FEM, FMI, Fonds vert pour le climat.

Pour accéder à l'article : <https://saheltribune.com/cote-divoire-un-plan-ambitieux-pour-financer-la-croissance-verte-et-sadapter-au-rechauffement-climatique/>



La Côte d'Ivoire lance un ambitieux fonds vert de 500 millions de dollars pour accélérer la croissance durable et renforcer sa gouvernance climatique à la COP29.

Lors de la COP29 à Bakou, le vice-président ivoirien Tiemoko Meyliet Koné a annoncé une série de mesures ambitieuses pour renforcer la lutte contre le changement climatique en Côte d'Ivoire. Parmi ces mesures, la création d'un fonds de 500 millions de dollars pour le financement de projets verts constitue une avancée importante dans les efforts de développement durable du pays. Cet engagement, appuyé par un accord conclu avec le Fonds monétaire international (FMI), marque un tournant pour l'économie ivoirienne, qui cherche à conjuguer croissance économique et protection de l'environnement.

Un fonds vert de 500 millions de dollars pour catalyser la croissance durable

Le projet de création d'un fonds de financement vert, d'une valeur de 500 millions de dollars, est une initiative clé du gouvernement ivoirien pour « accélérer la croissance verte », comme l'a souligné le FMI dans son communiqué. Cette somme considérable sera utilisée pour financer des projets visant à réduire les émissions de carbone, promouvoir les énergies renouvelables et soutenir les infrastructures résilientes au climat. Le fonds devrait être capitalisé par des sources publiques, dont le gouvernement ivoirien lui-même, ainsi que des partenaires internationaux comme le Fonds vert pour le climat, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), et des Banques Multilatérales de Développement (BMD). Le communiqué du FMI mentionne également la possibilité d'attirer des investissements privés, ce qui pourrait offrir une dimension complémentaire et accélérer le déploiement de projets écologiques dans tout le pays.

Cette initiative de financement représente un effort concret pour concrétiser les promesses souvent répétées de financement climatique, qui tardent encore à être pleinement réalisées. Les 500 millions de dollars permettront à la Côte d'Ivoire de mieux structurer et soutenir ses actions pour atteindre ses objectifs climatiques. Le fonds vert pourrait aussi être un levier important pour attirer des partenariats public-privé, catalyser les investissements dans des secteurs clés tels que les énergies renouvelables, et renforcer les infrastructures de gestion des ressources naturelles.

Gouvernance climatique renforcée : une commission et un bureau du carbone

En plus de cet ambitieux fonds vert, le vice-président Tiemoko Meyliet Koné a annoncé la création d'une commission nationale sur le changement climatique, ainsi qu'un bureau du marché du carbone. Ces deux entités joueront un rôle crucial dans la gestion et le suivi des projets climatiques en Côte d'Ivoire. La commission nationale aura pour mission de coordonner les initiatives liées au climat, de renforcer la gouvernance environnementale et d'assurer que les mesures adoptées soient effectivement mises en œuvre sur le terrain. Le bureau du marché du carbone, pour sa part, supervisera les transactions de crédits carbone, ouvrant ainsi une opportunité pour la Côte d'Ivoire de bénéficier des marchés internationaux du carbone, où les pays développés achètent des crédits compensatoires pour réduire leur empreinte carbone.

En créant ces structures, la Côte d'Ivoire s'aligne sur les standards internationaux de gouvernance climatique, ce qui devrait également renforcer sa crédibilité auprès des investisseurs et des bailleurs de fonds. « La transparence et la bonne gouvernance dans la gestion des fonds climatiques sont des priorités pour la Côte d'Ivoire », a affirmé le vice-président lors de son discours, ajoutant que cette démarche permettra également au pays de mieux évaluer l'impact de ses actions et d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles.

Un appel aux pays riches pour une transition équitable

Le vice-président ivoirien n'a pas manqué d'interpeller les pays riches lors de la conférence, soulignant leur responsabilité dans la crise climatique actuelle et l'importance de leur rôle dans la transition énergétique mondiale. Il a exhorté ces nations à « réduire drastiquement leurs émissions de gaz à effet de serre » et à « faciliter l'accès aux technologies climatiques » pour les pays en développement. Ce plaidoyer reflète une attente grandissante des pays africains pour une réponse internationale plus solidaire et plus juste.

Les pays africains, bien que parmi les moins responsables des émissions mondiales de carbone, sont souvent les plus durement touchés par les effets du changement climatique. Ils réclament ainsi des financements et des transferts technologiques pour les aider à faire face aux défis climatiques sans compromettre leur croissance économique. Le vice-président a également insisté sur « l'accélération du financement de la transition énergétique », un point qui résonne

fortement dans le contexte actuel de retard des pays développés à honorer leur engagement de mobiliser 100 milliards de dollars par an pour le climat en faveur des pays en développement.

Un projet de loi sur le climat pour soutenir les initiatives

Pour donner un cadre législatif aux actions en faveur de l'environnement, le gouvernement ivoirien envisage également d'adopter un projet de loi sur le climat. Ce texte vise à encadrer juridiquement les efforts de réduction des émissions, à encourager les pratiques durables et à orienter le développement économique vers des objectifs climatiques. Avec ce projet de loi, la Côte d'Ivoire montre son engagement à long terme en faveur de la durabilité et envoie un message fort à ses partenaires internationaux.

Ce cadre législatif pourrait également renforcer la mobilisation des financements, en rassurant les investisseurs sur l'engagement du pays dans la lutte contre le réchauffement climatique. Les projets d'infrastructure durable, la préservation des forêts, et les pratiques agricoles écoresponsables font partie des initiatives qui bénéficieront de ce soutien législatif.

Une feuille de route ambitieuse pour un avenir vert

L'initiative de la Côte d'Ivoire à la COP29 montre une volonté manifeste de passer des engagements à l'action. En combinant un fonds de financement vert conséquent, une gouvernance climatique renforcée, un appel au soutien international, et une loi sur le climat en préparation, le pays se positionne comme un acteur engagé sur le continent en matière de durabilité. Ces mesures vont bien au-delà des discours et témoignent d'une approche structurée et résolument tournée vers l'avenir.

Les 500 millions de dollars alloués aux projets de croissance verte, la mise en place d'instances dédiées au suivi des actions climatiques, et le plaidoyer pour une transition énergétique mondiale équitable montrent que la Côte d'Ivoire est prête à s'imposer comme un modèle en matière de finance climatique en Afrique. Les prochaines années seront décisives pour observer l'impact concret de ces initiatives sur le développement durable et la lutte contre le réchauffement climatique dans le pays.



Ferdinand Mbonihankuye (Burundi) ; La grue couronnée du Cap menacée d'extinction au Burundi ; Mongabay, 14 novembre 2024.

Tag : IUCN.

Pour accéder à l'article : <https://fr.mongabay.com/2024/11/la-grue-couronnee-du-cap-menacee-dextinction-au-burundi/>



- L'augmentation de la population et les activités humaines menacent gravement l'habitat naturel de la grue couronnée du Cap. Cette situation perturbe également l'équilibre écologique au Burundi.
- La faible fécondité de l'oiseau, couplée à la chasse et au commerce illégal, accentue son déclin.
- La grue couronnée du Cap occupe une place centrale dans la culture burundaise. Elle est souvent mise en valeur dans les chansons et contes traditionnels. En plus de son importance culturelle, elle joue un rôle clé dans l'écosystème, rendant sa préservation cruciale pour le bien du patrimoine écologique du Burundi.
- La protection de la grue couronnée du Cap nécessite ainsi des actions immédiates, incluant la conservation de son habitat et la lutte contre le commerce illégal. Elle exige

aussi la collaboration entre les autorités, les communautés locales et les acteurs internationaux.

« Dans les marais de la réserve naturelle de la Malagarazi au sud-est du Burundi, les grues couronnées du Cap étaient autrefois visibles. Les touristes, les étudiants et les chercheurs aimaient visiter la région pour les observer et mener des recherches académiques. Avec la destruction de leur habitat, ces animaux se sont réfugiés en Tanzanie, où ils ne se sentent pas menacés », a dit Mathias Masabarakiza, un quinquagénaire rencontré sur la colline Rutenderi, une localité au sud-est du pays. Ces propos témoignent de la quasi-disparition de cette espèce autrefois présente en grand nombre dans cette réserve naturelle.

Ce joyau écologique est l'un des derniers refuges où se regroupent des milliers de grues couronnées du Cap. Malheureusement, cette espèce emblématique, est désormais classée dans la catégorie des espèces en voie de disparition par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (IUCN). De la République Démocratique du Congo (RDC) à l'Ouganda en passant par le Kenya, le Mozambique, la Tanzanie et le Rwanda, elle voit son habitat se réduire, menaçant l'équilibre de tout un écosystème.

Désiré Manirakiza, représentant de la réserve naturelle de Malagarazi, souligne que le changement climatique, la forte augmentation de la population et l'expansion des champs de canne à sucre par la Société Sucrière du Moso (SOSUMO), sont parmi les principales causes de la disparition de la grue couronnée du Cap. Ces facteurs combinés exercent une pression croissante sur l'habitat naturel de cette espèce, menaçant sa survie dans la région. L'expansion agricole, en particulier, réduit les zones humides où la grue trouve refuge, aggravant ainsi les effets des perturbations environnementales liées au climat.



La grue couronnée du Cap dans la Réserve naturelle de la Malagarazi sous la menace de disparition. Image de Ferdinand Mbonihankuye pour Mongabay.

L'ornithologue burundais Arsène Manirambona a indiqué que la principale cause de son extinction inexorable est liée à l'agriculture industrielle et de l'élevage. Il n'oublie pas aussi le surpâturage, la construction de barrages imposants, le drainage des terres humides, les sécheresses successives, la chasse et la capture pour alimenter les parcs animaliers et les zoos privés.

Préserver les habitats naturels

Selon Manirambona, joint par téléphone, la préservation des habitats naturels est cruciale pour la survie des espèces, qu'elles soient aquatiques ou terrestres. Cet expert, un des responsables au sein de l'Association burundais pour la protection de la nature (ABN), explique que chaque animal a besoin d'un environnement qui répond à ses besoins essentiels. Concernant les grues couronnées, Manirambona précise que cette espèce vit principalement dans les zones marécageuses, où elle trouve sa nourriture et se reproduit. C'est pour cela que la déforestation

et la conversion des marais en terres agricoles menacent directement son habitat, contribuant à son déclin.

En alertant les responsables des parcs nationaux et des réserves naturelles du Burundi, Arsène Manirambona et Evariste Rufuguta soulignent que les zones humides, notamment autour de la rivière Ruvubu à l'Est du pays, dans la région de Malagarazi, et près du lac aux Oiseaux dans la province de Kirundo au nord, abritaient autrefois une biodiversité exceptionnelle. Ces écosystèmes étaient particulièrement importants pour la grue couronnée, qui y trouvait à la fois nourriture et lieux de reproduction favorables. Mais, le drainage des terres, la construction de barrages hydroélectriques et l'agriculture non durable ont fortement compromis ces habitats. Manirambona explique que « le surpâturage exerce une pression supplémentaire sur ces zones déjà fragiles, réduisant l'espace vital nécessaire à l'épanouissement de la grue couronnée ». Rufuguta ajoute que ces perturbations écologiques mettent en danger sa survie.

Quant à la capture de ces oiseaux destinés à être apprivoisés pour orner les propriétés privées ou des hôtels, en tant qu'éléments décoratifs, « cela les prive (les grues) de leur liberté », déplore Manirambona. Il ajoute que dans de nombreux cas, leurs ailes sont coupées pour les empêcher de s'envoler. « C'est une forme de maltraitance animale, car ces environnements artificiels ne sont pas leur habitat naturel », précise-t-il. Il en appelle à une prise de conscience urgente face à cette pratique.

L'autre facteur aggravant, selon Manirambona, est la faible fécondité des grues couronnées. Les couples de grues couronnées se forment pour la vie. Bien que monogame, l'oiseau se regroupe en vastes colonies en dehors de la période de reproduction. Ces oiseaux pondent rarement plus de deux ou trois œufs par saison de reproduction, rendant leur survie d'autant plus précaire. Ainsi, étant monogames, la perte d'un partenaire peut avoir des conséquences dramatiques, empêchant l'autre de se reproduire à nouveau. Dans certains cas, cela peut même conduire à des comportements autodestructeurs, ajoutant une couche de vulnérabilité à cette espèce déjà en danger.



La Réserve naturelle de la Malagarazi dans la province Rutana dévastée au profit des plantations. Image de Ferdinand Mbonihankuye pour Mongabay.

Ancrée dans l'histoire et la culture du pays

La grue couronnée du Cap ne symbolise pas seulement la biodiversité au Burundi. Elle est enracinée dans l'histoire et la culture du pays. Selon Manirambona, cet oiseau figure dans de nombreuses chansons et contes traditionnels qui célèbrent sa beauté et son élégance. Bien entendu, son importance dépasse le simple cadre culturel : sa conservation pourrait également offrir des bénéfices écologiques et économiques significatifs. En protégeant cette espèce, le Burundi pourrait, non seulement préserver une part essentielle de sa biodiversité, mais aussi attirer des touristes et ainsi renforcer l'économie nationale.

« Pour assurer la survie de cet oiseau majestueux, il est essentiel de protéger son habitat naturel et de renforcer l'interdiction de sa chasse et de sa capture. Ces oiseaux doivent évoluer dans leur milieu naturel, où ils jouent un rôle crucial dans l'écosystème », dit Manirambona.

Selon ce dernier, « préserver cette espèce pourrait, non seulement permettre de renforcer l'écotourisme, mais aussi offrir aux chercheurs des conditions idéales pour étudier la faune

locale ». D'où la priorité de la réintroduction de cet oiseau dans certaines régions du pays, notamment dans la province de Cankuzo.



L'habitat des grues couronnées au Parc national de la Ruvubu dévasté par les feux de forêt dans la province Cankuzo à l'Est du Burundi. Image de Ferdinand Mbonihankuye pour Mongabay.

Mettre à contribution les communautés locales

Les communautés locales jouent un rôle essentiel dans la préservation de la grue couronnée, notamment en agissant comme gardiennes des écosystèmes fragiles. En tant que bénéficiaires directs de la biodiversité, elles ont progressivement adopté des pratiques de gestion durable des terres pour protéger cette espèce menacée. À travers des initiatives comme l'agriculture respectueuse de l'environnement et l'écotourisme, ces communautés contribuent, non seulement à la préservation de la biodiversité, mais améliorent aussi leurs propres conditions de vie.

« Nous avons commencé à pratiquer l'agroforesterie pour réduire la déforestation et maintenir des espaces propices à la grue couronnée », confie Marie Goreth Nizigiyimana, habitant de la région de Cankuzo dans la commune de Kigamba. Cette dernière précise que, grâce aux

formations offertes par des ONG locales, ils ont appris à combiner cultures vivrières et reboisement, permettant de maintenir des habitats tout en sécurisant leurs revenus. « Nous avons découvert que protéger ces zones humides et attirer des visiteurs intéressés par la faune pouvait nous rapporter davantage que certaines pratiques agricoles destructrices », explique Masabarakiza.

« Avant, nous ne savions pas comment ces oiseaux étaient importants pour notre écosystème. Aujourd'hui, nous sommes fiers de participer à leur protection », ajoute Sylvestre Sindayigaya, un autre agriculteur, soulignant l'importance de l'éducation environnementale que réalisent certaines ONG locales au profit des communautés pour offrir des alternatives économiques viables.

« La survie de la grue couronnée dépend aussi de la coopération internationale. Le Burundi doit honorer ses engagements envers les conventions internationales sur la protection des oiseaux migrateurs et de la biodiversité », a dit Evariste Rufuguta, un consultant indépendant. Manirambona appelle à une collaboration plus étroite entre les associations pour la biodiversité, les centres de recherche, les universités et les secteurs public et privé. « Ces efforts conjoints pourraient grandement contribuer à la sauvegarde de la grue couronnée et des autres espèces menacées », dit-il.

La protection de la grue couronnée ne relève pas uniquement de la préservation d'une espèce. Elle symbolise les défis environnementaux que le Burundi doit relever pour assurer un avenir durable à la fois pour sa biodiversité et ses populations.



نوفمبر المجيد.. وفاء وتجديد

Horizons

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Wassila Ould Hamouda (Algérie) ; Kamal Djemouai spécialiste en changements climatiques : «Une communication institutionnelle efficace est primordiale» ; Horizons, 15 novembre 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://www.horizons.dz/?p=189917>



Kamal Djemouai, spécialiste dans les questions liées aux changements climatiques souligne qu'«une communication institutionnelle efficace est primordiale».

Dans un contexte de bouleversements climatiques et de montée en puissance des défis environnementaux, l'importance d'une communication institutionnelle n'a jamais été aussi cruciale. Dans cet entretien, Djemouai, met en lumière le rôle de la communication dans le

cadre de la sensibilisation aux impacts des changements climatiques, mais aussi dans la prise de décisions.

Entretien réalisé par Wassila Ould Hamouda

Quels sont aujourd’hui les principaux défis pour sensibiliser la population aux enjeux climatiques?

Les défis sont nombreux et variés. La sensibilisation peut se faire par différents canaux : les médias, l’école, les associations, mais aussi via des actions ciblées vers des publics particulièrement vulnérables aux conséquences et aux impacts des changements climatiques. Cette sensibilisation doit être précise, détaillée et prendre en compte les caractéristiques géographiques et sociales de chaque groupe, qu’il s’agisse de populations ou de secteurs d’activités socio-économiques. La mise en place d’une stratégie nationale de communication et la formation sur les changements climatiques et les risques majeurs est absolument indispensable. Elle doit englober tous les secteurs grâce à une concertation et une consultation intersectorielles.

Cette stratégie doit prendre en compte les aspects socio-économique, éducatif et informatif, qu’il s’agisse des médias audiovisuels, de la presse écrite ou d’autres formes de communication. Elle doit aussi s’ajuster aux stratégies des différents secteurs, entre autres, les travaux publics, l’agriculture et la sécurité alimentaire, les ressources en eau, et s’adapter aux particularités des régions, des populations et des écosystèmes. Une stratégie de communication efficace doit être régulièrement actualisée pour répondre aux évolutions climatiques et aux nouveaux besoins.

Les principaux défis pour sensibiliser la population se trouvent également dans les moyens de diffusion, que ce soit à travers les médias, les associations ou divers canaux de communication. La sensibilisation doit inclure des explications précises et détaillées, adaptées aussi bien aux citoyens qu’aux secteurs d’activité impactés. Cette entreprise peut aider à surmonter ces défis, mais elle doit s’appuyer sur des données solides et fiables. Il faut tenir compte du fait qu’informer et communiquer sur les changements climatiques est une obligation pour les pays signataires de la convention sur les changements climatiques, conformément à son article 6.

C'est donc un devoir pour honorer les engagements pris et assurer une sensibilisation effective de la population.

Quelles sont les priorités, selon vous, que devra contenir la stratégie nationale pour toucher efficacement les jeunes et les futures générations?

Il est impératif d'établir des priorités en fonction des activités et des secteurs concernés, ainsi que des populations visées. Par exemple, nous devons fournir une information en temps réel pour alerter sur les impacts imminents, comme les évacuations de populations en cas de catastrophe naturelle. Il ne s'agit pas seulement de rester dans les théories, mais de traduire l'information en actions concrètes.

Quel rôle jouent les médias et les réseaux sociaux dans cette sensibilisation?

Les médias devraient être à l'avant-garde de l'information sur les risques climatiques. Ils ont un rôle fondamental dans la prévention en anticipant les dangers, en application du principe de précaution. Cependant, il faut éviter de semer la panique en créant de l'inquiétude autour, par exemple, de la disponibilité des produits alimentaires. Les médias doivent transmettre des informations précises en utilisant des termes corrects.

La maîtrise des terminologies est importante. Il est crucial de ne pas confondre, par exemple, la météorologie avec la climatologie, car cela peut induire en erreur l'appréciation des dimensions spéciales et temporaires, base d'une prise de décision réfléchie, mais aussi d'une réaction appropriée de tout acteur de la société.

Pour une communication inclusive, pensez-vous que les acteurs locaux, les ONG, les entreprises et les collectivités locales devraient être intégrés dans ce processus?

Absolument, tout le monde doit être associé et s'impliquer, que ce soit en tant qu'informateur, communicant ou récepteur de l'information. La société civile, bien organisée en réseaux, peut jouer un rôle primordial dans cette communication, notamment via les médias locaux et les réseaux sociaux, pour informer, rassurer et parfois donner des conseils pratiques. Pour comprendre un phénomène climatique, il faudrait se référer à l'historique des événements météorologiques et une analyse appropriée des séries de données disponibles.

Dans les régions sujettes, par exemple, aux inondations, il est essentiel de comprendre l'historique hydrologique, où passaient les rivières, comment les infrastructures et où étaient construites pour permettre le passage des eaux de crue. Avec les changements climatiques, les phénomènes météorologiques extrêmes deviennent plus fréquents, plus intenses, et se produisent dans des zones nouvelles. Ces paramètres doivent être intégrés dans la communication pour une prévention efficace, et peut-être même constituer des éléments ou paramètres d'aide à la décision, selon l'urgence.

Une bonne communication peut-elle contribuer à changer les comportements?

Elle le devrait, mais tout dépend de la qualité de cette communication et de la réceptivité de la population où même des acteurs concernés qu'ils soient privés ou publics. Une bonne communication pourrait inclure des éléments éducatifs pour inciter à adopter des comportements plus responsables face aux impacts climatiques. Il s'agit aussi de préparer les intéressés à réagir face aux crises et impacts climatiques, particulièrement lors de situations soudaines.

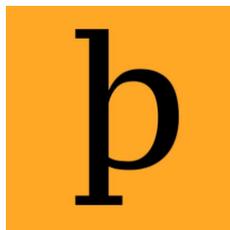
Une communication institutionnelle efficace est primordiale pour agir rapidement et de manière coordonnée. Elle permet aux responsables à différents niveaux de prendre les mesures nécessaires, d'activer les plans d'urgence et de faire évacuer les populations en cas de besoin. La communication sur les impacts et les conséquences des changements climatiques doit être intégrée dans tous les secteurs pour adapter les politiques et les actions en fonction des nouveaux défis climatiques.

Une bonne communication permet de transmettre la bonne information au bon moment. Par exemple, communiquer une information une heure plus tard peut faire une grande différence pour les responsables qui doivent prendre des décisions rapides, déclencher des plans d'action, ou avertir les populations pour qu'elles évacuent une zone. C'est donc un outil essentiel à utiliser de manière permanente et à tous les niveaux. Aussi, pour mieux comprendre les effets des changements climatiques, il est crucial de revoir les études, les analyses et les observations existantes, et en entreprendre de nouvelles au besoin.

Prenons l'exemple de l'agriculture. Les changements climatiques modifient le calendrier cultural. Pour des cultures maraîchères, la céréaliculture ou même l'arboriculture, il est nécessaire de lancer rapidement des études et des observations pour évaluer l'impact des changements climatiques sur les calendriers culturels habituels et de voir s'ils restent valides ou bien nécessitent des réajustements, en tenant compte des nouvelles conditions climatiques. Bien d'autres exemples et situations devraient aussi, et le plus rapidement possible, être revus.

Cette tendance haussière des températures hors saison estivale résulte-t-elle des changements climatiques?

Si nous observons des températures anormalement élevées en novembre, cela pourrait être en relation avec les changements climatiques. Toutefois, il est important d'avoir des études et des observations étendues sur plusieurs années pour conclure à une nouvelle tendance.



Eric Ojo (Nigeria) ; Africa losing 5% of GDP annually to climate-related disruptions – UN ; PluBoard, November 15, 2024.

Tag : COP 29, UNECA, African Union Commission.

To access the article : <https://pluboard.com/2024/11/15/environment/climate-change/africa-losing-5-of-gdp-annually-to-climate-related-disruptions-un/>

UN says African nations are currently off track on all measures and targets, from financing, to adaptation to resilience building.



African economies lose up to 5% of Gross Domestic Product on average annually because of climate-related disruptions, the United Nations Economic Commission for Africa says.

Decrying the adverse impact of climate change across Africa, the UN agency said the daily realities grow worse for the continent, adding that while African countries require adequate, predictable and accessible finance, the structure of existing climate finance continues to perpetuate inequities.

UN Under-Secretary-General and Executive Secretary of ECA, Claver Gatete, made the observation while speaking at the Africa Day, Side Event on the Margins of the ongoing COP29 in Baku, Azerbaijan.

The event which took place on Wednesday at the Africa Pavillion, with the theme: “Scaling up Financing for Climate Adaptation and Green Growth in Africa.” was attended by heads of state and government, including the President of the Republic of Kenya, Dr. William Samoei Ruto, President of the Islamic Republic of Mauritania and Chairman, African Union (AU), Mohamed Ould Cheikh Al- Ghazouani, President of the Islamic Republic of Mauritania and Chairman of AU, as well as the Chairperson of Africa Union Commission, Mr. Moussa Faki Mahamat.

Mr. Gatete further noted that African nations are currently off track on all measures and targets, from financing, to adaptation to resilience building.

“Today, much of the available climate funding is disbursed as loans, and not as grants, adding to Africa’s already high debt levels. We should not continue to settle for this way of doing business,” he said.

Fixing the challenge

To address our climate and economic challenges, he recommended that Africa must leverage its critical minerals to drive a green economic transformation, adding that Africa's wealth of clean energy sources, combined with its critical minerals, has the potential to power a climate-resilient future.

"The battery and electric vehicle industries – expected to be worth trillions by 2050 – demonstrate Africa's strategic role in the global green transition. Through initiatives like the Democratic Republic of Congo and Zambia's collaboration on a Special Economic Zone for battery value chains, Africa can lead in clean energy production, create jobs and promote sustainable economic growth," he explained.

The ECA boss also stated that it is imperative to enhance Africa's carbon capture potential through structured, nature-based solutions, noting that Africa's ecosystems, particularly the Congo Basin, hold vast capacity for carbon storage, which could mobilize up to \$82 billion per year through high-integrity carbon credits.

"Yet, to ensure that Africa's carbon markets benefit African economies and communities, we need a robust and transparent system. And this is why the ECA is supported initiatives like the Congo Basin Climate Commission's carbon market protocols to build a market that both safeguards Africa's interests and contributes to global climate goals.

"We are replicating these efforts in the Sahel region and African island states. Properly harnessed, these assets can secure fair compensation for Africa's vital ecosystem services," he stressed.

In addition, he said African nations must commit to establish the New Collective Quantified Goal (NCQG), a goal that is based on real needs, which is estimated at US\$1.3 trillion for Africa.

Mr Gatete equally pointed out that available financing continues to fall short, and that public finances must be complemented by private funds to build resilience, protect diversity, and foster climate-responsive development.



He also harped on the need to work assiduously towards accelerating the clean energy transition for Africa’s long-term economic resilience and prosperity.

“The transition to renewable energy, Excellencies, is unstoppable. Already, electricity from new wind and solar installations is more cost-effective than fossil fuels in many regions. As the world moves toward a green economy, Africa has a chance to position itself at the forefront.

“With coordinated policies and investment, Africa can become a global hub for renewable energy, ensuring that our economies benefit from the transition while safeguarding the environment.

“Finally, is the need for urgent, decisive action to limit greenhouse gas emissions and avoid the irreversible impacts of climate change. Africa, despite its minimal contribution to global emissions, is committed to doing its part. However, we call upon global partners to match this commitment with actionable support, because delaying increases risks for us all,” he said.



Albert Oppong Ansah (Ghana); The struggle for electricity in Ghana's island communities; Ghana News Agency, November 18, 2024.

Tag : IEA, COP 29.

To access the article : <https://gna.org.gh/2024/11/the-struggle-for-electricity-in-ghanas-island-communities/>



Baku, Nov. 18, GNA – On a quiet evening in Lala, an island community, 16-year-old Aku Boakye sits by the dim glow of a kerosene lamp, straining to read her textbook.

The rhythmic sound of waves lapping against the shore is broken by the occasional flicker of the weak flame, casting long shadows on the walls of the 16-year-old family's small home in Sene District of Bono East Region.

Aku dreams of becoming a nurse, but every night, the darkness threatens that dream.

"I can only study when the Sun is up," Aku says. "At night, we have no electricity. When it's dark, it's really dark."

This is the reality for over 170 island and 2000 lakeside communities in Ghana, where access to electricity remains a distant hope.

These isolated communities, surrounded by water, are cut off from the national grid, live without the modern conveniences that much of the world takes for granted—lighting, refrigeration, or even the ability to charge a mobile phone.

At a time when the global conversation around climate change (COP29) focuses on renewable energy and reducing emissions, for people like Aku, the conversation is simple- they need power to build a brighter future.

For these communities with inhabitants of about three million, this conversation at ongoing climate talks in Baku, Azerbaijani resonates deeply.

It is also extremely important for some 600 million people, with a lack of electricity in sub-Saharan Africa, according to the International Energy Agency's World Energy Outlook report.

It speaks to the urgent need for adequate and sustainable funding, not just to address the impacts of climate change, but to bring basic infrastructure—like electricity—to communities that have been left behind.

Life Without Electricity

In the island communities of Ghana's Eastern, Bono East, Savanna, Oti and Volta regions, life moves at a slower pace, but not by choice.

Without electricity, children like Aku must rely on daylight for studying, families are unable to preserve food, and businesses are limited to manual labour and overall socioeconomic potentials unrevealed.

The absence of electricity hampers development, keeping communities trapped in a cycle of poverty and isolation.

Though rich in tourism, agriculture and fish processing, they are unable to tap that potential to develop.

"We have so much potential here," says Master Red, a fisherman and a family man in Lala.

"But without electricity, we cannot keep up with the rest of the country—our world is limited to the islands, our children can't compete in school, and we can't improve our livelihoods."

Fishmongers including Adjo, Aku's mother travel hours each day across the Volta Lake to a neighboring Kete Krachi or Defor Bator, just to charge her phone or buy ice cubes to preserve fish.

It's a routine that consumes both time and money, resources that are already in short supply, not to talk about the risks associated with transportation on the lake.

"It feels like we're stuck in time," she says.

"The world is moving forward, but we are left in the dark."

The Role of Climate Finance

At COP29, the focus on climate finance is more important than ever. The term "Financial COP" coined by the meeting reflects the growing realisation that addressing climate change—and its impact on vulnerable communities—requires significant financial resources.

"Africa is receiving less than two per cent of global investments in renewables. We need to close this gap, and we need to close it quickly. We need to mobilise financing at a much larger scale," says Mette Frederiksen, Prime Minister of Denmark at an International Renewable Energy Agency side event at COP29.

This underinvestment, she says, has left a significant portion of the population without adequate energy access and has stifled the continent's potential to be a major player in global markets.

"Despite their significant needs and abundant resources, African countries have struggled to attract substantial financial investments as least-developed countries are often considered high-risk. To attract the necessary capital, Africa needs innovative financing mechanisms, including green bonds," says Dr. Kwaku Afriyie, representing the President of Ghana.

He adds, “we need to reform financial systems.

“It is important to note that multinational financing windows are not currently readily available to finance major clean and sustainable energy projects. Given this, we may have to fast track the operationalisation of the Africa Energy Bank to primarily fund transformational energy infrastructure projects,” says Mr Seth Mahu, Director Renewable Energy, representing the Energy Minister of Ghana at the High-Level Ministerial Level on Reshaping the Landscape for Financing Nuclear New Build.

“This will help balance the current investment paradigm in Africa and the rest of the world, bridge electrification access gap, ensuring a more diversified and secured energy future.”

For island communities in Ghana, this means funding for renewable energy solutions that can finally bring electricity to their homes.

In 2009, wealthy nations pledged to provide \$100 billion annually by 2020 to help developing countries mitigate and adapt to climate change. But for communities like Lala, that promise remains a distant dream.

Although Ghana, Kenya and Rwanda are on track to achieve universal energy access by 2030, many African nations are still struggling to secure the necessary funding to develop renewable energy projects that can reach isolated areas.

In Kenya recently, the challenge of finance was echoed by Ministers and Technical officials at the maiden investment forum for members of the Accelerated Partnership for Renewables in Africa (APRA), a collaborative initiative between African governments and international stakeholders, to accelerate renewable energy adoption.

All APRA member countries complained of finance to invest in options like solar power, which experts say, holds immense potential for island communities, but the upfront costs remain high for local governments and residents to bear alone.

For Aku and her family, the lack of electricity is not just an inconvenience—it’s a barrier to progress.

“How can we talk about climate change and the future if we don’t even have lights in our homes?”

Hon Sewu asks, echoing the frustration felt by many, “we need action now, not promises.”

A Focus on Renewable Energy

Ghana’s government has made strides in expanding access to electricity across the country with national access rate at 89 per cent, but island communities remain part of the last mile connection, Seth Mahu, the Renewable Energy tells the Ghana News Agency at the COP29 in Baku, Azerbaijan.

The high cost of extending the national grid to remote areas has left these communities in the dark, both literally and figuratively, he says.

Grid extension to these islands requires a billion dollars in investment.

However, smart renewable energy mini grids will require just a fraction to provide sustainable access to electricity to the dwellers in these islands, says Mahu.

Solar panels can be installed locally, providing a sustainable and long-term source of power. But while the technology is available, the financing to make it a reality is still lacking. This is where COP29 and the focus on climate finance comes in.

The soon to be commissioned three mini-grid plants later in November, 2024, to light up and open up three Island communities- Afklivie, Azizaphe and Alorkpem in the Ada East Municipal Assembly of the Greater Accra Region is a testament that renewable works according to Mahu.

Funded by the Swiss, the 250 kilowatts Solar-BESS-Genset facility, which uses state-of-the-art technology, will provide uninterrupted electricity supply to over 6,000 island dwellers.

For the families in Ghana's island communities, the lack of electricity is more than just an issue of development—it's a matter of equity and justice.

These communities are among the most vulnerable to the impacts of climate change, facing rising waters and unpredictable weather patterns.

COP29 represents a critical moment for communities like Lala. For Master Red, Adjo, Afia, and countless others, the hope is that this will finally be the moment when promises turn into quick action—when the "Financial COP" delivers the funding needed to bring electricity, and with it, a better future.

The climate talks must deliver on its promise of climate finance, not just for large-scale projects, but for local initiatives that can directly benefit people like Afia.

The island communities of Ghana need more than promises—they need the resources to build solar farms, train technicians, and create sustainable energy solutions that will last for generations.

As Afia blows out the kerosene lamp and prepares for another night of darkness, she holds onto a glimmer of hope. "I know that one day, we will have lights," she says softly.

"Maybe, with help, that day will come soon."



Boris Ngounou (Cameroun) ; Cameroun : une synergie d'actions pour rassurer les consommateurs de poissons ; Environnementales, 18 novembre 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://environnementales.com/cameroun-une-synergie-dactions-pour-rassurer-les-consommateurs-de-poissons/>



La pêche illégale dans le Golfe de Guinée représente une perte de plus d'1,2 milliard d'euros pour les États côtiers chaque année, selon le Global Fishing Watch. Face à cette menace, le Cameroun intensifie ses efforts pour renforcer la surveillance maritime, notamment avec le projet « Promouvoir les capacités locales pour lutter contre les effets déstabilisants des navires de pêche étrangers dans le golfe de Guinée et en Mauritanie (DWFV) ». Grâce à des partenariats avec des organisations internationales, le pays s'équipe pour contrer cette crise et protéger sa biodiversité marine.

Le Cameroun, avec ses 400 kilomètres de côtes, est particulièrement vulnérable aux activités des navires de pêche étrangers, souvent accusés d'exploiter les ressources marines locales de manière abusive. Pour remédier à cette situation, le pays s'appuie désormais sur le projet intitulé « Promouvoir les capacités locales pour lutter contre les effets déstabilisants des navires de pêche étrangers dans le golfe de Guinée et en Mauritanie (DWFV) ». Financé par le Département d'État américain à travers l'Ambassade des Etats Unis à Accra, ce projet est piloté par le Centre pour le droit et la sécurité maritimes (CEMLAWS) et le Centre pour la gestion côtière (CCM) de l'Université de Cape Coast et soutenu localement par l'African Marine Mammal Conservation Organization (AMMCO).

L'une des récentes matérialisations de ce projet, c'est l'atelier de formation organisé par CEMLAWS-CCM et AMMCO le 8 octobre 2024 à Yaoundé, en destination des autorités camerounaises en charge de la pêche, des transports et de la sécurité. Entre autres résolutions, les participants ont convenu de la nécessité d'encourager l'adoption de technologies innovantes pour améliorer la collecte de données, la surveillance et la transparence dans les pratiques de pêche, et de promouvoir des campagnes de sensibilisation pour informer les communautés sur l'importance de la conservation marine et des pratiques de pêche durables.

Des résultats prometteurs malgré des défis

Le projet DWFV, à travers l'atelier de Yaoundé et les initiatives régionales passées, ont déjà permis des avancées significatives. « Nous avons constaté une réduction des activités illicites grâce à un meilleur partage des informations et à une réactivité accrue des forces de l'ordre », déclare Elie BADAI, chef de la Brigade de contrôle et de surveillance des activités de pêche au ministère camerounais des Pêches et des Industries Animales (Minepia). En 2023, le pays d'Afrique centrale a radié sept navires inscrits sous son pavillon, pour leur implication dans des activités de pêche INN. Au cours de la même année, les autorités camerounaises ont également interpellé 15 navires suspects et appliqué des sanctions effectives sur quatre d'entre eux. Ces mesures se sont accompagnées de patrouilles conjointes avec le ministère de la Défense et de contrôles réguliers au sein de la zone économique exclusive du Cameroun.

Toutefois, ces efforts ne sont pas sans défis. La vaste étendue du Golfe de Guinée, combinée à des infrastructures parfois obsolètes, rend la surveillance continue difficile. Les coûts élevés liés

à la maintenance des technologies de suivi et au déploiement de personnel formé représentent également un obstacle important. En dépit de ces difficultés, le projet mise sur la formation des acteurs locaux et la sensibilisation des communautés côtières pour assurer une gestion durable des ressources maritimes.

eBourse^{DZ}

Rabah Karali (Algérie) ; Digitalisation de la gestion des déchets, le nouveau point de mire ; Ebourse.dz, 19 novembre 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://ebourse.dz/digitalisation-de-la-gestion-des-dechets-le-nouveau-point-de-mire/>



La 8e édition du Salon international de la récupération et de la valorisation des déchets (REVADE) a été inaugurée hier et se poursuivra jusqu'au 21 novembre. Elle tombe à point nommé avec la présentation hier par la ministre de l'Environnement et des Énergies

renouvelables, Fazia Dahleb, devant les députés, du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 01-19 du 12 décembre 2001, relative à la gestion, la surveillance et l'élimination des déchets. A cette occasion, la ministre a qualifié ce projet de loi de «pas décisif» vers l'amélioration du système de gestion des déchets en Algérie, visant à atteindre les Objectifs de développement durable (ODD), notamment par l'intégration des principes de l'économie circulaire. Organisé par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie et l'Agence nationale des déchets, le REVADE s'inscrit dans un contexte de croissance démographique accélérée et une dynamique sans précédent dans le secteur de l'habitat en Algérie. Il est consacré à la collecte, au tri, au transport, au recyclage, et à la valorisation des déchets. Placé sous le haut patronage du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations et de la ministre de l'Environnement et des Énergies Renouvelables, le slogan de cette version 2024 n'est autre que «La digitalisation de la gestion des déchets est un mécanisme efficace pour promouvoir l'économie circulaire et parvenir au développement durable». Du reste, cette manifestation est destinée à la fois aux professionnels et au grand public, ayant pour objectif de faire découvrir les capacités et les expériences algériennes dans le domaine de la gestion des déchets, notamment au niveau national. Par ailleurs, l'organisation de ce salon va certainement permettre aux participants de créer des espaces d'échanges d'expériences, particulièrement dans le domaine de la gestion des déchets, et pas n'importe comment, mais avec l'appui de la digitalisation de la gestion des déchets. Cependant, concernant les objectifs assignés au REVADE 2024, selon les organisateurs, il s'agit, entre autres, de sensibiliser à l'importance de la récupération et de la valorisation des déchets et à leur rôle dans la protection de l'environnement et le développement durable, d'encourager la coopération entre les différents secteurs pour renforcer les techniques et méthodes de récupération et de valorisation des déchets et d'offrir une plateforme pour présenter les dernières technologies et innovations en matière de gestion et de récupération des déchets. En matière d'économie, beaucoup d'opportunités vont s'offrir aux potentiels investisseurs dans le cadre de l'encouragement des investissements dans les projets de récupération et de valorisation des déchets. D'ailleurs, en soutenant les industries locales et les petites et moyennes entreprises dans le domaine de la récupération et de la valorisation des déchets, cela contribuera à la création de nouveaux emplois. Ainsi, du côté des stands, une pléiade d'activités et d'entreprises représentent le secteur public et privé national et étranger,

activant dans la récupération et la valorisation des déchets, centres de tri et d'enfouissement technique des déchets. Mais aussi des start-up de jeunes porteurs de projets créatifs dans le domaine de l'environnement et de la gestion des déchets, des clubs scientifiques porteurs d'idées innovantes en matière de gestion des déchets, producteurs d'équipements et de services spécifiques pour la collecte, l'élimination, le transport et le recyclage des déchets. Des organismes publics, associations, incubateurs et accélérateurs universitaires, banques et institutions financières, instituts de formation sont également présents dans le salon. Enfin, en cas de réussite du nouveau système de gestion des déchets en Algérie du point de vue financier, cela devrait générer annuellement 151 milliards de DA (967,5 millions d'euros) pour les déchets ménagers et 18,66 milliards de DA (119,3 millions d'euros) pour les pneus usagés, les huiles et les batteries, d'après l'AND. Geocycle, l'activité de valorisation des déchets du groupe Holcim El Djazaïr, qui participe à la 8e édition REVADE, a tenu à présenter ses solutions innovantes pour une gestion durable des déchets, en promouvant une approche «Zéro déchet» pour une Algérie plus verte. Geocycle compte atteindre ses objectifs en matière de respect de l'environnement, qui sont la décarbonation, la circularité et le progrès pour les personnes et la planète. Concernant le progrès pour les personnes et la planète, Geocycle œuvre pour un avenir où les déchets deviendront des ressources locales, créant des emplois et réduisant la dépendance aux matériaux et énergies non renouvelables. L'entreprise s'engage à promouvoir un environnement plus propre tout en soutenant l'économie locale et en garantissant des conditions de travail sécurisées.



Fulbert Adjimehossou (Bénin) ; Bénin : Ce que propose Dr Reynald Santos contre la malnutrition et l'obésité ; IMO, 19 novembre 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://imosciences.com/article/benin-ce-que-propose-dr-reynald-santos-contre-la-malnutrition-et-l-obesite>

Malgré les efforts soutenus du Bénin à travers des programmes et politiques de santé publique, l'alimentation et la nutrition demeurent des défis majeurs, notamment avec le double fardeau nutritionnel (DFN). Ce phénomène, où la malnutrition coexiste avec l'obésité et d'autres maladies chroniques, touche de plus en plus de ménages, tant en milieu rural qu'urbain. Dr Reynald Santos, nutritionniste-diététiste et chercheur en santé publique, a dans sa récente thèse de doctorat en santé publique mené une étude innovante pour évaluer les politiques publiques visant la création d'environnements alimentaires afin de lutter contre la malnutrition et l'obésité dans le pays. Parmi ses recommandations phares, il propose d'intégrer l'éducation à la nutrition dès la maternelle.

Les politiques d'alimentation et de nutrition au Bénin se heurtent à des défis complexes. En effet, l'accès aux aliments nutritifs, la composition et l'étiquetage des produits, ainsi que le coût des denrées, sont des domaines souvent négligés ou insuffisamment réglementés. Cette étude a utilisé l'outil d'évaluation Food-EPI du réseau international INFORMAS, enrichi d'indicateurs spécifiques au Bénin, pour explorer la mise en œuvre des politiques de soutien à un environnement alimentaire sain.

Pour cette étude, Reynald Santos a adopté une approche en trois volets : une revue systématique des facteurs associés au DFN en Afrique, une analyse des contenus des politiques existantes, et une évaluation de leur mise en œuvre. Une équipe d'évaluateurs indépendants et de fonctionnaires béninois a été mobilisée pour comparer les actions locales aux meilleures

pratiques internationales, tandis que des entretiens approfondis ont permis d'identifier les obstacles et leviers essentiels à l'exécution des politiques.

Des progrès mitigés et des défis persistants

Les résultats montrent que 45 % des indicateurs évalués obtiennent une mise en œuvre jugée « très faible », particulièrement dans les domaines de la promotion, de la vente au détail, et de l'étiquetage des aliments. En revanche, des progrès sont notés dans le leadership et la gouvernance. On note un engagement politique fort et visible du gouvernement du Bénin dans le domaine de la nutrition. En témoigne la création d'une Agence Nationale de l'Alimentation et de la Nutrition.

Plus de 116 actions prioritaires ont été identifiées, parmi lesquelles l'éducation alimentaire dès le préscolaire, l'approvisionnement local pour les cantines scolaires, et la mise en place d'un système de surveillance des environnements alimentaires.

Au Bénin, il est urgent d'agir sur plusieurs fronts contre l'obésité et la malnutrition. « Il est essentiel que les enfants apprennent, dès le plus jeune âge, ce qu'est une bonne alimentation. Ça commence par le choix d'aliments sains dès la maternelle », explique Dr Reynald Santos, qui a soutenu sa thèse 08 novembre 2024 à la Faculté des Sciences de la Santé de Cotonou.

Le chercheur appelle au renforcement des effectifs dans les centres de santé, en recrutant des nutritionnistes pour offrir un accompagnement nutritionnel aux patients. Il a aussi suggéré que l'Agence Nationale de l'Alimentation et de la Nutrition mette en place un système de surveillance des environnements alimentaires. « Cela inclurait le suivi de la composition des aliments et les éléments nutritifs préoccupants, la promotion de l'alimentation des enfants et la qualité nutritionnelle des aliments dans les écoles et autres établissements du secteur public », ajoute-t-il.

Des insuffisances à corriger

Au Bénin, au moins 2 adultes sur 10 (23 %) ont un excès de poids, au moins une personne sur 10 (12 %) ont une glycémie trop élevée (risque de diabète), et au moins une personne sur quatre

(26 %) ont une tension artérielle élevée. Chez les enfants, 37 % accusent un retard de croissance, 72 % souffrent d'anémie, et 21 % sont en insuffisance pondérale.

« Notre ambition est de proposer des mesures concrètes pour inverser la tendance, en aidant les décideurs et les populations à faire des choix éclairés. Certains domaines manquent d'informations et de règles, notamment la composition et l'étiquetage des aliments, les prix, la gouvernance (gestion des politiques) et les financements. De plus, il n'y avait aucune information sur les ventes au détail des aliments, le commerce alimentaire et l'intégration de la santé dans toutes les politiques », fait savoir Dr Santos.

En plus de l'éducation nutritionnelle et du renforcement du personnel de santé, l'étude de Dr Santos appelle à l'approvisionnement des cantines scolaires en produits locaux, à l'élaboration de guides alimentaires actualisés, et à des normes strictes pour la composition, l'étiquetage et la publicité des produits alimentaires. « Nous suggérons aussi la mise en place de taxes sur les produits sucrés et riches en graisses saturées, accompagnées de subventions pour les fruits, légumes et céréales complètes, afin de rendre ces aliments plus accessibles ».

Ces mesures, si elles sont appliquées, pourraient transformer en profondeur l'environnement alimentaire au Bénin, en permettant à chacun de faire des choix plus sains pour prévenir les risques liés à la malnutrition et à l'obésité.

« Nous félicitons le Gouvernement du Bénin qui en Conseil des ministres du 24 Juillet 2024 à approuver le document de politique nationale de l'alimentation et de la nutrition 2024-2033. Ce document constituait une grande attente pour les acteurs du secteur. Il permet d'orienter et structurer les actions en matière d'alimentation et de nutrition »

Cette étude met en lumière des avancées notables et des insuffisances majeures dans les politiques alimentaires et nutritionnelles au Bénin. Le gouvernement est encouragé à agir rapidement sur les actions prioritaires identifiées pour transformer les environnements alimentaires et lutter efficacement contre le double fardeau nutritionnel.

TalkAFRICA

Henry Owino (Kenya) ; Solar Powered Irrigation Systems Enabling Off-Grid Farmers to Sustainable Agriculture ; Talk Africa, November 19, 2024.

Tag :

To access the article : <https://www.talkafrica.co.ke/solar-powered-irrigation-systems-enabling-off-grid-farmers-to-sustainable-agriculture/>



Nairobi, Kenya: Majority of Kenya's smallholder farmers largely rely on rainfall to irrigate their crops, as only six percent of farmland in the country is artificially irrigated. The small portion of irrigated farmland is due to challenges of fuel costs or electricity bills powering the generator water pumps.

Small-scale farmers especially from off-grid regions are most disadvantaged as they only rely on rainfall. A few who are able, carry out irrigation using motorized pumps of diesel or petrol powered.

Consequently, rainfed agriculture has got its share of problems such as impacts of climate change; including erratic rainfall patterns (flooding), increased pest and disease outbreaks, and extreme weather events. On the other hand, smallholder farmers within the main grid have an alternative of using geothermal energy or fossil fuel to irrigate their farmlands.

With geothermal energy, the farmers do not need to depend on rainfall which is ever unpredictable. However, using electrical energy or motorized power, the farmers spend some money purchasing fuel and paying electricity bill. This requires farm produce to do well and compensate for the farmer expenses incurred in production.

Unfortunately, high cost of electricity bills and fluctuation of fossil fuel prices have discouraged small-scale farmers from irrigation farming. Traditional irrigation methods as substitutes are costly, labor-intensive, and unsustainable. Particularly regions where water scarcity is a growing concern, it is almost impossible.



These challenges have dwindled farm produce, escalating food shortages, coupled with hunger and poverty in most parts of Kenya.

Off-Grid Energy Solutions to Smallholder Farmers

SunCulture, a Kenya -based technology company and a leader in solar water pumps and irrigation solutions for smallholder farmers, is enabling off-grid regions to excel in agriculture. SunCulture Solar Water Pump is therefore here to offer a diverse value proposition for the underserved regions.

These solar powered irrigation pumps are improving agriculture through off-grid energy solutions. The technique answers one of the most pressing issues, especially the source of energy to smallholder farmers in remote areas.

Samir Ibrahim, is SunCulture's CEO and Co-founder of this company headquartered in Nairobi, Kenya that sells solar irrigation systems to farmers in the country and across Africa. Company founded in 2012 is to help solve daily challenges smallholder farmers endure including time-consuming manual irrigation or reliance on the increasingly unpredictable rains for their crops.

Ibrahim says 12 years later, since his Co-founder Charles Nichols launched SunCulture in Kenya, there has been an upshot of clean energy and 300 percent greater crop yields using 80 percent less water. He estimates technology saves 2 billion liters of water per year.

Co-founder asserts the company is dedicated to improving the livelihoods of smallholder farmers in off-grid regions through solar-powered irrigation solutions. The robust solar irrigation system targets farmland of up to two-acres maximum.

"Our mission is by developing and commercializing life-changing technology that solves the biggest daily challenges for the world's smallholder farmers in remote areas. For instance; develop off grid solar technology to provide farmers with reliable access to water, irrigation, lighting, charging mobile-phone, radio, torch and powering television set," Ibrahim explains.



Meeting the Needs of Smallholder Farmers

John Mwangi, Technical and Sales Person at SunCulture, says modern irrigation technology is not only beneficial to smallholder farmers in remote areas, it is also designed to check on sound and air pollution. The other is contribution to broader sustainable development goals (SDGs) of; Poverty Alleviation, Eliminating Hunger, ensuring Affordable and Clean Energy among other SDGs.

“By integrating off-grid energy solutions into agricultural operations, the sector’s carbon footprint is reduced, costs lowered, and energy efficiency is enhanced. The farmer stands a chance to improve yields and also increase profit” Mwangi points out.

Mwangi clarified that in order to meet farmers’ needs and concerns, the company came up with two main types of Solar Water Pumps: Submersible Pumps and Surface Pumps.



The Submersible Pumps pull water from deep water sources such as wells and boreholes. Again, grouped into three categories; RainMaker2 with ClimateSmart Battery meaning it uses solar panel plus battery (29.6V) as back up, so it operates even on cloudy days. It provides farmers with 4 sprinklers, 4 LED light bulbs, and 2 USB charging ports for radio, mobile-phones, torch, and powering television set.

Second category is RainMaker2 Kubwa with 2 solar panels each with 340 watts, 50 meters (m) electric cable and 50m (40mm) pipe and necessary fittings parts. The third category is ClimateSmart Direct with a single solar panel of 340 watts and 50m electric cable and 50m (25mm) pipe capable of irrigating one acre farmland while the first two irrigates 2 acres.

Solar Surface Pumps suck water from shallow sources such as; seasonal rivers, lakes, dams, water pans, ponds, among others and distribute it across agricultural fields. It has 2 foldable solar panels of 230 watts each, 5m extension cable, 7m steel braided inlet pipe, controller pump, carrier and fitting accessories.

Mwangi says all these solar pumps work greatly when it is sunny apart from RainMaker2 with ClimateSmart Battery. In Kenya, sunny days are the time when most livestock need water and

people need even more water notwithstanding plantations. So, farmers can pump water from various sources and store it in reservoirs for convenient use.

“Farmers residing in remote areas without main-grid connections, solar water pump is an ideal investment instead of fossil fuels. Solar machines are reliable, efficient, effective provided there is sun shining, which is always,” Mwangi encourages farmers.



Farmers Initial Situation and Current State

Kajiado County located 80 km south of Nairobi County, along the Nairobi – Arusha highway, is semi-arid area with local residents predominantly Maasai community. The pastoralists have been hit hard by devastating drought conditions since the 1900s, and are shifting to crop farming as climate hazards are becoming more frequent.

Small-scale farmers are increasingly forming groups to help them combat the effects of climate change using modern agricultural innovations. The solar-powered irrigation system is one technology that has been gaining traction in Kajiado following the high vulnerability of residents to climate change effects despite being the least contributors of greenhouse emissions.

Godfrey Simiyu is one such smallholder farmers in Ilbisil area in Kajiado who have adopted solar powered irrigation systems as off-grid solutions. He admits from the time he began using the new technology to grow tomatoes, onions and kales, there has been a significant increase in yields, improved food security, and enhanced economic stability.



Simiyu emphasizes that off grid solar energy solutions, offers promising options for smallholder farmers in remote areas to make use of clean energy and reduce reliance unlike fossil energy. He supplies tomatoes to Wakulima Market in Nairobi regularly including special orders by institutions.

Initially, Simiyu discloses to have relied on diesel to power generator water pumps incurring hefty costs, polluting air and risking children owing to its flammable or combustible nature. He abandoned it due to the cost of fuel in Kenya which has been increasing for a number of reasons; including taxes, removal of subsidies by the government and soaring global prices of crude oil.

“From the time the government partially removed the fuel subsidy in March 2022, which led to a spike in fuel prices, I resorted to solar powered irrigation systems. Today, the subsidy is

completely abolished and prices are high at Ksh 168- diesel and Ksh 180 -petrol per liter,” Simiyu noted. In Addition, my solar water pump costs me nothing.”

Another reason that pushed Simiyu to adopt the solar system is unpredictable rainfall and so unreliable for agriculture. Rains may delay, come early or come on time but above normal meaning higher than the long-term average to an area, thereby wreaking havoc to plantation and farmlands.

“I used to do traditional irrigation, specifically the pulley system and relied on rainfall and wells and rivers. The method had drawbacks including; intensive labor yet less efficient, time consuming, uneven water distribution and waterlogging to crops,” Smallholder farmer regrets.

Fluctuation of market prices and high cost of production forced Simiyu to take up solar irrigation. He explains smallholder farmers are particularly vulnerable to such effects of unsteady prices of farm input. Again, relying on rainfed agriculture means smallholder farmers benefit in one season which is never cost effective.

“Rainfed agriculture allows smallholder farmers to only produce crops during one growing season per year, making them vulnerable to either droughts or flooding. Worse is limited access to climate-resilient farming practices and resources, exacerbating the farmers’ vulnerability,” says experienced off-grid smallholder farmers.



He noted motorized irrigation used by farmers was mostly inefficient and caused high emissions due to fossil fuels. Switching to solar-powered irrigation systems therefore, reduces greenhouse gas emissions and simultaneously increases farmers' income, food production, and resilience.

Uses and Impacts of Solar Irrigation System

Simiyu discloses he introduced his colleagues to the solar water pump and earned him a part time job as solar products agent in Kajiado County. The title he uses to influence fellow pastoralists who were almost giving up farming and changed their mind purchasing the solar water pump. Though bought it through Pay -As -You -Grow financing and none regrets to date as they benefit greatly.

At Birika area along Kiserian-Isinya main road, in Kajiado West Sub-County, a group of women are making agriculture beautiful, simple and easy to understand through solar powered irrigation systems. In a two-acre farmland, is bee hive of activities with various crops thriving; cabbages, onions, tomatoes, water-lemons, beans, peas, among indigenous vegetables.



According to Anne Naitiku, solar powered irrigation integrated with drip irrigation is consistent and efficient having direct impacts in crop yields and quality. With a steady water supply, crops grow uniformly and healthily, resulting in higher productivity hence food security.

Naitiku says it's easy to manage water resources, optimizing the irrigation process to meet specific needs of crops. Precision in water management leads to improved crop quality and greater returns ensuring steady food supply hence food security and high income from savings throughout the year.

“Switching to solar irrigation systems has helped our group cut off cost of fossil fuel, reliance on rainfall, minimize greenhouse gas emissions and simultaneously increased income, food production and resilience. Personally, technology has assisted me build modern houses, even change lifestyle,” Naitiku reveals.

Subsequently, solar irrigation pumps are efficient, and have helped mitigate risks associated with climate variability. As a result, better health and free from polluted air.



Beatrice Kiloku, lead women group, looked thrilled that no more debts of fuel bills, including initial investment in solar pumps offset by long-term savings of usual fuel expenses. The onward savings have helped individual members pay children's school fees, built modern houses, bought motorbikes for ease of transport and operated a group grocery store.

Kiloku happily disclosed they spend less while growing more. For instance, the lead farmer stated solar irrigation system has enabled more small-scale farmers in Kajiado County affordable and reliable access to clean and renewable energy and water for livestock and crops improving general agricultural production.

“The solar pump system irrigates crops using low pressure spray sprinklers, hoses and drip distribution ensuring efficient water usage. With the solar pump, we grow crops any time of the year as long as there is water source and sunlight,” Kiloku justifies. Again, pumps have low maintenance costs, are portable, and easy to operate.”

Opportunities for Sustainable Agribusiness

The solar pumps are designed to operate efficiently under various weather conditions, ensuring that crops receive adequate water even during power outages or fuel shortages. The reliability of solar pumps means that farmers can maintain their irrigation schedules without interruption, leading to better crop yields, healthier plants and harvest while fresh.

“I would like to confirm and emphasize that pumps are particularly beneficial to smallholder farmers in remote and off-grid areas where access to electricity is limited or nonexistent. Reason being, these pumps operate independently of the grid, making them an ideal solution for remote communities,” Kiloku emphasizes.

Josephine Kosin has been rearing livestock for milk sales and occasionally beef. With the introduction of solar technology, she incorporates both crops and livestock farming hence double benefits.

“Reliable solar pumps in remote regions empower women farmers to improve our agricultural practices and enhance our livelihoods and families. This accessibility has significantly contributed to food security and community developments,” Kosin wholeheartedly stated.



Faith Salau, Agriculture Officer, Kajiado County says she trains pastoralists turning into crops farmers on organic agriculture.

“We have established 100 percent organic farming, incorporating both permaculture designs and a system of syntropic community farming in semi-arid climate,” Salau affirms.

She says farming bridges the gap between the traditional lifestyle of Maasai nomadic pastoralists and the need for food security in an uncertain world. Nestled within a semi-arid environment, mono-crop farming would be impossible without the use of chemical pesticides and herbicides hence encourages permaculture.

Consequently, by combining permaculture design practices with organic farming and regenerative agriculture, the Maasai community will return to be self-sufficient in their food production and not at the mercy of climate change, drought, political instability, or globalization.



Setbacks amid Opportunities

As much as there is compelling evidence on solar irrigation systems contribution to economic growth and improved livelihoods, farmers also report challenges with the technology. These include a need for wider inclusivity through communications, reachable office contacts, improved affordability and need for design solutions. All the two types of solar pumps should have batteries to store energy for use on cloudy days or late in the evening.

Finally, by integrating solar irrigation systems, farmers can embrace sustainable agriculture and ensure reliable water supply for their crops and livestock. As the demand for efficient and eco-friendly farming solutions grows, solar water pumps stand out as key innovation in the agricultural sector.



Albert Oppong-Ansah (Ghana); One million dollar crop insurance premium paid for farmers; Ghana News Agency, November 19, 2024.

Tag : COP 29, IPCC.

To access the article : https://gna.org.gh/2024/11/_trashed/



Baku, Nov. 19, GNA – A crop insurance premium worth one million dollars has been paid to a continental insurance entity, African Risk Capacity, ARC to safeguard farmers whose crops were affected by dry spell this year.

The initiative is being funded by Global Shield Solution Platform (GSSP) an international non-profit organization that aims to increase protection for vulnerable people.

Madam Charlotte Norman, the Director for Climate Change Adaptation and Disaster Risk Reduction at the National Disaster Management Organisation said this at a side event organised by the GSSP at the on-going COP29, Baku, Azerbaijan.

Madam Norman said the GSSP would support in paying the crop insurance premium for the next three years after which the government would be expected to continue.

She explained that working with other relevant stakeholders, a database had been established to facilitate registration and payout process as indicated in the contingency plan.

The payment by GSSP was providing a financial buffer, where funds would be made available after a drought to help stabilize the economy and reduce the need for emergency budget reallocations.

It would allow for more predictable and planned responses to droughts rather than relying on uncertain financial aid or emergency funding.

Madam Norman who is also the Government Coordinator for the ARC Programme said with timely financial support available, households would be less likely to resort to negative coping strategies such as selling assets or reducing food intake.

Ghana, she said, was the first country to have requested for the support in sub-Saharan Africa and was the first beneficiary.

"Aside from the crop insurance, they have supported Ghana to develop a product which would cater for flood in Greater Accra. And all we need is to put that product on the market because the product was developed by us in Ghana. We are actually defining what we want, the costs, everything in that product is country tailored," she said.

Ghana recorded a shortage in cereals this season due to dry spells in Northern parts of Ghana which led to loss of livelihood of farmers. The dry spell has resulted in significant losses for farmers, with an estimated investment loss of GH¢ 3.5 billion and a revenue loss of GH¢10.4 billion.

Mr Lesley Ndlovu, the Chief Executive Officer of African Risk Capacity (ARA) Limited said since its inception in 2012, more than US\$230 million in claims had been paid to countries.

He noted that beneficiary countries including Zimbabwe, Zambia, Mozambique and Malawi had been paid claims close to US\$70 million as a result of the disaster.

Mr Ndlovu said studies conducted by experts, including that of Intergovernmental panel on Climate Change, IPCC indicated that natural disasters in the coming years would intensify, hence the need for more capital.

"All of us can testify to this fact because we see it in our communities, the erratic rainfall patterns, the increasing number of droughts, the increasing number of floods that we are experiencing," he said.

"We were thrilled and delighted that Ghana has taken this proactive step towards disaster risk financing using insurance as a tool. They have joined the community of African countries that are part of the ARC mechanism".

Ms Annette Detken, Head of Global Shared Solutions Platform, said 17 more countries were in line to receive funding to address their climate risk.

Countries including Malawi, Madagascar, Rwanda, Tonga, Samoa, Jamaica, Peru and Pakistan had submitted their expression of interest and were going through needs assessment and prioritisation.

She called on donors to contribute to the kitty to support countries in distress, adding that the platform had 200 million Euros from six donors, Germany, Denmark, Ireland, France, European Union and Luxembourg.

The Global Shield is an international non-profit organization that aims to increase protection for vulnerable people by providing and facilitating substantially more and better pre-arranged finance against disasters.

The African Risk Capacity was set up in 2012 at the request of the African Union Heads of State due to the increasing frequency and severity of natural disasters.

They were also concerned that there was no reliable and consistent way of financing the cost of these disasters. ARC, work with African countries to plan, prepare and respond to natural disasters.



Lenah Bosibori (Kenya); Kenyan CSOs urge african unity to combat hazardous chemicals in plastics, Africa Science News, November 19, 2024.

Tag : GEF, GCF, UNEA.

To access the article : <https://africasciencenews.org/kenyan-csos-urge-african-unity-to-combat-hazardous-chemicals-in-plastics/>



As the world prepares for the fifth Intergovernmental Negotiating Committee (INC-5) on the Global Plastics Treaty in Busan, South Korea, Kenyan Civil Society Organizations have urged African leaders to unite in advocating for a significant reduction in primary plastics production and the elimination of hazardous chemicals in plastics

Speaking during a media breakfast meeting in Nairobi, Griffins Ochieng, Executive Director Centre for Environment Justice and Development (CEJAD), emphasized the importance of solidarity among African nations. "African Countries as net importers bear the brunt of plastic pollution," said Ochieng. "Previous negotiations have seen petrochemical companies dominate the discussions, sidelining the voices of High Ambition Countries."

Ochieng further noted that it is time for African leaders to stand united and demand a treaty that prioritizes eliminating hazardous chemicals, ensures transparency, and includes mechanisms for labeling, tracking, monitoring, and data-sharing.

In March 2022, the United Nations Environment Assembly (UNEA) passed a resolution to establish the INC to negotiate a legally binding instrument to end plastic pollution, including marine pollution. The upcoming meeting in Busan, Korea, of the INC-5 is the fifth and final meeting and is pivotal as it aims to finalize the treaty by the end of 2024.

"We are facing a global plastics crisis with global production significantly outpacing our ability and capacity to soundly and sustainably manage our waste," added Ochieng. "An approach based on national rules would make the Treaty largely ineffective. Global legally binding measures would instead create a level playing field for all countries and economic actors and ensure that meaningful global mechanisms exist to reduce plastic production."

Led by CEJAD and Heinrich Böll Foundation Nairobi, the CSOs emphasized the need for a global solution for plastic pollution and a legally binding instrument that addresses the full cycle of plastics with direct, definitive and obligatory language to ensure that provisions set by the treaty create mandatory binding obligations on its Parties.

Globally, plastic production has more than doubled in the last 15 years, with global output reaching 400 million tonnes annually. Less than 10% of this plastic is recycled, leaving waste to accumulate in ecosystems, harming biodiversity, and burdening marine and terrestrial environments. Plastic pollution is not just an environmental issue but also a climate, health, and social justice crisis.

Globally, plastic production has more than doubled in the last 15 years, with global output reaching 400 million tonnes annually. Less than 10% of this plastic is recycled, leaving waste to accumulate in ecosystems, harming biodiversity, and burdening marine and terrestrial environments. Plastic pollution is not just an environmental issue but also a climate, health, and social justice crisis.

Waste pickers are disproportionately affected, despite their significant contribution to plastic collection, sorting and recycling of plastics in many countries, especially those in the informal sector. Women waste pickers in particular are especially vulnerable.

In Kenya alone, women represent a substantial number of between 40% – 50% of waste pickers in urban areas like Nairobi, Kisumu, and Mombasa. Laws and policies that safeguard their well-being and economic status are most often ignored.

Joyce Wangari, a waste picker from the Nairobi Recyclable Waste Association, urged leaders to champion policies that protect informal workers: "African leaders must ensure that a just transition for waste pickers is captured in the treaty. This includes access to safe, dignified, and regulated employment, skill development, fair wages, and social protections."

The availability and adequacy of the existing funding mechanisms of the implementation of the Plastic treaty were also discussed. A robust international treaty will require a predictable, and sustainable financing mechanism that includes a dedicated multilateral fund. The funding model should also ensure that financing of the implementation of the treaty is shouldered by the polluting countries.

"Currently the Global Environment Facility (GEF) and the Green Climate Fund (GCF) are not an adequate pool of financing for the implementation of the Plastic Treaty", stressed Dorothy Otieno, Programme Officer at CEJAD.

The future Treaty must be able to mobilize sufficient and appropriate funding to support a just transition and enable developing countries to comply with the treaty provisions. The negotiations on financing should also consider methods based on the polluter pays principle and ensure that the costs of the impacts of plastics are absorbed by the producers.

Kenya has been a vocal supporter of a high-ambition treaty addressing the entire lifecycle of plastics, from production to disposal. As the final INC meeting takes place from November 25 to December 1, 2024, African leaders have the opportunity to strengthen their collective position and demand decisive action.

Faiba Kombo, Communication Programme Coordinator, Heinrich Böll Foundation, noted, "This is a critical moment for Kenya and Africa to listen to their civil societies and jointly champion a treaty that addresses the global plastics crisis and ensures the protection of our people's health and environment."



Rivonala Razafison (Madagascar) ; Un modèle de réussite de restauration écologique à grande échelle à Madagascar ; Mongabay, 20 novembre 2024.

Tag : CIRAD, COP 15, COP 16, CNULCD, FAO.

Pour accéder à l'article : <https://fr.mongabay.com/2024/11/un-modele-de-reussite-de-restauration-ecologique-a-grande-echelle-a-madagascar/>



- Le moteur de recherche Ecosia finance trois projets de restauration écologique à grande échelle à Madagascar.
- L'un d'eux dans la pointe sud-est de l'île allie à la rigueur scientifique la pleine implication de la communauté dans toutes les activités sur le terrain.
- L'initiative est en cours de certification internationale au regard des objectifs du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal adopté en 2022.
- Mais, à Madagascar, les agissements de certains politiciens nuisent souvent au bon déroulement des actions de conservation et de restauration.

TAOLAGNARO, Madagascar — Sous un soleil de plomb, Vêdea, 35 ans et mère célibataire avec quatre enfants à charge, travaille seule dans son champ de patates douces. Dans sa localité, les tubercules assurent l'essentiel de l'alimentation de la population. Armée d'une bêche adaptée

à sa taille, la paysanne entretient ses cultures, vitales pour sa famille. Suivant un rapport récent de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les femmes produisent jusqu'à 80 % des produits alimentaires dans les pays en développement. Mais le climat d'aujourd'hui, de plus en plus instable, a parfois raison de l'abnégation des agriculteurs.

Pour Vôdea, une alternative se présente à proximité. De temps à autre, elle participe aux activités payantes sur la pépinière géante baptisée Ramy – désignant une plante endémique de Madagascar connue sous le nom scientifique de *Canarium madagascariense* – à Ebobaky dans la commune d'Ankaramena, district de Taolagnaro, l'extrême sud-est de la Grande île. Des dizaines d'autres résidents, avec une présence féminine remarquable, prennent également part. Ce gagne-pain, même temporaire, est indispensable dans le monde rural où le salariat est un mot vide de sens.

Depuis 2021, les communautés environnantes ont été pleinement associées à un projet de restauration écologique à grande échelle appuyée par le moteur de recherche Ecosia, créé en 2009, en Allemagne, par Christian Kroll, qui réinvestit ses profits dans le financement des initiatives similaires dans le monde. Son appui a permis de planter 200 millions d'arbres dans plus de 35 pays, d'après l'information lue sur son site web. La réserve spéciale d'Ambatotsirongorongo (1 033 hectares), à cheval entre cinq communes sur le littoral dont Ankaramena, figure sur la liste des bénéficiaires.

Valorisation des espèces autochtones

L'opération sur ce site, l'un des trois financés par Ecosia sur l'île, consiste à planter chaque année 1,361 million d'arbres sur quatre ans. Un million d'entre eux, soit 400 ha d'arbres sont des espèces autochtones, dont l'identification relève d'une œuvre collective avec la communauté. La *Canarium madagascariense* est parmi elles.

S'y ajoutent un lot annuel de 325 000 arbres à croissance rapide, dont des acacias, destiné à renforcer un pare-feu de 25 kilomètres de long ceinturant le site de restauration et 36 000 plants d'eucalyptus par an, distribués aux habitants, pour la production de bois de chauffe, afin de les amener à ne plus dépendre de la forêt naturelle, pour leurs besoins. Pour ce faire, douze

pépinières, avec celle à Ebobaky, sont implantées autour de la réserve spéciale contre quatre au départ.

« Les opérations de reboisement sont familières à Madagascar. Mais la valorisation des essences autochtones, avec une telle envergure, y est de rare occurrence », dit Jean Philippe Palasi, directeur exécutif de l'Initiative pour le développement, la restauration écologique et l'innovation (INDRI), dont une équipe a visité la réserve spéciale du 19 au 20 septembre 2024 (...). Entre autres, cette organisation, basée à Antananarivo, a le mérite d'avoir partagé en juin tous les secrets de la reforestation en dix principes.



Vôdea, la femme célibataire de 35 ans, qui a quatre enfants à charge travaille seule dans son champ de patate douce situé en bas du site de restauration écologique d'Ambatotsirongorongo. Image de Rivonala Razafison pour Mongabay.

Pour la reforestation autochtone dans la pointe sud-est de Madagascar, la Tropical Biodiversity & Social Enterprise (TBSE), ayant son siège à Taolagnaro, la capitale régionale d'Anôsy, la pointe sud-est malgache, prend le taureau par les cornes. Puisque le temps de reconstitution de la forêt après déforestation est long, l'entreprise a établi en 2022 un contrat de 20 ans avec Ecosia, après une année d'essai en 2021, pour protéger et restaurer la réserve spéciale avec ses trois fragments de forêt à savoir Ambatotsirongorongo, Bemanasa et Lavasoa, perchés sur des hauteurs surplombant les champs de diverses cultures paysannes, dont celui de Vôdea. « La TBSE s'applique à connecter ces lambeaux par la restauration des forêts dégradées tout autour

et la conservation », a dit à Mongabay Jean-Baptiste Ramanamanjato, biologiste et gérant de l'entreprise privée, lors d'une rencontre à son bureau, le 17 octobre dernier. D'une superficie totale estimée à 500 ha, soit environ 715 terrains de foot, ces fragments et les broussailles autour d'eux ont une composition floristique et faunistique unique à Madagascar. Situés sur une zone de transition entre la forêt sèche et la forêt tropicale humide, ils forment un site de rencontres pour des espèces présentes dans ces deux différents types d'habitat. Ils abritent ainsi des espèces, qui n'existent nulle part ailleurs au monde. En tête de la longue liste, figurent le petit lémurien nocturne *Microcebus manitatra*, parmi les 25 primates les plus menacés au monde de 2018 à 2023, et le gecko diurne nommé *Phelsuma antanosy*, observé également à Sainte Luce, dans une aire protégée localisée non loin de là. « La particularité de cette zone géographique attire tant de chercheurs », a ajouté Ramanamanjato.

Elle était riche en couvert forestier auparavant. « Une forêt dense couvrait les collines autour de nous en 1972-1975. La richesse faunistique et floristique de notre région était alors restée intacte », se souvient Maka Mahavelo, 60 ans. Ce résident de Sarisambo, le chef-lieu de la commune éponyme, l'une des cinq concernées par la restauration écologique, est parmi les témoins oculaires du déclin progressif du couvert forestier local, à cause surtout de la culture sur brûlis. Il préside, depuis 2010, le comité de cogestion (COGES) de la réserve spéciale d'Ambatotsirongorongo.



Oliva Ruffin Rabeniazy, responsable de la station de recherche de Manitatra, et un de ses collaborateurs, Tsiroahy Sambo, inspectent le terrain de reboisement sur le site de restauration écologique d'Ambatotsirongorongo. Image de Rivonala Razafison pour Mongabay.

La structure, redynamisée, dès le début de l'intervention de l'Ecosia/TBSE, inclut les autorités locales dont les maires et les associations villageoises protectrices de nature ou VOI. « J'ai encore vu des arbres qui ont poussé sur les bassins versants proches de notre village une décennie passée », corrobore Tsirokafa Sotamia Razafy, 32 ans, un patrouilleur au fokontany (la plus petite unité administrative dans le système malgache, ndlr) d'Amboavola, Sarisambo. La TBSE en recrute deux dans chacun des quatorze fokontany environnant la réserve spéciale afin de la surveiller tous les jours et de donner immédiatement l'alerte. Les patrouilleurs ont reçu de la direction régionale de l'Environnement et du Développement durable (DREDD) d'Anôsy, des formations sur leurs rôles et leurs responsabilités.

Depuis 2023, les fokontany ciblés ont chacun un comité de lutte anti-feux, avec huit membres dotés d'équipements adéquats, et une association villageoise fonctionnelle. « Ils sont nos collaborateurs à la base. En tant que premiers bénéficiaires, ils doivent prendre conscience du besoin impérieux de protéger la forêt », affirme Tsirivelo Ratovoson, directeur technique de la TBSE. Selon ce responsable, la coupe sélective, les feux et les animaux en divagation, outre le défrichement massif, ont accéléré la dégradation sinon la disparition du couvert forestier de la localité.

Des projets de conservation ont été mis en œuvre pour tenter de renverser la tendance en limitant les pratiques contribuant à la perte de la biodiversité. L'obtention du statut de réserve spéciale d'Ambatotsirongorongo aux termes d'un décret provient des initiatives anciennes. Certes, une identification réalisée en 2000 l'a inscrite sur la liste des quatre zones de conservation prioritaires, dans la région Anôsy, sous l'impulsion d'un projet financé par la Banque mondiale.

Les vicissitudes sociopolitiques, qui ont ponctué la vie nationale au cours de ces dernières décennies, ont pourtant annihilé les résultats escomptés. Les effets néfastes du changement climatique et la sécheresse chronique affectant le Sud malgache, exacerbés par la destruction du milieu naturel, ont en même temps commencé à peser lourd sur le quotidien des habitants qui, malgré eux, ont trouvé, en les ressources forestières à portée de main, un ultime moyen de survie face aux conditions exténuantes. « La dégradation des forêts peut souvent avoir un impact sur une zone plus vaste que celle des déforestations complètes, et elle est à l'origine

d'importantes émissions de carbone et d'une perte de biodiversité », note le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) dans une publication récente.

« De rudes sécheresses nous ont frappés. La terre ne produisait rien. La vie était très dure. Les gens vendaient en vain des terrains agricoles. Ils n'avaient pas de bœufs (la banque des ruraux au pays, ndlr) », témoigne Imbola, 60 ans, président de la VOI à Amboavola. Selon ses dires, les habitants étaient forcés de fabriquer du charbon au détriment de la forêt. Ils la détruisaient aussi pour y planter des citrouilles et des tomates. « Les épisodes les plus dévastateurs ont eu lieu entre 2014-2015 et 2018-2019 », affirme Razafy. Ialy Tsimijaly, 70 ans, chef de fokontany d'Amboavola depuis 1996, confirme ces faits.



La portion de forêt de Lavasoa et la vallée qui donne accès au village d'Amboavola. Image de Rivonala Razafison pour Mongabay.

Les forêts tropicales sont essentielles au maintien d'une grande biodiversité et à l'atténuation du changement climatique, rappellent les chercheurs du Cirad. Mais, quand la TBSE a décidé en 2020 de prendre en main le destin de la réserve spéciale, elle a été en présence de fragments

de forêt, presque en agonie, qui ont pu échapper aux années de massacre. La vue de l'écosystème en ruines aurait découragé.

Toutefois, le sauver de la descente aux enfers est encore faisable. L'entreprise a alors fait sienne une visée à concrétiser : déployer sur ce terrain de désolation des efforts de restauration écologique active et passive. L'établissement d'un lien avec Ecosia, l'année suivante, transformera le rêve en réalité, à en croire Ramanamanjato.

Important investissement

La TBSE entame, en ce moment, la quatrième année de son intervention à Ambatotsirongorongo, pour laquelle environ 1,4 million de dollars ont été investis jusqu'à maintenant, d'après l'information fournie par Antonia Burchard-Levine, Network & Impact officer chez Ecosia. Même à trois années d'existence, le projet est considéré comme un modèle de gestion réussie. « Il est bien géré », a dit lors d'un bref entretien en ligne Tojotsara Ratefason, directrice des Aires protégées, des ressources naturelles renouvelables et des écosystèmes au sein du ministère de l'Environnement et du Développement durable.

L'entreprise a été à juste titre fondée en 2016 par des écologistes et des biologistes. Elle compte à son actif plus de 20 ans d'expertise en restauration écologique des forêts littorales, en particulier celles se trouvant en zones humides après exploitation minière. De fait, elle est une émanation de la compagnie minière QIT Madagascar Minerals Sa, détenue à 80 % par le groupe minier multinational anglo-australien Rio Tinto et à 20 % par le gouvernement de Madagascar, la deuxième plus grande activité minière sur l'île souvent citée par la presse internationale.

La démarche adoptée par la TBSE, à Ambatotsirongorongo, allie à la rigueur scientifique la réelle implication de la communauté en valorisant ses expériences. « Nous accordons une grande place à la pleine collaboration avec la communauté. Les activités sont taillées à la mesure de ses besoins pour que les résidents cessent la destruction de la forêt », a dit Ramanamanjato. Les réunions annuelles avec la COGES déterminent les plans de travail à mettre en œuvre.



Quelques membres de la communauté rencontrés sur le site de la pépinière “Ramy” à Ebobaky. Image de Rivonala Razafison pour Mongabay.

Dans la mesure du possible, la communauté est associée à toute intervention sur le terrain, de la plus petite à la plus grande comme la collecte de graines, l’entretien des pépinières, la trouaison, le transport et la mise en terre des jeunes plants. Les VOI elles-mêmes fournissent la main-d’œuvre communautaire en sélectionnant les personnes appelées à contribuer. Le paiement se fait une fois par semaine ou une fois par mois, selon un accord préalable. « Les gens réduisent leur dépendance vis-à-vis de la forêt lorsqu’ils tirent profit du projet. De la sorte, ils sont responsabilisés et initiés à l’éducation environnementale », affirme Rivo Rajoharison, responsable du programme de restauration chez TBSE.



Le président du comité de cogestion Maka Mahavelo en train de fouiller un document au sujet de la forêt d’Ambatotsirongorongo. Image de Rivonala Razafison pour Mongabay.

La politique de l'entreprise lui interdit d'employer les moins de 18 ans. Par contre, une attention particulière est accordée aux femmes. Dans plusieurs régions de Madagascar, surtout dans le Sud, les femmes et les filles, comme Vôdea, subissent des difficultés accrues, en majeure partie imputées au changement climatique et à l'échec des gouvernances. Puisque ces catégories vulnérables font preuve d'un leadership remarquable face à la sécheresse, à la lumière du rapport de la CNULCD et de la FAO, elles sont à l'avant-garde de la lutte contre le déclin environnemental et, par ricochet, à la lutte contre la perte de la biodiversité, l'une des trois plus grandes menaces au monde, aujourd'hui amplement débattues lors de sommets mondiaux comme la dernière édition de la Conférence des Parties (COP16) à la Convention des Nations unies sur la diversité biologique à Cali, en Colombie, du 21 octobre au 1er novembre.

Stratégie de recherche-action permanente

Selon la convention de la TBSE avec Ecosia, 80 % des arbres plantés, vivants et non brûlés, doivent grandir sur un sol rocailleux et à climat relativement rude. Pour en assurer le plein succès, la vallée dans la zone tampon nord du site, appelée Manitatra, est depuis l'année passée dotée d'une station de recherche éponyme destinée à accompagner, jusqu'en 2045, la protection de la nature et la restauration écologique sur celui-ci et à valoriser les recherches et développement de l'écotourisme. La TBSE coopère aussi avec des universités malgaches et étrangères pour l'enrichissement de l'expertise technique de son équipe. L'échange d'expériences continu avec d'autres acteurs de restauration nationaux va dans le même sens.

« Par-delà l'obligation de résultat, nous nous en tenons à une recherche-action permanente pour prévenir les avatars des conditions physiques peu clémentes du site », a dit Rajoharison. Les espèces à planter sont ainsi choisies en fonction de la nature du sol étudiée préalablement. Le rôle de la communauté est une fois de plus indispensable à ce propos. Elle connaît les types de plantes adaptées et susceptibles de mieux résister en tenant compte de la nature du sol. « La maîtrise d'un certain nombre de paramètres est cruciale sans perdre de vue les aspects financiers en termes de coût et bénéfice », a ajouté l'expert. S'additionne à l'approche valorisée l'expérimentation de la technique de foxhole.



Un morceau de la forêt de Bemanasa, habitat du petit lémurien *Microcebus manitatra*, et ses bas-fonds à proximité du village d'Amboavola, Sarisambo. Image de Rivonala Razafison pour Mongabay.

Plusieurs experts à Madagascar haussent souvent le ton sur la négligence à l'égard du suivi des reboisements au pays. La restauration écologique à Ambatotsirongorongo, quant à elle, fait l'objet d'un suivi aux normes intégrant la télédétection satellitaire de haute précision via l'application AkvoFlow. Cette fonction consiste à enregistrer les données sur le terrain, qui seront transmises à un serveur.

En outre, chaque opération est suivie d'une évaluation immédiate. Les indicateurs de performance sont donc disponibles en temps réel. En vue de sa durabilité, la restauration écologique sur la réserve spéciale est en tout cas sous contrat de certification internationale avec The Global Biodiversity Standard.

Il s'agit d'un système de certification indépendant développé par une coalition d'experts mondiaux, qui reconnaît les projets protégeant, améliorant et restaurant la biodiversité. Grâce à un processus d'évaluation normalisé sur site, mené par des centres régionaux de biodiversité et à des critères de certification rigoureux, les projets doivent pouvoir démontrer des effets positifs sur la nature et les écosystèmes. « La norme a été élaborée pour soutenir les objectifs du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, adopté à la COP15 en 2022 », a dit à Mongabay Ramanamanjato. Missouri Botanical Garden s'en occupe pour le projet de TBSE.

Ce label pour un reboisement durable a été présenté à la COP16 qui s'est clôturée sur une note d'insatisfaction quand les délégations ne sont pas parvenues à adopter la décision sur la stratégie pour mobiliser 200 milliards de dollars par an, à l'horizon de 2030, pour la mise en œuvre du Cadre mondial de la biodiversité. En effet, la sauvegarde de la nature nécessite une astronomique somme estimée à 700 milliards de dollars par an.

De ce fait, la sécurisation des sites de restauration écologique, afin de laisser la nature en paix, condition indispensable au mécanisme de régénération naturelle favorable à l'apparition et à la croissance des espèces pionnières au plan de la gestion floristique, est capitale, d'où la création des pare-feux, la mise en place des comités de lutte anti-feux et l'organisation des patrouilles régulières. Les profits tirés par la communauté du projet à Ambatotsirongorongo l'amènent à adhérer à ce principe. Mais, comme il convient de viser le long terme, une approche mettant en exergue la dynamique d'agroforesterie est déployée.



Exemples d'essences autochtones déjà plantées sur le site de restauration écologique d'Ambatotsirongorongo.

Image de Rivonala Razafison pour Mongabay.

Grâce à elle, les paysans locaux reçoivent des quantités d'arbres fruitiers et à usage domestique pour qu'ils abandonnent les vieilles habitudes même si les pressions ne sont pas totalement enrayerées. Les bénéficiaires directs incarnent ainsi le profil-type des paysans modèles pour le reste de la communauté. « La disponibilité de jeunes plants est un problème pour les gens qui ont grandement besoin de les planter sur leurs parcelles, car ils ne peuvent plus toucher à la

forêt », a dit Mahavelo. Son propos dénote le changement de comportement des habitants malgré les frustrations sporadiques liées à la difficulté de dompter l'instinct de prédation.

Madagascar entend populariser dorénavant le mode de cuisson propre pour renforcer la protection de la nature par la baisse des pressions sur les forêts naturelles. Une telle initiative mettra sûrement du temps à atteindre les habitants autour de la réserve d'Ambatotsirongorongo. Mais ceux-ci ont déjà conscience des erreurs du passé et de la nécessité urgente de préserver la forêt pour leur bien-être. « Nous nous réjouissons des pépinières installées par TBSE autour de nous. Elles nous appartiennent, car la forêt qui sera restaurée bénéficiera à nos enfants », a affirmé Imbola qui a ajouté : « Nous sommes vaincus. Sans la forêt, il n'y a pas de pluies et nous ne pouvons pas cultiver. Voilà pourquoi nous protégeons la forêt ».

Outre l'insécurité rurale qui prévaut dans de nombreuses régions, les agissements de certains politiciens nuisent souvent au bon déroulement des actions de conservation et de restauration. De temps à autre, ils tapent sur la table pour soi-disant défendre les droits des communautés affectées par les projets. « Il y a des moments où il nous est impossible d'agir. Nous sommes contraints de marcher sur les œufs tout en gardant un œil attentif sur les objectifs de la conservation. Des politiciens prennent l'application des mesures de conservation pour un acte de déstabilisation sociale », a dit Hamja Andriniaina, chef service régional des forêts auprès de la DREDD d'Anosy.

SAHEL  **TRIBUNE.COM**
Actualité et information en continu

Fousseni Togola (Mali) ; COP29 : le Mali, acteur engagé dans la lutte contre les dérèglements climatiques ; Sahel Tribune, 21 novembre 2024.

Tag : CCNUCC, COP 29.

Pour accéder à l'article : <https://saheltribune.com/cop29-le-mali-acteur-engage-dans-la-lutte-contre-les-dereglements-climatiques/>



Le Mali, par la voix du Général Abdoulaye Maïga à la COP29, réaffirme son engagement face aux défis climatiques avec des initiatives concrètes et un appel à une solidarité internationale accrue.

À l'occasion de la 29^{ème} Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (COP29) qui se tient à Bakou, Azerbaïdjan, depuis le 11 novembre, le Général de Division Abdoulaye Maïga, ministre d'État et ministre de l'Administration territoriale

et de la Décentralisation sortant du Mali, a livré un discours poignant, le 19 novembre 2024, mettant en lumière les défis environnementaux, sociaux et économiques que traverse le pays.

Un contexte marqué par les catastrophes climatiques

Dans son intervention, Abdoulaye Maïga a rappelé avec gravité les conséquences dévastatrices des changements climatiques sur le Mali. « Les impacts désastreux des inondations récurrentes ont provoqué des pertes en vies humaines, des dégâts matériels et une dégradation des infrastructures de base », a-t-il déclaré. Ces catastrophes ont conduit le gouvernement malien à décréter l'état de catastrophe nationale en août 2024, en vue de prendre des mesures urgentes pour venir en aide aux victimes.

Le ministre a également souligné que « le Mali, comme tant d'autres nations, est confronté de manière aiguë aux effets néfastes des changements climatiques », aggravant l'insécurité alimentaire et compromettant la stabilité socio-économique du pays.

Engagements et initiatives concrètes

S'inscrivant dans un processus de transition, le Mali aspire à une refondation de l'État intégrant la lutte contre les changements climatiques. Abdoulaye Maïga a réaffirmé l'engagement du gouvernement à travailler sur plusieurs fronts : « La restauration de la sécurité, la préservation de la paix, et la souveraineté véritable de notre État sont des priorités. »

Face à ces défis, le Mali a dévoilé un plan ambitieux en faveur de l'environnement et de l'énergie renouvelable. Parmi les mesures annoncées :

- Un reboisement massif de 100 000 hectares par an ;
- La restauration des terres dégradées et l'aménagement de 150 000 hectares de forêts ;
- La réalisation de quatre centrales photovoltaïques pour une capacité totale de 400 mégawatts d'ici 2024.

Ces initiatives visent à augmenter de 10 % la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique national d'ici 2030. « Ces investissements permettront non seulement de renforcer

notre résilience climatique, mais aussi de promouvoir un développement durable au bénéfice des populations vulnérables », a précisé Abdoulaye Maïga.

Une solidarité régionale et internationale

En rappelant l'importance de la coopération régionale, le ministre a mentionné les efforts conjoints des pays membres de la Confédération des États du Sahel (AES). Cette entité, présidée pour la première fois par le Mali, a lancé des initiatives concrètes telles que le programme « 1 000 forages pour l'espace AES » afin de garantir l'accès à l'eau potable aux populations.

Il a également appelé les grandes puissances à honorer leurs engagements financiers. « Le continent africain, responsable de seulement 4% des émissions mondiales, subit disproportionnellement les effets dévastateurs du réchauffement climatique. Il est impératif que les promesses faites lors des précédentes COP soient tenues », a-t-il insisté.

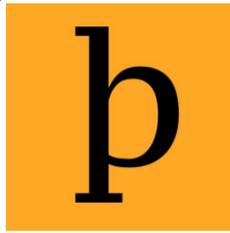
Une réforme du financement climatique

Pour répondre aux besoins des pays en développement, Abdoulaye Maïga a plaidé pour une réforme de l'architecture financière mondiale. Il a demandé une meilleure implication des banques multilatérales et des institutions financières internationales pour soutenir des projets d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques.

Le ministre malien a souhaité que la COP29 dépasse les simples engagements diplomatiques pour devenir un véritable tournant dans la lutte collective contre le réchauffement climatique. « Le Mali formule le vœu que cette COP29 marque un tournant décisif dans notre combat collectif pour la survie de notre planète et le bien-être des générations futures », a-t-il déclaré.

Par ce discours, le Mali affirme son rôle actif sur la scène internationale en matière de lutte contre le changement climatique, tout en plaçant au cœur de ses priorités le bien-être de ses citoyens et la sauvegarde de son patrimoine environnemental.

La Conclusion des discussions lors de la COP 29 seront connues demain vendredi 22 novembre 2024, lors de la clôture de cette 29ème édition.



Eric Ojo (Nigeria) ; Africa needs \$2.7 trillion by 2030 to combat climate change ; Pluboard, November 21, 2024.

Tag : AfDB, UNDP, OECD, COP 29, CIF, UNOPS, USAID.

To access the article : <https://pluboard.com/2024/11/21/environment/climate-change/africa-needs-2-7-trillion-by-2030-to-combat-climate-change/>



Climate activists take to the streets at the Africa Climate Summit in Nairobi, Kenya, urging the African Union to lead by example and protect African biodiversity, end fossil fuels driving catastrophic climate change and invest in real solutions by shifting to solar and wind energy. Credit: Greenpeace

Africa currently requires approximately \$2.7 trillion by 2030, an equivalent to \$400 billion annually, to effectively combat climate change, according to a projection by the African Economic Outlook (AEO) Report.

The AEO Report is the product of close collaboration between the African Development Bank (AfDB), the centre for Organization for Economic Co-operation and Development (OECD) and the United Nations Development Programme (UNDP).

The report bridges a critical knowledge gap on the diverse socio-economic realities of African economies through regular, rigorous, and comparative analysis. It provides short-to-medium term forecasts on the evolution of key macroeconomic indicators for all 54 regional member countries, as well as analysis on the state of socio-economic challenges and progress made in each country.

Climate change remains a growing threat to lives and livelihoods in Africa. It has resulted in extreme weather events, which disproportionately affect the continent, with severe economic, social, and environmental consequences for its people.

The report was made public at a high-level dialogue on innovative climate finance solutions for Africa on the sidelines of COP29, the United Nations (UN) global climate conference currently underway in Baku, Azerbaijan.

Hosted at the Multilateral Development Banks' Joint Pavilion, the event brought together prominent decision-makers from governments, fund coordinators, private sector leaders, philanthropies, and civil society organizations. Discussions emphasized the urgent need for increased climate finance contributions and stronger partnerships.

Who said what?

AfDB's Vice President Kevin Kariuki, the Bank's Manager for Climate and Environment Finance, Gareth Phillips, outlined Africa's significant financing gap at the meeting.

Despite the huge financial gap, according to them, Africa received just \$47 billion in 2022, accounting for only 3.6% of global climate finance. "While the Bank's record \$5.8 billion investment in climate adaptation and mitigation last year marks progress, it remains insufficient. We must dramatically accelerate our efforts to mobilize climate finance," they added. The Bank's representatives also showcased several ambitious initiatives to bridge this gap, including establishing Green Banks, expanding support through the Climate Action Window, creating new revenue streams for adaptation actions through the Adaptation Benefits Mechanism, the African Adaptation Acceleration Programme, and increasing focus on carbon markets, nature-based solutions and biodiversity conservation.

While addressing the meeting, the Chief Executive Officer (CEO) of Climate Investment Funds (CIF), Madame Tariye Gbadegesin, underscored the organization’s catalytic role in scaling solutions.

“CIF helps Multilateral Development Banks innovate and address complex, high-risk areas. With over \$12 billion in funding supporting nearly 400 projects in more than 80 low- and middle-income countries, our work spans renewable energy, nature-based solutions, and the coal transition. With its unique vulnerabilities and immense potential, Africa stands at the forefront of the climate change challenge,” she said.

Similarly, the Regional Director for Africa, UN Office for Project Services (UNOPS), Ms. Dalila Goncalves emphasized the pivotal role of non-financial institutions, like UNOPS, in facilitating effective utilization of climate finance, especially in fragile and high-risk environments.

The dialogue also featured insights from Mr. Vomic Nur Shah, Global Head of Origination of the United Kingdom (UK) Export Finance, who stressed the importance of collective action and explained how sustainable economic growth in Africa can be accelerated by complementing the private market investments with insurances, loan guarantees and various other financial instruments and incentives.

As part of the event, two key publications were presented to participants; “Climate Finance Matters 2024” on various funding options for climate action within the Bank and the guide “Understanding Power Project Financing, which was developed in collaboration with USAID. These resources will guide stakeholders in navigating climate finance opportunities and scaling impactful projects.

The dialogue concluded with a strong call for action, urging stakeholders to accelerate collaborative efforts and investments to close Africa’s significant climate finance gap.



Denise Kyalwahi (RDC) ; L'émergence d'une coalition africaine à la COP29 : Une réponse unie aux défis climatiques du continent ; Naturel CD, 22 novembre 2024.

Tag : COP 29.

Pour accéder à l'article : <https://naturelcd.net/2024/11/22/lemergence-dune-coalition-africaine-a-la-cop29-une-reponse-unie-aux-defis-climatiques-du-continent/>



À l'occasion de la COP29, qui se tient cette année à Azerbaïdjan, une avancée historique se profile pour le continent africain : la formation d'une Coalition d'Afrique francophone pour la promotion des énergies renouvelables. Avec des échanges fructueux dans le pavillon Global Renewables Hub. Des jeunes du Global Platforms ActionAid de la ville de Goma évoquent des avantages liés à la coalition d'Afrique francophone pour la promotion des énergies renouvelables. Jems BASHONGA nous fait le point.

Faustin Nyebone, le président de la Société civile environnementale, indique que « c'est pour la première fois que l'Afrique s'organise collectivement pour défendre ses intérêts face aux enjeux climatiques mondiaux, une initiative qui marque un tournant dans la manière dont les nations africaines abordent la question du changement climatique propre à l'Afrique. »

Il ajoute également : « Comme toutes les activités de la COP se déroulent en anglais, cela constitue parfois un obstacle pour les pays francophones, et cela pousse les acteurs de la société civile africaine à prendre du retard par rapport à leurs homologues anglophones en termes de renforcement des capacités, d'appropriation de nouveaux concepts, de stratégies et même d'accès difficile aux fonds. »

Une réponse unifiée aux défis Climatique

l'Afrique est l'un des continents les plus vulnérables aux impacts du changement climatique, avec des phénomènes tels que la sécheresse, les inondations, la montée des températures et la perte de biodiversité qui frappent déjà plusieurs régions.

Pourtant, malgré cette vulnérabilité, les pays africains ont longtemps été marginalisés dans les négociations internationales sur le climat. La COP29 marque un changement significatif, car une coalition africaine unie se constitue pour porter des revendications communes sur la scène mondiale. Cette coalition a pour objectif principal de faire entendre la voix de l'Afrique et de garantir que les enjeux spécifiques du continent soient pris en compte dans les discussions mondiales. Les pays africains, souvent en première ligne face aux conséquences du réchauffement climatique, exigent désormais un financement plus substantiel pour les actions d'adaptation et de mitigation, ainsi qu'une prise en compte accrue de leurs réalités spécifiques dans les politiques climatiques mondiales.

Les avantages de l'existence de cette Coalition

A Goma les jeunes regroupés au sein de Global plateforme Actionaide ont souligné l'importance et les avantages liés à une coalition pour les pays de l'Afrique francophone, principalement pour les jeunes de la RDC qui souvent sont invités aux différentes COP et n'accèdent pas à des fonds faute de connaissances de langue, faute de connaissance avec les preneurs de décisions.

Ces de la Global Platforme ActionAide sont en formation de 4 jours sur le leadership des jeunes en situation d'urgence organisé par ActionAide à Goma du 20 Novembre au 23 Novembre prochain.

Jems BASHONGA jeune leader du mouvement pour le climat et coordonnateur adjoint de ALLEN+ parle des différents avantages liés à la création d'une coalition pour le pays africains francophones.

1. Unité et force de négociation : Avant la COP29, les pays africains participaient souvent à des discussions climatiques de manière isolée, ce qui diminuait leur pouvoir de négociation. L'existence de cette coalition permet à l'Afrique d'agir en bloc, avec un message cohérent et des demandes claires. Cela renforce la position du continent face aux autres grandes puissances mondiales.

2. Accroissement des financements climatiques : L'une des priorités de cette coalition est d'obtenir des financements conséquents pour l'adaptation au changement climatique, particulièrement pour les pays les plus vulnérables d'Afrique. Ces fonds sont cruciaux pour soutenir les infrastructures résilientes, protéger les écosystèmes et aider les communautés locales à s'adapter aux nouvelles réalités climatiques.

3. Meilleure prise en compte des réalités locales : Chaque région du continent africain fait face à des défis climatiques spécifiques. Par exemple, les pays du Sahel subissent des sécheresses récurrentes, tandis que les nations côtières luttent contre la montée du niveau de la mer. Une coalition africaine forte permet de plaider pour des solutions adaptées à ces réalités locales, qui sont souvent ignorées dans les négociations mondiales.

4. Collaboration renforcée entre les pays africains : En travaillant ensemble, les nations africaines peuvent partager des expériences, des technologies et des stratégies de résilience. Cette coopération renforcée crée un environnement propice à l'innovation et à la mise en œuvre de projets climatiques efficaces sur le terrain.

Un avenir plus juste et plus résilient

La création de cette coalition est une étape décisive pour l'Afrique. Elle représente un engagement ferme des pays africains à non seulement se protéger des conséquences du

changement climatique, mais aussi à contribuer activement à la lutte mondiale contre ce phénomène. À travers cette organisation, l’Afrique aspire à jouer un rôle majeur dans les négociations internationales, en veillant à ce que ses priorités soient enfin entendues et prises en compte.

Ainsi, la COP29 pourrait marquer le début d’un nouvel équilibre dans les discussions climatiques mondiales, où l’Afrique, historiquement marginalisée, voit sa voix renforcée et ses besoins reconnus à la hauteur des défis qu’elle doit relever.



Boris Ngounou (Cameroun) ; Dr Lionel Djibie Kaptchouang : « Les inondations au Cameroun ne sont plus une fatalité, mais le résultat d'une planification urbaine défailante » ; Environnementales, 22 novembre 2024.

Tag : Banque mondiale.

Pour accéder à l'article : <https://environnementales.com/dr-lionel-djibie-kaptchouang-les-inondations-au-cameroun-ne-sont-plus-une-fatalite-mais-le-resultat-dune-planification-urbaine-defaillante/>



En 2024, comme en 2022, des précipitations extrêmes ont frappé plusieurs pays d'Afrique, notamment le Soudan, le Cameroun, le Niger, le Nigeria et le Tchad, causant des inondations catastrophiques. Ces épisodes ont tué plus de 2 000 personnes et déplacé des millions d'autres. Selon la World Weather Attribution, une organisation internationale qui analyse les phénomènes météorologiques extrêmes, ces inondations, de plus en plus fréquentes, sont

directement liées au changement climatique causé par l'homme. Au Cameroun, ces inondations mettent en lumière des failles dans la planification urbaine et la gestion de l'eau, aggravant la vulnérabilité des populations. Pour en parler, le Dr Lionel Djibie Kaptchouang, géographe et expert en mobilité durable et climat, analyse les causes et solutions face à ces catastrophes croissantes.

Les inondations s'aggravent-elles au Cameroun ?

Dr Lionel Djibie Kaptchouang : Oui, elles s'aggravent indéniablement. Les précipitations extrêmes deviennent de plus en plus fréquentes en raison des changements climatiques. En 2024, comme en 2022, des pluies historiques ont été enregistrées dans la région sahélienne, y compris au Cameroun. Elles ont provoqué des inondations sans précédent, notamment dans l'Extrême-Nord. Ce phénomène s'explique par l'augmentation continue des températures, favorisée par les activités humaines, qui entraîne des précipitations intenses sur de courtes périodes.

Un rapport de la Banque mondiale de 2017 prévoit une hausse des températures au Cameroun, allant de 1,4 °C à 1,8 °C d'ici 2050. Ces changements augmentent les risques d'inondations dévastatrices.

Quels sont les facteurs qui exacerbent les effets des inondations sur les communautés ?

Il y a deux catégories de facteurs : environnementaux et humains.

Sur le plan environnemental :

Les changements climatiques augmentent la fréquence des pluies intenses.

Le relief joue un rôle aggravant : les villes situées dans des plaines et vallées, comme Maroua, sont particulièrement vulnérables. Les plaines à faible pente ralentissent l'écoulement des eaux, favorisant leur accumulation, tandis que les vallées, zones de convergence des eaux, subissent des débordements des cours d'eau.

La nature des sols, notamment argileux et imperméables, aggrave la situation en empêchant l'infiltration de l'eau, ce qui favorise des accumulations rapides.

Sur le plan humain :

Une planification urbaine inadéquate. Les plans directeurs de nombreuses villes camerounaises, y compris Yaoundé et Maroua, ne sont pas alignés sur les objectifs de développement durable (ODD) ou le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes.

L'absence de systèmes d'assainissement performants. Les villes ne disposent pas de réseaux d'égouts adaptés. Les caniveaux existants sont souvent obstrués ou en mauvais état, limitant leur capacité à drainer efficacement les eaux pluviales.

Que peuvent faire les populations face à ces inondations répétées ?

Les populations doivent adopter un esprit de solidarité et de fraternité pour surmonter ces épreuves ensemble. Mais il est aussi crucial d'investir dans la sensibilisation. Les habitants des zones à risque doivent être formés aux bonnes pratiques, comme le nettoyage des caniveaux et l'évacuation rapide des zones inondables.

Que doit faire le gouvernement ?

Le gouvernement doit impérativement élaborer une politique nationale de lutte contre les inondations, avec un plan de riposte détaillé et adapté aux spécificités régionales.

Il faut également :

Mettre à jour les plans directeurs urbains pour les aligner sur les standards internationaux.

Concevoir des systèmes d'alerte précoce pour informer les populations à risque avec précision.

Investir dans des infrastructures d'assainissement modernes, comme des égouts adaptés aux pluies torrentielles.

En intégrant ces mesures dans une stratégie holistique, le Cameroun pourrait réduire significativement les impacts des inondations sur les communautés.



Lenah Bosibori (Kenya) ; Africa to be food secure if agroecology is embraced - Researchers; Africa Science News, October 23, 2024.

Tag : -.

To access the article : <https://africasciencenews.org/africa-to-be-food-secure-if-agro-ecology-is-embraced-researchers/>



African Population and Health Research Center (APHRC) has called on communities and stakeholders in Arid and Semi-Arid areas (ASAL) and urban areas to utilize agroecology and organic farming to help in food security.

The experts say that the use of agroecology is a way of farming that works with nature, using local knowledge and natural methods instead of chemicals or artificial inputs that continue to destroy biodiversity. It focuses on growing food in a way that is sustainable in traditional farming, healthy for the environment, and beneficial for local communities.

Agroecology uses natural methods like crop rotation, composting, and planting a variety of crops to keep the land productive and healthy over time. It uses recycled materials, and the scientist says that if the technology is utilized in ASAL areas and the urban setups then more people will be food secure.

Speaking during the World Food Day commemorations in Nairobi, Dr Elizabeth Murage a Senior Research Scientist at APHRC said agroecology is a great approach for both people living in ASAL areas and urban areas. She adds that for Kenya and Africa to be food secure then it needs to involve the communities in decision-making and full utilization of agroecology.

"We want to include the community in decision making because we understand that they have a deep knowledge in Indigenous knowledge that can be used to be food secure," said Murage.

Emmanuel Atamba, a food and farming systems expert in his part adds that World Food Day is a very important day in the world because all the stakeholders meet and share on how to improve food security both nationally and regionally.

He further notes that as an organization together with stakeholders, they want to eradicate hunger by 2030 as it is in the Sustainable Development Goals (SDG) 2030.

"It is very important to talk about food and the importance of food to everybody," says Atamba.

He further notes that the effects of changes in weather patterns are pressing but they can't be blamed for food insecurity. "We can't blame climate change but let not be the reason as to why some people may not get food, The right to food is applied to everybody, let's use our government resources to make sure that everybody has access to food," he adds.

Globally, there are a lot of challenges but still, people need to feed according to him. "We have a lot of challenges across the world but we need to work hard and look for means to get food," adds Atamba.

David Osogo, a researcher at APHRC, says that the food situation in Kenya and globally is not good. "From peoples' experiences, many people are hungry, there is a lot of hunger in urban areas, some are areas we never thought to lack food," says Osogo.

"We need to go back to food sovereignty and the traditional meals according to Osogo. "Let's plant them and embrace eating traditional foods because we got lost when we shifted from our traditional foods to the new food that is not doing well," he adds.

"We need to use indigenous knowledge and add it with the scientific data so that we can utilize all the available resources, let everybody think about food daily," adds Osogo.

Le Reporter Express

Naïma Cherii (Maroc) ; Professionnels de la pêche Vs INRH : Grosses polémiques autour du filet anti-Dauphin noir et ultimatum de l'Etat ; Le Reporter Express, 23 novembre 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l'article :



Les choses pourraient-elles s'améliorer enfin pour les sardiniers dans les ports de la zone de la Méditerranée? Ces ports sont quotidiennement le théâtre de scènes de désarroi lorsque les bateaux, à cause des attaques du dauphin noir, communément appelés «Negro», reviennent avec des filets complètement détruits. Depuis plusieurs années, ce gros poisson attaque leurs filets. Les eaux de la région en regorgent toujours, mais les solutions proposées font polémique.

Plus de cinq mois après la signature d'une convention, par la quelle il a été décidé d'allouer sur deux ans, une aide financière de 90 millions de dirhams pour l'acquisition de filets anti-Dauphin noir au profit des professionnels de la pêche sardinière exerçant dans la zone de la Méditerranée, une réunion technique a été tenue le 15 novembre à Tanger. Objectif : présenter les caractéristiques techniques du nouveau filet et boucler la liste finale des armateurs intéressés par le nouveau filet.

Selon des sources du ministère, dès que cette liste sera finalisée, des appels d'offres seront lancés pour sélectionner les sociétés qui seront chargées de la fabrication des nouveaux filets de pêche plus robustes, en remplacement des filets actuels pour protéger les marins-pêcheurs du dauphin noir qui continue d'inquiéter dans la Méditerranée.

Au cours de cette rencontre, un ultimatum de 15 jours a été donné aux professionnels pour déposer leur demande afin de bénéficier de ce projet.

Mais le problème n'est pas pour autant résolu. Car si les professionnels de certains ports (Nador, Cap d'eau, Cala Iris, Jebha, Hoiceima) ont déjà déposé leur demande pour profiter du projet, d'autres sont plus sceptiques et ont exprimé leur rejet catégorique du nouvel engin de pêche.

Il s'agit notamment des professionnels du port de M'diq où une vague de mécontentement submerge depuis quelques jours les milieux des sardiniers. Des sources proches du dossier ont fait savoir que les professionnels de ce port ont demandé une rencontre avec la secrétaire d'Etat Zakia Driouch pour lui exposer leur point de vue sur le sujet. Pour l'instant, aucune date n'est encore fixée. Le sujet est complexe et attend en tout cas l'intervention de la nouvelle responsable du département de la pêche, Zakia Driouch, surtout que les attaques du dauphin noir restent toujours très fréquentes, concèdent des voix professionnelles dans la zone nord du pays où la pêche sardinière demeure une activité principale pour plus de 3000 marins-pêcheurs, soit quelque 15.000 emplois indirects, selon les mêmes sources.

Les critiques des professionnels...

Suite à la réunion du 15 novembre, les pêcheurs du port de M'diq ont ainsi acté leur refus du nouveau filet proposé par l'Institut national de la recherche halieutique (INRH). «Il semble que

l'on veut mettre en œuvre ce projet à n'importe quel prix. Ce que nous refusons. Si nous avons manifesté notre refus de ce projet, c'est que nous sommes conscients du fait qu'il sera très difficile d'utiliser le nouveau filet», déclare au Reporter ce mercredi 19 novembre l'armateur Karim Lemrabet, membre de la Chambre de pêche maritime de la Méditerranée. Ses arguments : «les caractéristiques techniques du nouveau filet ne sont pas adaptées à nos bateaux et ne sont pas conformes», déplore cet armateur, également président du comité de la pêche pélagique au sein de la Chambre.

Dans un entretien téléphonique, ce dernier souligne que les professionnels de ce port ne peuvent accepter que les subventions allouées à ce projet soient dépensées pour l'acquisition de filets qui ne leur conviennent pas et qui ne vont pas être utilisés. «C'est de la perte d'argent», dit-il.

«En nous donnant un ultimatum de 15 jours, on veut faire pression sur nous pour accepter le nouvel engin de pêche. Mais ils n'ont pas compris que ce filet ne va pas dans l'intérêt de notre activité. Le projet doit en principe se faire dans les meilleures conditions possibles pour garantir la poursuite de la pêche dans ces zones où, depuis maintenant de longues années, les professionnels souffrent de ce cauchemar qu'est le negro», explique encore ce professionnel.

Ce que les professionnels contestent également c'est le délai de livraison. «Même si nous étions d'accord sur les caractéristiques du filet, il y a lieu de signaler un autre problème. Nous devrions attendre très longtemps avant de recevoir l'engin en question. Le représentant de l'INRH a d'ailleurs fait savoir que la société sélectionnée ne pourra livrer que deux ou trois filets par mois. Sachant que la convention s'étale sur deux ans. Nous n'avons plus la patience d'attendre encore tout ce temps après plus de sept ans d'attente», explique Lemrabet, également président de l'Union professionnelle des armateurs de la pêche côtière au port de M'diq

Pour sa part, Mustapha Chabak, président de l'Association nationale des marins pêcheurs ajoute certaines critiques de ce filet anti-Dauphin noir.

«Les nouveaux filets sont très lourds par rapport aux anciens. Ils s'adaptent plus avec les grands bateaux. Sur un sardinier, par exemple, on n'a pas un triller comme celui dont disposent les grands bateaux. Ils sont d'une longueur de 600 mètres, alors que l'engin avec lequel nous avons

toujours travaillé pour capturer le poisson est d'une longueur 900 mètres. Les nouveaux filets sont donc courts et on ne peut pas les utiliser sur un bateau sardinier», explique Mustapha Chabak, également patron de pêche au port de M'diq.

Et celui-ci d'ajouter : «Le représentant de l'INRH a fait savoir que le nouveau filet sera livré avec 10 nappes de filets. Ces nappes vont être utilisées pour les réparations quand le filet sera déchiré par le negro. Mais le problème est que l'on ne pourra pas les trouver sur le marché quand on en aura besoin. A ce moment là, va-t-on recourir au ministère ou à l'Institut ? Va-t-on lancer de nouveaux appels d'offres? On ne sait pas ».

Notre interlocuteur déplore au passage que les remarques et les recommandations des opérateurs ne soient pas prises en compte par l'Institut et s'interroge sur «l'intérêt d'acquérir des filets qui ne vont pas être utilisés ». « En été 2018, l'Institut a entamé les premiers essais d'un filet conçu par une société française. Mais il n'a pas pris en compte les critiques formulées par les patrons de pêche concernant les filets ayant été testés par certains bateaux en 2018 », rappelle notre interlocuteur, qui dit ne pas comprendre que jusqu'à présent, aucune étude n'a été réalisée sur les filets tournants utilisés dans la pêche sardinière.

Autre contestation...

Au total, selon les données officielles, 58 bateaux sont concernés par le projet, dont 18 opèrent au port de M'diq. Une quarantaine d'armateurs auraient déjà déposé leur demande pour bénéficier du projet, selon une source administrative, précisant que ces armateurs exercent dans les ports d'Al Hoceima, Nador, Jebha, Cap d'eau et Cala Iris.

Ce que conteste l'armateur Karim Lemrabet. « Dire que 40 armateurs ont déjà déposé leur demande pour profiter du projet, ce n'est pas vrai... », souligne notre interlocuteur, assurant que beaucoup de bateaux ont quitté ces zones pour aller exercer dans d'autres ports, comme Kenitra, Larache et Mohammedia, en raison de la baisse drastique de la ressource et du problème du « Negro ». Selon lui, les 2/3 des navires n'exercent plus dans la zone de la Méditerranée.

« Ces gens là, on va les dénoncer très prochainement. On va révéler toute la vérité concernant ces gens qui n'exercent plus dans la zone. Dans les ports d'Al Hoceima, Nador, Jebha, Cap d'eau

et Cala Iris, il n'y a que 25 sardinières et non pas 40. Beaucoup sont partis ailleurs car il n'y a plus de poisson dans ces zones. Une simple visite sur place prouvera d'ailleurs que le port d'Al Hoceima compte seulement trois bateaux, dont un en arrêt et un en activité. Au port de Nador il y a six sardinières. Celui de Jebha totalise actuellement quatre bateaux, trois bateaux à Cala Iris et trois bateaux à Cap d'eau», souligne Karim Lemrabet, lequel poursuit «Nous avons d'ailleurs diffusé un communiqué à ce sujet et informé le ministère via un écrit sur ce dossier».

Notons qu'en 2017, le gouvernement marocain a commencé à s'emparer de ce sujet complexe. En effet, il a été décidé que les professionnels de la pêche côtière soient dédommés à hauteur de 100% (800.000 DH pour chaque bateau). C'est ce qui a permis à quelque 122 bateaux d'acquiescer un nouvel engin de pêche de poissons pélagiques.

Mais, les choses ne vont pas s'améliorer pour autant. Aujourd'hui, il ne reste que 58 sardinières dans toute la zone de la Méditerranée. Car la ressource va connaître une baisse drastique et les frappes du dauphin noir ne vont pas s'arrêter. «La situation est difficile pour les pêcheurs. Beaucoup d'armateurs ont des dettes et sont menacés de faillite voire même de prison. Les bancs de poisson sont complètement anéantis dans ces zones. Quand on sort en mer, on revient sans rien à cause des attaques du negro. C'est pourquoi plusieurs armateurs ont quitté pour aller travailler dans d'autres ports. Et franchement l'idée commence à hanter également les esprits au port de M'diq, comme dans les autres zones de la Méditerranée», regrette l'armateur Karim Lemrabet, lequel demande «que les professionnels puissent profiter d'une aide financière en attendant de concevoir un filet avec les caractéristiques techniques qui conviennent aux professionnels».



Fousseni Togola (Mali) ; Pertes, carbone, et méthane : les succès inattendus de la COP29 ; Sahel Tribune, 24 novembre 2024.

Tag : Accord de Paris, COP 29.

Pour consulter l'article : <https://saheltribune.com/pertes-carbone-et-methane-succes-inattendus-cop29/>



La COP29 à Bakou obtient des avancées majeures sur le financement climatique, les marchés du carbone et le soutien aux pays vulnérables. Ce qui réaffirme l'urgence d'une action collective face au défi climatique mondial.

La 29^e Conférence des Parties (COP29), qui a commencé à Bakou, le 11 novembre dernier, a marqué des points cruciaux dans la lutte mondiale contre le changement climatique. À travers des décisions ambitieuses et des engagements financiers d'envergure, la présidence azerbaïdjanaise a fait progresser des dossiers essentiels, avec un accent particulier sur les besoins des pays en développement.

Un nouvel objectif financier ambitieux : l'objectif de Bakou

Au cœur des réalisations de cette COP, l'objectif financier de Bakou redéfinit l'ambition mondiale en matière de financement climatique. Cet engagement prévoit de mobiliser 1,3 trillion de dollars par an d'ici 2035 pour soutenir les efforts climatiques des pays en développement. Comme l'a souligné le président de la COP29, Mukhtar Babayev, « l'objectif financier de Bakou représente le meilleur accord possible que nous pouvions conclure ».

Ce nouveau cadre inclut un objectif de base pour les pays développés : mobiliser au moins 300 milliards de dollars chaque année, une augmentation significative par rapport aux 100 milliards de dollars annuels promis lors de précédentes COP. Cette progression, qualifiée par Babayev de « transformation de milliards en billions », vise à repositionner l'architecture mondiale du financement climatique pour répondre efficacement aux besoins des nations les plus vulnérables.

Débloquement historique des marchés du carbone

Après une décennie de blocage, la COP29 a également marqué la pleine opérationnalisation de l'article 6 de l'Accord de Paris, qui établit des marchés du carbone fiables et transparents. « Nous avons mis fin à une attente de dix ans et débloqué un outil essentiel pour maintenir 1,5 degré à portée », a déclaré Babayev.

Les bénéfices de cette percée sont considérables. Les marchés du carbone devraient générer jusqu'à 1 000 milliards de dollars par an d'ici 2050, tout en réduisant les coûts de mise en œuvre des plans climatiques nationaux de 250 milliards de dollars par an. Ces économies, a ajouté Babayev, « doivent être réinvesties dans des projets climatiques encore plus ambitieux ».

Un soutien crucial pour les pertes et dommages

Autre avancée cruciale, la pleine opérationnalisation du Fonds pour pertes et dommages, attendu depuis des années par les pays en développement. Ce fonds, conçu pour aider les nations les plus vulnérables à faire face aux impacts du changement climatique, sera prêt à financer des projets dès 2025. Mukhtar Babayev a salué cet aboutissement en déclarant : « Nous avons mis en place les bases pour transformer les engagements en actions concrètes. »

Avec des engagements financiers dépassant 730 millions de dollars à ce jour, ce fonds marque une étape décisive pour des régions comme les petits États insulaires et les pays africains. Ibrahima Cheikh Diong, nommé directeur exécutif du fonds, a pour mission de veiller à ce que ces ressources atteignent rapidement leurs bénéficiaires.

Une dynamique inclusive pour relever les défis climatiques

Au-delà des grandes annonces, la COP29 a mis en avant une approche inclusive et transparente, réunissant divers acteurs autour d'initiatives concrètes. Parmi celles-ci, la Déclaration sur l'action numérique verte, adoptée par 75 gouvernements et plus de 1 100 organisations technologiques, vise à utiliser des outils numériques pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

De plus, les engagements pour réduire les émissions de méthane, notamment dans les déchets organiques, ont mobilisé 50 pays représentant 51 % des émissions mondiales de méthane. Ces initiatives, tout comme la Déclaration de Bakou pour les villes résilientes, renforcent l'idée que des actions locales et multisectorielles sont essentielles pour atteindre les objectifs climatiques globaux.

Des promesses, mais aussi des défis

Si les résultats de la COP29 sont impressionnants, ils soulèvent également des questions sur leur mise en œuvre. Mukhtar Babayev a reconnu que « les années à venir ne seront pas faciles », insistant sur la nécessité d'un travail collectif pour transformer ces engagements en réalisations tangibles. Le défi consiste à maintenir l'élan créé à Bakou tout en surmontant les obstacles géopolitiques et financiers.

En repoussant les limites de ce qui était jugé possible, la COP29 a prouvé que des avancées significatives peuvent être réalisées, même dans un contexte de fragmentation mondiale. Avec des initiatives telles que l'objectif financier de Bakou, l'article 6 et le Fonds pour pertes et dommages, cette conférence offre des solutions concrètes aux défis climatiques actuels.

« Nous avons changé à jamais l'architecture financière mondiale et fait un pas important vers la réalisation de nos objectifs climatiques », a conclu Babayev. Désormais, l'attention se tourne

vers la mise en œuvre rigoureuse de ces engagements pour garantir un avenir durable et équitable pour tous.



Fousseni Togola (Mali) ; COP29 : quand les attentes africaines s'évanouissent dans les négociations climatiques ; Sahel Tribune, 24 novembre 2024.

Tag : COP 15, COP 29.

To access the article : <https://saheltribune.com/cop29-quand-les-attentes-africaines-sevanouissent-dans-les-negociations-climatiques/>



L'Afrique quitte la COP29 de Bakou avec une profonde déception. Le continent dénonce des promesses de financement climatique jugées insuffisantes face aux défis colossaux.

La conclusion de la COP29 à Bakou a laissé un goût amer aux négociateurs africains. Alors que l'urgence climatique pèse de plus en plus lourd sur un continent vulnérable, les promesses de financement émises par les pays industrialisés sont jugées dérisoires et inadéquates pour

répondre aux défis colossaux que l’Afrique doit relever. Une situation qui illustre à nouveau le déséquilibre flagrant dans la gouvernance climatique mondiale.

Un financement insuffisant pour un continent en détresse

La promesse des 300 milliards de dollars par an d’ici 2035, bien qu’historiquement élevée dans les engagements climatiques, apparaît largement insuffisante face aux besoins estimés par l’Afrique. Le continent avait plaidé pour un financement annuel de 1 300 milliards de dollars, un chiffre justifié par la nécessité de financer simultanément la transition énergétique, l’adaptation aux effets du dérèglement climatique, et la prise en charge des pertes et dommages déjà subis.

Pour Ali Mohamed, porte-parole du groupe Afrique, ce compromis est « trop faible, trop tardif et trop ambigu ». Une analyse partagée par de nombreux délégués africains qui ont souligné que le financement promis, ajusté à l’inflation, est en réalité inférieur aux 100 milliards de dollars annuels décidés lors de la COP15 en 2009. Un paradoxe qui reflète une déconnexion entre les promesses et les réalités climatiques du Sud global.

Des attentes non satisfaites : entre déséquilibres et incertitudes

L’un des principaux griefs des délégations africaines concerne l’absence d’équilibre entre les financements dédiés à l’adaptation et ceux pour l’atténuation. Alors que l’Afrique subit déjà des impacts irréversibles du réchauffement climatique — des sécheresses persistantes aux inondations catastrophiques —, les financements sont majoritairement orientés vers des projets d’atténuation, souvent au bénéfice des économies émergentes à fort potentiel industriel.

Les demandes des pays africains d’un financement clair et prioritaire pour l’adaptation et la prise en charge des pertes et dommages n’ont pas été prises en compte. De plus, l’absence de garanties sur la nature des financements — dons plutôt que prêts — suscite des inquiétudes quant à l’aggravation de la dette publique dans un contexte déjà critique. Pour de nombreux États africains, ce déséquilibre financier perpétue un système où les pays les moins responsables des émissions de gaz à effet de serre paient le prix le plus fort.

Un système global qui peine à inclure les plus vulnérables

La frustration des négociateurs africains met en lumière un problème structurel dans les négociations climatiques internationales : le manque de prise en compte des priorités des pays en développement. À Bakou, les discussions ont une nouvelle fois été dominées par les grandes puissances économiques, qui dictent les termes des accords sans véritablement intégrer les voix des plus vulnérables.

Cette situation accentue la perception d'un système climatique mondial déséquilibré. Pour les délégués africains, l'échec de Bakou est une occasion manquée de démontrer une solidarité internationale concrète et ambitieuse. « Quand l'Afrique perd, le monde perd », a averti Ali Mohamed, rappelant que les crises climatiques, qu'elles soient vécues au Sahel ou dans les Caraïbes, ont des répercussions globales.

Des conséquences sur le terrain : le coût humain du réchauffement

En attendant une mise en œuvre hypothétique des financements promis, l'Afrique continue de payer un lourd tribut aux effets du dérèglement climatique. L'augmentation des températures exacerbe les conflits pour les ressources, la perte de biodiversité et les crises alimentaires. Ces impacts, bien que largement documentés, restent sous-estimés dans les politiques climatiques internationales.

L'échec de Bakou à répondre aux attentes africaines compromet également les objectifs de développement durable (ODD). Sans une mobilisation financière substantielle et équitable, les efforts pour réduire la pauvreté, améliorer la santé publique ou garantir l'accès à l'éducation risquent d'être ralentis, voire inversés.

Vers une redéfinition des priorités africaines ?

Le dénouement décevant de la COP29 pourrait inciter les États africains à réorienter leur stratégie sur la scène internationale. Certains experts plaident pour une union renforcée au sein du continent afin de négocier collectivement et de développer des solutions internes, telles que des mécanismes financiers régionaux ou des initiatives locales de transition énergétique.

Cette vision s’aligne avec l’idée d’un « panafricanisme climatique », où les ressources et les talents africains seraient mobilisés pour répondre aux défis sans attendre des promesses souvent non tenues des grandes puissances. Toutefois, ce modèle exige des engagements politiques clairs et un soutien accru aux institutions africaines.

La COP29 a été marquée par un décalage flagrant entre les ambitions affichées par les pays en développement et les engagements réels des nations industrialisées. Pour l’Afrique, ce sommet est un rappel brutal que la lutte contre le changement climatique est encore loin d’être une priorité partagée.

Mais l’échec de Bakou n’est pas une fatalité. Il peut devenir un catalyseur pour une mobilisation accrue, tant sur le continent qu’à l’échelle internationale. L’urgence climatique ne laisse aucune place à l’inaction.



Rivonala Razafison (Madagascar) ; Madagascar se prépare à rapatrier des animaux sauvages endémiques confisqués en Thaïlande ; Mongabay, 25 novembre 2024.

Tag : UICN, CITES, USAID.

Pour accéder à l'article : <https://fr.mongabay.com/2024/11/madagascar-se-prepare-a-rapatrier-des-animaux-sauvages-endemiques-confisques-en-thaïlande/>



- Les autorités thaïes restitueront à Madagascar des tortues terrestres et des lémuriens, qu'elles ont confisqués depuis mai.
- Ces animaux endémiques de la Grande île ont été illégalement extraits des aires protégées et clandestinement exportés en Asie du Sud-Est.
- Un protocole strict sera appliqué au rapatriement de ces animaux, qui pourraient avoir contracté des infections, durant leur périple sous d'autres cieux.
- Le commerce illégitime d'espèce sauvage continue de faire des vagues, malgré l'intensification de la lutte contre ce fléau, qui met en péril la biodiversité unique du pays.

ANTANANARIVO, Madagascar — La fin de séjour forcé en Thaïlande est imminente pour les animaux sauvages menacés d'extinction et en danger illégalement collectés dans des aires

protégées à Madagascar et clandestinement expédiés dans ce pays d'Asie du Sud-Est au second trimestre de l'année.

Récemment, Bangkok Post et Pattaya Mail ont chacun rapporté la décision des autorités thaïes, représentées par le Department of National Parks, Wildlife and Plant Conservation, de retourner à leur pays d'origine 963 animaux vivants, dont 48 lémuriers et des tortues terrestres.

Selon les mêmes sources, le ministre malgache de l'Environnement et du Développement durable, Max Andonirina Fontaine, supervisera, en personne, le processus de rapatriement de ces reptiles et mammifères. Les formalités prévues à cet effet se tiendront, le 27 novembre, au siège du ministère thaï des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Trois vols de Qatar Airways programmés pour le 28 et le 30 novembre et le 2 décembre, embarqueront les cargaisons animalières à destination d'Afrique du Sud, d'où elles seront ramenées à Antananarivo par des vols de la compagnie sud-africaine Airlinks. « Nous communiquerons officiellement au retour de Thaïlande. Ce sera avant la fin du mois », a dit le ministre contacté par Mongabay.

Bangkok Post et Pattaya Mail disent que l'opération démontre l'engagement de la Thaïlande de combattre le commerce illégal d'espèces en danger, de les protéger et d'en assurer la conservation et la survie. En effet, le 1er mai dernier, les autorités thaïes, sur la base des renseignements fiables, ont intercepté, dans la province de Chumphon, 1 234 tortues en vie et mortes avec 48 lémuriers.

Parmi les reptiles saisis, 357 sont des tortues radiées (*Astrochelys radiata*) et 877 tortues araignées (*Pyxis arachnoides*), des espèces en danger critique, selon la Liste Rouge de l'UICN. Les lémuriers confisqués, quant à eux, sont 16 lémur catta (*Lemur catta*) et 32 lémur bruns (*Eulemur fulvus*), respectivement en danger et vulnérables, d'après la Liste Rouge.

Six personnes ont été arrêtées avec ces animaux inscrits à l'Annexe I de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES). La survie des espèces dans cette catégorie est la plus compromise.



Des lémuriens en captivité pris en charge au parc privé Reniala à Mahajanga, à Madagascar, qui accueille, depuis sa création en 1997, des animaux sauvés du trafic ou des griffes d'autres formes de menace. Image de Rivonala Razafison prise le 20 juin 2024.

Des animaux endémiques de Madagascar

Les informations, qui ont alors circulé, ont indiqué que ces animaux, en provenance de Madagascar, ont transité par l'Indonésie avant d'atterrir sur le sol thaï. L'affaire de grosse prise à l'étranger a généré des discours enflammés. Antananarivo, sous la pression des défenseurs de la nature et des mouvements citoyens, a négocié auprès de Bangkok le rapatriement des animaux, qui font partie intégrante du patrimoine naturel de Madagascar et appartiennent de fait aux Malgaches. A cette fin, le ministre Fontaine s'est déplacé à Bangkok, début juin.

De son côté, l'Indonésie a exigé des preuves scientifiques par le test ADN pour confirmer l'origine malgache de ces reptiles et mammifères. Une telle réaction a été appréhendée comme une aberration. La partie malgache a répliqué qu'une telle exigence est un non-sens dans la mesure où ces animaux sont endémiques de Madagascar.

« Les lémuriers et tortues saisis en Thaïlande nous appartiennent bel et bien. Le sud et le sud-ouest de notre pays sont leur unique habitat naturel au monde. Il n’y a pas de doute là-dessus. La littérature scientifique à ce sujet est assez dense pour le confirmer », a dit dans un communiqué du 12 juin, l’éminent primatologue Jonah Ratsimbazafy, président du Groupe d’étude et de recherche sur les primates de Madagascar (GERP) et président en exercice de l’International Primatological Society (IPS).

Entre-temps, un comité scientifique incluant des représentants du GERP et de la Turtle Survival Alliance (TSA) Madagascar et des techniciens du ministère de l’Environnement et du Développement durable (MEDD), ainsi que ceux d’autres départements, a été créé pour accompagner les négociations en vue de l’accueil des animaux malgaches confisqués en Thaïlande pour leur retour au pays. « Nous avons travaillé sans relâche depuis l’éclatement de l’affaire », a dit le primatologue Ratsimbazafy.

Une délégation de la justice thaïe, dirigée par un procureur d’investigation spéciale, est venue à Antananarivo en août, afin de discuter du démantèlement d’un réseau de trafiquants international derrière l’exportation illégale des espèces sauvages de Madagascar.

Un taskforce regroupant la Thaïlande, la Malaisie, l’Indonésie, le Taiwan et Madagascar a également vu le jour dans ce sens. En tout cas, le présent rapatriement a été déjà, depuis août, trois fois reporté.



Un groupe de touristes observe des lémuriens en captivité au parc privé Reniala à Mahajanga, à Madagascar.

Image de Rivonala Razafison prise le 20 juin 2024.

Retour en vedette

Après la récente annonce de Bangkok, tout le monde s'apprête à accueillir ces passagers exceptionnels qui, après de longs mois d'absence sur la terre natale, y reviendront en vedette. « Les lémuriens sont les premiers à débarquer à l'aéroport international d'Antananarivo Ivato dans l'après-midi du 29 novembre. Ce sont mes enfants qui rentreront chez eux et je dois y être, le moment venu, pour les recevoir », a dit à Mongabay Ratsimbazafy, surnommé aussi le « père des lémuriens ».

Un protocole strict sera appliqué au retour de ces reptiles et mammifères au bercail. Les conditions de voyage seront optimisées pour les mettre à l'abri d'une fatigue excessive qu'aura causée le long périple. La Fondation pour les aires protégées et la biodiversité de Madagascar, qui a assuré les frais de garde de ces animaux en captivité en Thaïlande, a financé l'acquisition des cages à animaux pour leur transport. Aucune précision sur le fret aérien en préparation, n'a pu être obtenue.

Examen sanitaire et soins

Dès leur arrivée, les animaux seront pris en charge par des soigneurs expérimentés. « Les novices n'auront pas la chance de s'occuper d'eux », prévient Ratsimbazafy. Ils seront de fait mis en quarantaine dans des sites d'accueil identifiés et contactés au préalable par le ministère. Certains sont en provinces à l'instar du parc privé Reniala à Mahajanga, sur le littoral nord-ouest de l'île.

Dans un premier temps, les tortues seront mises en quarantaine dans la capitale, où elles seront soumises à un examen sanitaire minutieux, selon Dr Tsanta Fiderana Rakotonanahary, cheffe de Veterinary Support chez TSA Madagascar. Elles seront placées à un endroit isolé, aménagé spécialement pour elles et sous la responsabilité permanente de deux médecins vétérinaires avec des étudiants. Il est formellement interdit de les mélanger avec leurs congénères, qui ont la chance de ne pas avoir bougé de force du sol malgache. « Plusieurs vétérinaires seront mobilisés pour leur prise en main », a dit au téléphone Rakotonanahary à Mongabay.

Selon elle, il sera indispensable de détecter, chez ces tortues, toutes éventuelles présences de germes pathogènes comme l'herpèsvirus, l'adénovirus, le ranavirus, le mycoplasme et la coccidiose intranucléaire. Ceux-ci sont connus avoir causé des problèmes de santé majeurs chez d'autres espèces de tortues dans le monde. Plusieurs autres paramètres sanitaires incluant l'analyse sanguine seront pris en compte. « D'habitude, les tortues confisquées sont fatiguées et déshydratées. Certaines contractent ainsi des infections, qui nécessitent des traitements », a-t-elle expliqué.

Une fois que les soigneurs seront sûrs de la santé et de la résistance physique de ces reptiles, les tortues *A. radiata* seront renvoyées dans l'extrême sud-est. Les spécimens de *P. arachnoides*, quant à eux, seront dirigés vers la région Atsimo Andrefana, dans le sud-ouest. Leur unique habitat naturel au monde, où ils ont été enlevés par des trafiquants, se trouve dans ces régions.

L'Alliance a établi des coopérations avec les sites d'accueil régionaux, afin de mieux orienter la prise en main des tortues et leur surveillance à leur arrivée à la destination finale. « Des équipes descendront sur le terrain pour le suivi », a affirmé la vétérinaire. Les soigneurs ont déjà reçu

des formations, alors que l'organisation envisage un recyclage pour les autres, afin de mieux affiner le suivi-évaluation.



Des spécimens de tortue araignée (*Pyxis arachnoides*) au Tortoises Conservation Center sur le site d'Ala Mahavelo, à Tsihombe, dans le sud-ouest de Madagascar. Image de Brett Bartek, TSA Madagascar.

Spécialement, les lémuriens seront aussi relâchés dans la nature après les soins dont ils bénéficieront. « L'objectif est qu'ils ne resteront pas éternellement à leur site d'accueil respectif. Ils seront de nouveau libres dans leur habitat naturel au bout de 3-4 mois. Les animaux malades n'entrent jamais en contact avec leurs congénères sains et le suivi des lémuriens qui seront réintroduits dans la nature sera confié à des professionnels », a dit Ratsimbazafy. « Zéro mort reste le vrai défi. Ce sera une honte pour nous si jamais nous perdons certains, après le rapatriement, parce que nous sommes incapables de prendre soin d'eux », a-t-il ajouté.

Trafic illicite, menace pour la biodiversité mondiale

Tout ce combat, qui n'aurait pas dû se produire, montre combien le trafic illicite fragilise davantage la nature à Madagascar, un des hotspots de biodiversité mondiale. Le gouvernement

prend les mesures qui s'imposent à tous les coups en réprimant les infractions environnementales dument constatées. Mais les personnes actionnant la contrebande, qui met en péril la faune et flore de l'île, sont loin de s'avouer vaincues. Leurs ramifications locales continuent d'écumer des sites de conservation pour y enlever des espèces endémiques.

Pas plus tard que le 4 novembre dernier, un lot de 164 tortues, dont des spécimens d'A. radiata a encore été intercepté en Thaïlande. Le 16 août aussi, 232 tortues ont été rapatriées des Comores par voie maritime. Une source auprès du MEDD, qui a préféré garder l'anonymat, dit qu'un lien pourrait exister entre ces deux circuits.

Selon la source, environ 600 tortues auraient transité chez le voisin comorien, début juin. La source propose qu'un système de traçabilité soit mis en place, afin de faire la lumière sur les deux récents cas de trafic signalés en Thaïlande et aux Comores.

L'emprise de la corruption sur l'appareil administratif constitue souvent une circonstance aggravante de l'envol du trafic d'espèces sauvages à Madagascar. Pour tenter d'enrayer le fléau, le gouvernement américain vient à la rescousse. Par l'intermédiaire de son agence pour le développement international (USAID), il investit 10 millions de dollars dans trois projets pour lutter contre le trafic national et international d'espèces sauvages, notamment par la modernisation des procédures douanières et le renforcement de la gouvernance environnementale, de l'application de la loi et du système judiciaire.



Boris Ngounou (Cameroun) ; Près de 3 millions de signatures pour un traité mondial contre les plastiques ; Environnementales, 25 novembre 2024.

Tag : Greenpeace, WWF.

Pour accéder à l'article : <https://environnementales.com/pres-de-3-millions-de-signatures-pour-un-traite-mondial-contre-les-plastiques/>



Près de trois millions de citoyens, issus de 182 pays, dont le Cameroun et d'autres nations africaines, ont signé une pétition historique pour exiger un traité mondial juridiquement contraignant sur les plastiques. Cette pétition, remise en Corée du Sud à la veille du cinquième cycle de négociations (INC-5), appelle les gouvernements à réduire radicalement la production et l'utilisation des plastiques pour protéger la planète. Les attentes sont énormes pour cette rencontre cruciale qui se déroule du 25 novembre au 1er décembre 2024.

Portée par Greenpeace, WWF et Break Free From Plastic, la pétition a recueilli exactement 2 987 435 signatures, témoignant d'un consensus mondial sur la nécessité d'agir contre la pollution plastique. Symboliquement remise par le poète Nikita Gill et les activistes sud-coréens Hannah Kim et Jeah Han, elle a été réceptionnée par Juliet Kabera, directrice de l'Autorité rwandaise de gestion de l'environnement, et Jeff Merkley, sénateur américain. Cette mobilisation interpelle particulièrement l'Afrique, où les communautés vulnérables subissent de plein fouet les effets dévastateurs de la pollution plastique sur leur santé et leurs écosystèmes.

Des appels poignants à l'action

Les voix des jeunes militants ont marqué les esprits à Busan. « Imaginez un océan débarrassé d'îlots de plastique et des communautés respirant un air pur », a plaidé Hannah Kim. Pour Jeah Han, il est impératif que les dirigeants mondiaux traduisent en actes concrets les revendications portées par des millions de citoyens. Ces discours trouvent un écho particulier en Afrique, où des milliers de tonnes de déchets plastiques importés envahissent les territoires, mettant en péril les moyens de subsistance des populations locales.

Une opportunité pour l'Afrique

Gerance Mutwol, de Greenpeace Afrique, a rappelé que le continent est fortement touché par la pollution plastique, qui menace ses écosystèmes marins et terrestres. Selon le WWF, un traité juridiquement contraignant devrait inclure des mesures pour réduire non seulement la production de plastique, mais aussi les substances chimiques toxiques qui y sont associées. Pour les pays africains, ce traité représente une opportunité de réclamer une transition équitable et des mécanismes de compensation pour les travailleurs des secteurs impactés. Du 25 novembre au 1er décembre, les négociations de l'INC-5 à Busan seront déterminantes. L'objectif est de parvenir à un accord historique sur le plastique, touchant toutes les étapes de son cycle de vie. Pour Von Hernandez de Break Free From Plastic, il s'agit de l'une des dernières chances pour les leaders mondiaux d'agir face à une crise environnementale et sanitaire grandissante. En Afrique comme ailleurs, la réussite de ces négociations pourrait marquer un tournant décisif dans la lutte contre la pollution plastique. Toute inaction serait perçue comme un échec coûteux pour les générations actuelles et futures.



Boris Ngounou (Cameroun) ; 300 milliards \$ d'ici 2035 : la COP 29 triple le financement des pays en développement ; Environnementales, 25 novembre 2024.

Tag : CCNUCC, COP 27, COP 29.

Pour accéder à l'article : <https://environnementales.com/300-milliards-dici-2035-la-cop-29-triple-le-financement-des-pays-en-developpement/>



La COP 29, tenue à Bakou en Azerbaïdjan, marque une étape relativement considérable avec l'engagement de tripler le financement climatique aux pays en développement, atteignant 300 milliards de dollars par an d'ici 2035. Malgré des défis persistants, cet objectif ouvre la voie à des solutions durables face aux catastrophes climatiques, en renforçant les énergies propres et les infrastructures résilientes.

Réunie à Bakou en Azerbaïdjan, la 29e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP29), tenue du 11 au 24 novembre 2024, a approuvé un objectif inédit : tripler

le financement annuel pour les pays en développement, passant de 100 milliards de dollars à 300 milliards d'ici 2035. Ce nouvel objectif collectif pour le financement climatique inclut également une ambition globale de mobiliser 1 300 milliards de dollars par an à partir de sources publiques et privées. Cette décision répond à l'urgence climatique qui touche durement les pays du Sud, souvent les plus exposés aux catastrophes naturelles. En 2024, plus de 2 000 personnes ont péri et des millions d'autres ont été déplacées par les inondations au Soudan, au Cameroun, au Nigeria, et dans d'autres régions du Sahel.

Cet accord s'appuie sur les avancées des COP précédentes, notamment la création du Fonds pour les pertes et préjudices lors de la COP 27 et l'engagement mondial de sortir des énergies fossiles adopté à la COP 28. Les investissements dans les énergies propres dépassent aujourd'hui les 2 000 milliards de dollars par an, mais restent insuffisants pour limiter le réchauffement à 1,5°C. Pour les pays comme le Cameroun, où la transition énergétique est ralentie par un déficit de financement et des infrastructures inadéquates, cet objectif pourrait être une bouée de sauvetage. Encore faudra-t-il que les fonds promis soient effectivement décaissés, ce qui n'a pas toujours été le cas par le passé.

En parallèle, un accord sur les marchés du carbone a été finalisé après des années de négociations. Ce mécanisme permettra aux pays en développement de bénéficier de nouveaux flux financiers tout en garantissant l'intégrité environnementale et les droits humains, notamment pour les peuples autochtones. Pour le Cameroun et d'autres nations forestières, ces marchés représentent une opportunité de valoriser leurs écosystèmes tout en contribuant à réduire les émissions globales.

Cependant, les enjeux restent nombreux. La transparence dans l'utilisation des fonds, l'inclusion des populations vulnérables et l'alignement des politiques nationales sur ces nouveaux objectifs seront déterminants pour maximiser les bénéfices. En 2025, chaque pays devra soumettre des contributions climatiques nationales plus ambitieuses. Simon Stiell, Secrétaire exécutif d'ONU Climat, a prévenu : « Ce nouvel objectif est un pas important, mais la route reste longue. Nous devons redoubler d'efforts pour que chaque dollar engagé se traduise en actions concrètes. » Pour les pays du Sud, ce n'est plus seulement une question d'ambition, mais de survie.



Tatiana Meliedje (Cameroun) ; COP29: plus de financements, plus de responsabilité ; News du Camer, 26 novembre 2024.

Tag : Accord de Paris, COP 27, COP 28, COP 29, COP 30, AIE, G20.

Pour accéder à l'article : <https://www.newsducamer.com/cop29-plus-de-financements-plus-de-responsabilite/>



Par Henri KOUAM, économiste, Cameroon Economic Policy Institute (CEPI)

Introduction

La Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP29) s'est achevée aujourd'hui sur un nouvel objectif financier visant à aider les pays à protéger leurs populations et leurs économies contre les catastrophes climatiques, et à partager les vastes bénéfices du boom des énergies propres. Cet article montre ce qui a été convenu en matière de financement, le plan carbone, l'Accord de Paris et l'adaptation aux changements climatiques.

Qu'est-ce qu'il faut retenir ?

En mettant l'accent sur le financement de la lutte contre le changement climatique, la COP29 a réuni près de 200 pays à Bakou, en Azerbaïdjan, qui promettent de tripler le financement des pays en développement, de l'objectif précédent de 100 milliards de dollars par an, à 300 milliards de dollars par an d'ici 2035.

Connu officiellement sous le nom de nouvel objectif collectif quantifié de financement de la lutte contre le changement climatique (NCQG), il a été adopté après deux semaines de négociations intensives et plusieurs années de travaux préparatoires, dans le cadre d'un processus qui exige que toutes les nations s'accordent à l'unanimité sur chaque mot de l'accord.

« Cet objectif est une assurance dans un contexte marqué par un aggravement des impacts climatiques qui touche les pays. Mais cela ne serait pas effectif si les pays développés ne s'investissent pas dans leur promesse », déclare M. Haiwang Djamo, analyste de recherche à CEPI.

Si l'objectif est atteint, quel serait l'impact économique

Cette somme supportera la transition envers les énergies propres, créant ainsi plus d'emploi, une croissance forte et saine et une énergie moins chère pour tous. Il faut appeler toute fois que les investissements mondiaux dans les énergies propres dépasseront pour la première fois les 2 000 milliards d'USD en 2024 d'après l'Agence internationale de l'énergie.

D'où sort le montant de \$300 milliards par an ?

Le nouvel objectif de financement de la COP29 s'appuie sur les avancées significatives de l'action climatique mondiale lors de la COP27, qui a adopté un fonds historique pour les pertes et dommages, et de la COP28, qui a abouti à un accord mondial visant à abandonner rapidement et équitablement tous les combustibles fossiles dans les systèmes énergétiques, à tripler les énergies renouvelables et à renforcer la résilience au changement climatique.

La COP29 est également parvenue à un accord sur les marchés du carbone, qui n'a pas été possible au COP auparavant. Ces accords aideront les pays à mettre en œuvre leurs plans

climatiques plus rapidement et à moindre coûts, et à progresser plus vite dans la réduction de moitié des émissions mondiales au cours de cette décennie, comme l'exige la science.

Des accords importants ont également été conclus sur la transparence des rapports sur le climat et l'adaptation, comme résumé ci-dessous. L'accord de financement conclu doit être accompagné des plans nationaux pour le climat (contributions déterminées au niveau national ou CDN) plus ambitieux doivent être adoptés par tous les pays l'année prochaine. Ces nouveaux plans doivent couvrir tous les gaz à effet de serre et tous les secteurs, afin de maintenir la limite de 1,5 °C de réchauffement à portée de main. Lors de la COP29, deux pays du G20 – le Royaume-Uni et le Brésil – ont clairement indiqué qu'ils prévoyaient d'intensifier l'action climatique dans leurs CDN 3.0, parce que ces dernières sont entièrement dans l'intérêt de leurs économies et de leurs populations.

Un bref résumé des autres réalisations clés de la COP29

Les progrès réalisés sur les marchés du carbone est notable au cours des deux dernières semaines. Après près d'une décennie de travail, les pays se sont mis d'accord sur les derniers éléments qui définissent comment les marchés du carbone fonctionneront dans le cadre de l'Accord de Paris, rendant les échanges de pays à pays et un mécanisme d'octroi de crédits carbone pleinement opérationnels.

En ce qui concerne les échanges de pays à pays (article 6.2), la décision de la COP29 clarifie la manière dont les pays autoriseront les échanges de crédits carbone et dont les registres qui en assurent le suivi fonctionneront. Il est désormais assuré que l'intégrité environnementale sera garantie en amont par des examens techniques dans le cadre d'un processus transparent.

Le mécanisme d'octroi de crédits de l'accord de Paris, est étayé par des contrôles obligatoires des projets en fonction de solides protections de l'environnement et des droits de l'homme, y compris des sauvegardes qui garantissent qu'un projet ne peut aller de l'avant sans l'accord explicite et éclairé des peuples autochtones.

Adaptation aux changements climatiques

La COP29 a été un moment important pour l'adaptation, avec l'obtention de plusieurs résultats clés. La décision de la COP sur les questions relatives aux pays les moins avancés (PMA) contient

une disposition relative à l'établissement d'un programme de soutien à la mise en œuvre des plans nationaux d'adaptation (PNA) pour les PMA. Les parties ont longuement débattu de la deuxième évaluation quinquennale des progrès accomplis dans l'élaboration et la mise en œuvre des PAN, et poursuivront cette évaluation en juin 2025.

Un dialogue de haut niveau sur les plans nationaux d'adaptation a réuni les ministres des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, des experts financiers et des donateurs internationaux afin de répondre à l'urgence croissante de l'adaptation au changement climatique.

Le résultat de l'objectif global en matière d'adaptation trace une voie claire vers la COP30 pour le programme de travail sur les indicateurs, en prévoyant un processus permettant aux experts de poursuivre leur travail technique avant de passer le relais aux parties. La COP29 a franchi une étape décisive pour faire entendre la voix des peuples autochtones et des communautés locales dans l'action climatique, en adoptant le plan de travail de Bakou et en renouvelant le mandat du groupe de travail de facilitation (GTF) de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones (LCIPP).



Jenifer Gilla (Tanzania) ; Africa Voices Frustration over Climate Finance at COP29 ; Habitat Media, November 27, 2024.

Tag : COP 29, COP 30.

To access the media : <https://habitatmedia.co.tz/africa-voices-frustration-over-climate-finance-at-cop29/>



Baku. The recently concluded COP29 summit in Baku brought both progress and disappointment, as nations debated the critical issue of climate finance.

Developed nations have agreed to help channel “at least” \$300 billion a year into developing countries by 2035 to support their efforts to deal with climate change. However, African leaders have decried the pledge as inadequate to address the continent’s pressing challenges.

African nations, grappling with the devastating impacts of climate change—including prolonged droughts, erratic rainfall, and agricultural disruptions—had hoped for a more ambitious commitment. Initial expectations exceeded \$1 trillion annually, reflecting the scale of the crisis and the continent’s vulnerability.

A “Missed Opportunity” for Real Change

Ambassador Ali Mohamed, Kenya’s Special Envoy for Climate Change and Chair of the African Group of Negotiators, criticized the \$300 billion commitment as insufficient.

“The proposed quantum of \$300 billion falls far short of the estimated \$5.1–6.8 trillion needed for climate action by 2030. Adjusted for inflation, this figure is even lower than the \$100 billion promised in 2009. Such an insufficient target undermines the aspirations of developing countries and risks repeating the shortcomings of previous goals,” Mohamed stated.

He emphasized that while the New Collective Quantified Goal (NCQG) for climate finance was outlined, its implementation remains uncertain, dependent on the goodwill of public and private actors. “No guarantees exist that climate finance will come as grants instead of debt-loading loans for vulnerable nations. Africa demanded clear targets for mitigation, adaptation, and loss and damage management. We received none.”

Balancing the Scales of Climate Finance

Baku’s decisions failed to address the imbalance between financing for mitigation and adaptation. While mitigation (reducing emissions) often garners significant investment, adaptation efforts, which directly benefit vulnerable communities, remain underfunded.

Substantial financial flows must reach those on the frontlines: families displaced by rising seas, farmers battling failing crops, and communities rebuilding after cyclones. According to Mohamed, translating words into action will require localized solutions and meaningful support for adaptation measures, including developing indicators to track progress on global and local scales.



Diverging Perspectives

UN Secretary-General António Guterres reflected on the mixed outcomes of COP29. “This year has been marked by record heatwaves and climate disasters. No country got everything it wanted, and we leave Baku with significant work ahead.

This is not a time for celebration but for urgent planning as we look to COP30,” he said in a closing video address.

Despite some leaders welcoming the \$300 billion pledge, many representatives from developing nations expressed dissatisfaction. India’s delegate called the goal “uninspiring” and urged richer nations to increase their contributions.

On a brighter note, countries agreed on new rules for the carbon market, which could provide revenue for developing nations that actively conserve carbon sinks like forests. However, much work remains to ensure this market genuinely benefits vulnerable populations.

A Call for African Solutions

Environmental advocate Clay Mwaifani urged African nations to reduce their reliance on uncertain international pledges by fostering sustainable domestic funding mechanisms.

“COP happens every year, and Africa should have anticipated this. We need to create an environment for internal financing to thrive,” said Mwaifani.



He also highlighted the importance of transitioning to resilient agricultural practices and addressing environmental degradation caused by fossil fuel reliance.

As COP29 concludes, Africa faces the dual challenge of demanding accountability from wealthier nations while pursuing innovative, self-sustaining solutions. With climate disasters intensifying, the continent cannot afford delays or empty promises. The road to COP30 will be a test of global commitment to a just and equitable climate future.



Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Climate Action Network Zimbabwe Coordinator Fumes Over COP29 Outcome ; Panafricanvisions, November 29, 2024.

Tag : COP 29, COP 30, Paris Agreement, WWF, Greenpeace, UNFCCC.

To access the article : <https://panafricanvisions.com/2024/11/climate-action-network-zimbabwe-coordinator-fumes-over-cop29-outcome/>



Wellington Madumira, Coordinator for Climate Action Network Zimbabwe (CAN-Zimbabwe)

Wellington Madumira, Coordinator for Climate Action Network Zimbabwe (CAN-Zimbabwe) said that the COP 29 summit, hosted by Azerbaijan, is seen as a failure and a global embarrassment, as wealthy countries, with the facilitation of the COP President, dodged their climate obligations, while the planet continues to suffer.

Madumira said that Baku will also be remembered for enabling rich polluters to cheat their way out of actual emission reductions through the use of dubious pollution permit markets.

In a recent statement following attendance to the climate change global meeting, it is said that a very bad deal has been passed for people and the planet and as CAN, they will reject the outcome.

'We are not defeated; we will fight back home, fight in Brazil and we will fix it in Brazil. In Baku, developed countries tried to avoid their legal obligations and undermine the Climate Convention, but next month, we have the hearings on the International Court of Justice Advisory Opinion, which will clarify the legal obligations of states under multiple bodies of law in the context of climate change,' Madumira said.

He said that developed countries are to blame as well as the influence of the fossil fuel industry.

He said that developed countries have used the US election outcome as an excuse to hide behind.

CAN said that the US has been trying to dismantle the Convention and the Paris Agreement for years, Trump or no Trump. The Paris Agreement is the only process where smaller countries have a footing to take a stand – we saw the process in action this time with LDCs and island states forcing a discussion on their priorities.

According to Madumira, the multilateral process has not failed; it is the developed countries in the process that have failed and they have been trying to dismantle the process for decades.

He said that governments agreed that with the Paris Agreement came the promise of finance, but when the time came to pay up, developed countries shirked their responsibility.

He added that they saw it with the \$100 billion and they have seen it again with the new climate finance goal, which if one accounts for inflation until 2035 would be an even worse goal than the \$100 billion.

He said that the figure for the climate finance goal is wholly inadequate, the quality of finance is missing with no equity or justice reflected in the text, and the direction of finance from

developed to developing countries did not come through. The goal completely missed the mark in responding to the needs of developing countries, nor did it cover the obligations of the developed ones.

He added that in the end, they saw the same story play out, with developing countries being left little choice in carrying the massive weight of the developed world's historic responsibilities.

He said that in week one, they saw no commitments to the Loss and Damage fund or to Adaptation. Loss and damage has been watered down, signalling the absence of intent by developed countries to own up to their obligations. We also saw a bad outcome on Carbon Markets on day one, which was adopted on the final day with problematic rules.

According to CAN, years of progress on Just Transition, where Parties were starting to shape a common vision, were trashed due to bad process, showing dismay for the millions of people concerned about their lives, jobs, livelihoods. In COP29, justice was not served on any front. Across the board, there has been pushback on human rights and gender. Human rights are under attack all over the world, not just in Azerbaijan. Everything has been limited here in the conference centre, access, civic space etc.

The organization added that the onus is on developed countries to phase out fossil fuels and have ambitious NDCs, since they didn't open their wallets here in Baku on the climate finance goal.

They add that this is also an obligation of theirs. The COP29 Presidency has shown its inexperience in diplomacy and consensus building, and that has aided this terrible outcome. Knowingly or not, the presidency has acted as an accomplice in the developed countries' attempt to evade their responsibilities and obligations.

Manuel Pulgar-Vidal, WWF Global Climate and Energy Lead, and former environment minister and COP20 President, said: "The world has been let down by this weak climate finance deal. At this pivotal moment for the planet, this failure threatens to set back global efforts to tackle the climate crisis. And it risks leaving vulnerable communities exposed to an onslaught of escalating climate catastrophes. This is a serious blow to climate action, but it must not stall the transformative changes that are needed around the world. The science remains the same - we

must accelerate action in this decade to prevent climate change spiralling out of control. All national and corporate leaders have a responsibility to step-up, go beyond the parameters of this deal, and deliver sufficient levels of finance to deliver the solutions needed around the world. This must not hold us back. We need to invest in our collective future.”

Harjeet Singh, Global Engagement Director, Fossil Fuel Treaty Initiative, “At COP29, developed nations once again coerced developing countries into accepting a financial deal woefully inadequate to address the gravity of our global climate crisis. The deal fails to provide the critical support required for developing countries to transition swiftly from fossil fuels to clean, renewable energy systems, or to prepare for the devastating impacts of the climate crisis, leaving them severely under-resourced.

“The outcome offers false hope to those already bearing the brunt of climate disasters and abandons vulnerable communities and nations, leaving them to face these immense challenges alone. We must persist in our fight, demanding a significant increase in financing and holding developed countries to account for delivering real, impactful actions.”

Mariana Paoli, Global Advocacy Lead, Christian Aid said: “People of the global south came to these talks needing a lifeboat out of the climate crisis. But all they got thrown was a plank of wood to cling to.

“This summit has been hijacked by rich countries who have failed to negotiate in good faith. The cost of their actions here will be paid in the lives of vulnerable people living on the front lines of the climate crisis”

Namrata Chowdhary, Head of Public Engagement at 350.org said:

“Once again, inequity has driven a hard bargain that the vulnerable have no choice but to accept. Rich countries have failed to honour their responsibilities, and shown up with rigid unwillingness to meet this moment with the ambition required to address the climate crisis. As this disappointing deal gets pushed through, we stand in solidarity with those most impacted by both - a crisis they did not cause, and a result they could not really influence. This deal failed to meet the ambition needed, but hope and ambition are alive and well in the climate movement. We are already preparing to build new momentum in the global movement for

climate justice, with a wave of campaigns ahead, focussed on real solutions to the climate crisis.”

Nikki Reisch, CIEL’s Director of Climate & Energy Program, said: “COP29 will go down in history as an embarrassment and one in which Global North countries once again showed their true colors. Countries cannot negotiate away their legal duties or outsource them to the private sector by turning climate action into a business opportunity. They must pay up and phase out: that means immediately halting expansion of oil and gas, and providing the climate finance required to ensure a global transition away from fossil fuels and protect the rights of those on the frontlines of ever-escalating climate harms. As long as wealthy polluting nations keep shirking their responsibility to prevent further climate catastrophe and remedy mounting climate harms, courts and civil society movements will keep holding them to account.”

Fidelis Stehle, President FIMCAP Europe, FIMCAP (Youth),

“For the most vulnerable and most affected the result is far too little. You could call it a slap in the face, especially for young people who are standing up for solidarity, climate justice and their future. It means a further step away from the Paris 1.5 degree limit and thus more human suffering and climate death. 300 billion is a bad inflation adjustment, not what is needed according to scientific needs, and anything but not a success. The EU must stop hiding behind the US to avoid further bad deals now or never and finally take responsibility and climate action on the road to COP30 in Brazil.”

Matilde Angeltveit, Climate Policy Advisor, Norwegian Church Aid, “Developed countries have been shamefully unwilling to listen to the science and commit to a needs-based climate finance goal. Throughout three years of negotiations they have refused to talk openly about what they are willing to provide, jeopardising the Paris agreement to avoid taking responsibility and paying their fair share. Rich countries can't compromise with science, they need to provide their fair share of at least 1tn dollars in climate grants to developing countries annually.”

Kelly Dent, Global Director of External Engagement, World Animal Protection, “The COP29 finance package is a glaring example of misplaced priorities and broken promises. The entire process has been deeply flawed—excluding key voices, disregarding historical emissions and

sidelining the principles of equity and justice. Once again, world leaders have failed to step up, choosing to ignore the urgent need for transformative funding. While \$2.6 trillion continues to support harmful subsidies that drive pollution, deforestation and fossil fuel expansion, an opportunity to redirect these resources to the very communities that sustain our planet's biodiversity and resilience has been squandered. These frontline communities, who hold the key to our planet's survival, are left behind, while destructive industries like factory farming are allowed to flourish. Belem will be a defining moment—the world is watching, and it demands courage, ambition and accountability

Salomé Lehtman, Advocacy Advisor, Mercy Corps said, “The NCQG agreed at COP29 is a catastrophic failure and a devastating blow to global climate action. The climate finance goal is woefully inadequate, unjust, and a stark betrayal of the vulnerable nations already suffering the brunt from the crisis they did not cause.

Offering a mere \$300 billion annually by 2035—equivalent to roughly \$175 billion in today's terms, mostly in the form of loans, and with no inclusion of loss & damage—is a profound affront to the billions of people whose lives and futures hang in the balance.

The EU's lack of leadership and vision is particularly disappointing. Once seen as a climate champion, the EU has failed to push for bold action and bridge divides thereby undermining progress when the world needed it most. This summit should have been a turning point. Instead, it has left us with hollow words from rich countries, broken promises, and growing distrust. The inaction displayed at COP29 will cost lives and destroy livelihoods. This is not just disappointment - it is unforgivable negligence.”

Jasper Inventor, Head of Delegation, Greenpeace International, said: “The agreed finance goal is woefully inadequate and overshadowed by the level of despair and scale of action needed. The best and worst of multilateralism saw isolated blockers and difficult talks stymie change before a deal was brokered at the death knell. Our true opponents are the fossil fuel merchants of despair and reckless nature destroyers who hide snugly behind every government's low climate ambition. Their lobbyists must be disallowed and leaders need to summon the courage to get on the right side of history. People are fed up, disillusioned, but we'll persist and resist

because this is a fight for our future! As we look to COP30 in Belem, we must hold on to hope - hope that is firmly anchored on people demanding climate ambition.”

Chiara Martinelli, Director, Climate Action Network Europe, said:

“Rich countries own the responsibility for the failed outcome at COP29. The talk of tripling from the \$100 billion goal might sound impressive, but in reality, it falls far short, barely increasing from the previous commitment when adjusted for inflation and considering the bulk of this money will come in the form of unsustainable loans. This is not solidarity. It’s smoke and mirrors that betray the needs of those on the frontlines of the climate crisis. Despite promises of leadership, the EU has shown a troubling lack of action and ambition, undermining trust and progress when it was needed most. The voices of the most vulnerable have been sidelined, human rights and civil society participation ignored, and accountability swept under the rug. The package on mitigation, adaptation, and finance fails to deliver on the promises of the Paris Agreement and leaves the most vulnerable to pay the price for this inaction.”

Dr. Rachel Cleetus, Policy Manager for the Climate and Energy Program, Union of Concerned Scientists, said: “Rich nations, including the United States and E.U. countries, have exercised brute power here at COP29 to force a deeply unfair and inadequate climate finance outcome that puts at peril the science-based goals of the Paris climate agreement. Despite their starring role in causing the climate crisis, this wealthy coalition of the unwilling collectively offered a grossly insufficient \$300 billion annually by 2035, with a weak provision to review in five years and numerous loopholes to evade responsibility for ensuring the majority is grant-based public finance. This is nowhere near what lower income nations need to quickly transition away from fossil fuels to clean energy and protect people from the ravages of the climate crisis they’re enduring. By renegeing on their climate finance responsibility and continuing to boost fossil fuel interests, richer countries are stymying the world’s ability to cut heat-trapping emissions quickly and unjustly foisting the costs of deadly climate extremes onto those who have contributed the least to the problem.”

Kathy Mulvey, Accountability Campaign Director for the Climate and Energy Program, Union of Concerned Scientists, said, “Fossil fuel interests permeated COP29, and their push to maintain massive profits from oil and gas showed in the flawed final outcome. Saudi Arabia, for example,

employed strongarm tactics to undermine last year's UAE consensus to transition away from fossil fuels and reportedly may have interfered with official negotiating text. Meanwhile, the United States and other countries whose wealth derives from a fossil fuel-based economy failed to come through with sufficient funding to support low-income nations in the transition to clean energy. In addition to powerful nations representing their interests, nearly 1,800 lobbyists from the industry primarily responsible for driving destructive and deadly climate change were granted access to the COP29 venue, overwhelming the delegation of almost every country, especially those from the most climate-vulnerable nations. It's time for the COP parties to grow a backbone and kick big polluters out once and for all."

Laurie van der Burg, Global Public Finance Campaign Manager, Oil Change International said, "The \$300 billion climate finance offer in Baku is a scam — nowhere near what's needed and not debt-free. Rich countries are planning for fossil fuel phaseout failure and dodging responsibilities by forcing developing countries and the private sector to cover the bill. This creates a debt trap for those most vulnerable to the climate crisis. If rich countries put their hoarded trillions on the table instead of making excuses, we'd see real progress on fossil fuel phase-out. The US, EU, and UK show sickening indifference while millions pay with their lives. We will not give up."

'It is unacceptable that while the EU demands the countries of the Global South to reduce their emissions, they shield and protect the US, and worse still, ally themselves with the companies causing the climate crisis by offering them public money to be factored into the new global finance target. We came to this summit to defend climate and historical reparations, and instead of seeing countries apply their fiscal tools, applying the polluter pays principle and higher taxation to wealth and the destruction of the planet, we see them undermine any credibility and abandon any intention to show solidarity with the millions of people already suffering the consequences of the climate emergency'.

This is a dark day for the global fight against climate change. Wealthy nations like Norway, which have grown rich by fueling the climate crisis, owe the world at least 1 trillion dollars in climate finance annually. Today, the world failed to deliver. Rich countries must contribute significantly more to climate finance. Anything less is a betrayal"

Francisco Ferreira, President, ZERO (Portugal) said,

“In a world, including the Iberian Peninsula, where the consequences of climate change are increasingly more visible and dramatic for people and nature, the next generations will ask us how we could not mobilise the political will and the necessary financial resources to avoid more damage and abandon a fossil fuels based economy to support the most vulnerable.”

Alison Doig, Clean Energy Campaign Manager, Recourse, said, "The increased dependence on multilateral development banks to deliver climate finance, agreed at COP29, is a diversion that will enable private sector profit-making out of the climate crisis and allow developed countries to dodge accountability. Development banks are still promoting fossil fuels in climate-vulnerable countries, offering mostly debt-distressing loans, and cannot effectively deliver on adaptation or loss and damage, meaning that this outcome is set to take climate finance even further away from the people who need it the most.”

Liane Schalatek, Heinrich Boell Foundation Washington, DC, said: “The new finance goal is a failure and a step backward. Its annual 300 billion USD by 2035 goal and a 1.3 trillion nebulous investment promise is inadequate in both quantity and quality and ignores the needs of developing countries and their people and communities. It allows developed countries as historic polluters to dodge and obfuscate their obligation to provide public support to developing countries as a climate debt owed. It does not include finance for addressing loss and damage, establishes no minimum allocation floor for the most vulnerable countries, and fails to include commitments for increasing grant- based direct access for marginalized and affected communities, including women and girls in all of their diversity and Indigenous Peoples. Instead of providing the financial ratcheting up mechanism for more climate ambition in developing countries, with new national climate plans due next year, this outcome further undermines trust and cancels the grand bargain that was the Paris Agreement. This puts the multilateral climate regime in serious danger when we need solidarity and collective climate action more than ever.”

Gerry Arances, Executive Director, Center for Energy, Ecology, and Development (CEED), Philippines, said, “The NCQG text pretends to address the crisis - but let’s call it what it is: too little, too late. The message from wealthy nations is clear: their profits from fossil fuels matter

more than the lives of those drowning, starving, or fleeing their homes due to climate disasters. The NCQG was supposed to deliver justice. Instead, it's a hollow promise, sabotaged by those who refuse to pay their climate debt. This isn't diplomacy - it's betrayal. The failure of wealthy countries to deliver funding commitments at COP29 is a direct attack on vulnerable countries. Developed nations must stop the excuses, pay their climate debt, and phase out fossil fuels - anything less is a death sentence for the world's most vulnerable."

Maria Hammer, Campaigner, Südwind said, "From a global justice perspective, this climate conference was a farce. The outcome largely absolves the wealthy nations of the Global North from their responsibilities. Human rights, gender justice, and support for the most affected communities were nothing more than a footnote and received little to no mention in the final declaration. This outcome must serve as a warning and a call to action for the responsible countries in the Global North to advance climate justice at all levels, with the goal of establishing just and needs-based climate finance for mitigation, adaptation and loss and damage by 2025."

Martin Krenn, Spokesperson of the Austrian Alliance for Climate Justice, said: "Parties were hardly able to agree on a support target of 300 billion US dollars per year by 2035 but this does not even double current efforts in real terms. It is nowhere near enough to ensure even the most necessary life-saving adaptation measures in the poorest countries of the Global South. This is a setback for the development of new NDCs, ignores the need for reliable Loss and Damage finance and exacerbates the debt crisis in many countries of the Global South."

[German] "Die Staaten konnten sich unter viel Protest auf ein finanzielles Unterstützungsziel von 300 Milliarden US-Dollar pro Jahr ab 2035 einigen, was jedoch nicht einmal einer realen Verdoppelung entspricht. Dies reicht nicht ansatzweise aus, um auch nur die notwendigsten lebensrettenden Anpassungsmaßnahmen in den ärmsten Ländern des Globalen Südens sicherzustellen. Dies ist ein Rückschlag für die Entwicklung der neuen nationalen Klimaziele, ignoriert die Notwendigkeit einer verlässlichen Finanzierung für die Bewältigung von Schäden und Verlusten und droht die Schuldenkrise in vielen Ländern des globalen Südens zu verschärfen."

Marte Hansen Haugan, President, Changemaker Norway, said: "The outcome reflects the Global North's complete negligence of their historical responsibility towards the Global South. It's like standing on shore and refusing to throw a lifebuoy to someone who is drowning, says Marte Hansen Haugan, President of Changemaker Norway. "But with the climate crisis, you reap what you saw. The consequences of this will undoubtedly also be negative for industrialized countries," she adds.

Jonathan Crook, Policy Lead on global carbon markets, Carbon Market Watch said, "Countries yet again adopted a loose and lackluster carbon market package. Day 1 saw the Presidency controversially approve a first part of Article 6.4 rules, without adequate consultation, that are set to repeat the well-documented permanence flaws of carbon credits on the voluntary carbon market. Article 6.2 was also largely gutted of ambition by some countries intent on scaling-up an opaque and consequence-free framework for governmental trade of credits. Transparency on trades have only minimally improved, while the last opportunity to strengthen the critically weak review process has been missed. Unacceptably, countries are free to trade carbon credits that are of low quality, or even fail to comply with Article 6.2 rules, without real oversight."

Pegah Moulana, Secretary General of Youth and Environment Europe (YEE) said: The latest NCQG decision at COP29 starkly highlights the unwillingness of developed and oil-rich nations to take responsibility for their historical and substantial emissions. By failing to provide concrete support to the most affected states and neglecting to establish a robust protocol to ensure these nations remain debt-free during implementation, the decision exacerbates climate injustice. It is urgently necessary to restructure the UNFCCC decision-making processes to prioritise and protect those who are already suffering the most from climate change. Without these critical changes, we will continue to leave behind the very communities that are bearing the greatest burden of this global crisis.

Tom Athanasiou, Director, EcoEquity. Authoritarian governments can create illusions, like the illusion that there was meaningful agreement at the Baku COP. Political reality, like scientific reality, is a different matter, and the political reality here is that "we" have agreed to a text that requires almost nothing – except words -- from the world's elites. The result will be more despair and alienation, and in their face it would be good to remember the economic reality –

there is actually a great deal of money in the world, more than enough to support a fair and rapid global climate transition. The problem is that most of this money is controlled by wealthy, self-interest elites. This is going to have to change, and soon.

Paul Jenkinson, President of European Young Engineers President (EYE) said: The financial quantum and mechanisms in the current NCQG decision fundamentally undermine the urgent warnings of science. This COP was supposed to deliver the climate financing necessary to keep us on track with the IPCC's recommendations, particularly for the global south. Instead, it offers loopholes and insufficient commitments, jeopardising the 1.5°C target. We urgently call for the recognition of scientific evidence in policy making and demand developed countries step up to accept their responsibilities for real climate action.

Ben Goloff, senior climate campaigner at the Center for Biological Diversity:

“The gap between this climate finance commitment and what’s needed is so big you could see it from space. It’s richly ironic that the United States and other wealthy, polluting nations can come up with funds for almost anything except helping poor countries cope with the climate chaos they’ve caused. Kicking the deadline to 2035 adds insult to the injury of a paltry \$300 billion, a fraction of the trillions needed. The Biden administration should be going out with at least a signal of its moral climate commitment, not copping out ahead of the Trump 2.0 disaster.”

Julie Rødje, Director, Debt Justice Norway said, This is a step back from the goal made in 2009. By counting a broader variety of sources of lesser quality mainly focusing on loans and mobilised private capital, the very low number of \$300 bn isn’t even real money which shall be provided. This happens at the same time as countries already are facing huge losses and damages due to the climate crisis and have record-high sovereign debt levels. Rich countries are sending the bill for their emissions to countries in the global South by not providing new additional grant-based finance.”

Marlene Achoki, Global Climate Policy Lead, CARE International, said:

“Once again, the most vulnerable are left to pay the price of the impacts of climate change, while developed countries shirk their obligations to the world’s poorest. The finance COP has

failed to meet developing countries' climate needs, offering a fraction of the trillions needed and neglecting quality aspects. The decision provides no guarantee of grants or highly concessional funding, but relying heavily on Multilateral Development Bank loans that increase debt burdens. Developed nations prioritise short-term interests, ignoring their role in the climate crisis. This failure to deliver adequate climate finance is a failure of justice: deeply troubling and concerning.”

Ilan Zugman, Director for Latin America and the Caribbean at 350.org said: “Our calls to adequately fund climate action were met with a bare minimum pledge. Our demands for rich countries and polluters to pay up were reduced to a bargaining chip. We’re tired of seeing profits and national interests put before the safety of people and the planet. A silver lining is that countries have recognized the target as a starting point, and have committed to a roadmap for mobilizing additional funding. As Brazil takes on the COP presidency it’s a chance to course correct. Brazil must show climate leadership by calling for countries to submit ambitious national climate goals (NDCs) that lead us to a fossil fuel phase-out and towards a just renewable energy transition.”

Nafkote Dabi, Climate Change Policy Lead, Oxfam International, said:

“The terrible verdict from the Baku climate talks shows that rich countries view the Global South as ultimately expendable, like pawns on a chessboard. This so-called ‘deal’ that poorer countries have been bullied into accepting is unserious and dangerous —a soulless triumph for the rich, but a genuine disaster for our planet and communities. The money on the table is a motley mix of loans and privatized investment —a global Ponzi scheme that the private equity vultures and public relations people will now exploit. The destruction of our planet is avoidable, but not with this shabby and dishonorable deal. The richest polluters need to wise up —and pay up.”

Anabella Rosemberg, Senior Advisor on Just Transition, Climate Action Network International, said: The Just Transition Work Programme was thrown under a bus - one more casualty in a COP29 that added salt to the injury caused by a disgraceful deal on climate finance. Justice must now be served at COP30 in Brazil, whose incoming Presidency will have the difficult duty to repair what has been broken in Baku.

Claudio Angelo, head of International Policy, Observatório do Clima, said: “The finance deal closed today in Baku perverts the UNFCCC and subverts any concept of justice. With the help of an incompetent presidency, developed countries have managed once more to ditch their obligations and make developing countries literally foot the bill. Brazil now is given one more daunting task for COP30, to scale up finance and rebuild the trust among countries.”

Teresa Anderson, Climate justice lead, ActionAid International said:

“This text is not worth the paper it’s written on. Almost nothing of what frontline countries have been fighting for is in here. Superficially the numbers may look bigger than the previous 100bn climate finance goal. But scratch the surface, and this is packed full of loans. In order to artificially bulk out the numbers with existing funding streams, it is trying to count everything, everywhere all at once, while also shifting the burden onto developing countries. This is the result of developed countries refusing flat out to provide any real finance. It means that instead of COP29 greenlighting future climate action, the fight for finance will need to be central to every negotiation ahead.”

Hari Krishna Nibanupudi, Global Climate Change and Ageing Adviser said: “Developed countries' failure at COP 29 to reach meaningful agreements highlights a troubling trend of sidestepping climate responsibilities, normalizing mediocrity under the guise of pragmatism. This reflects a lack of accountability, geopolitical priorities overshadowing climate obligations, and growing cynicism eroding global trust. This conduct not only stalls progress but also deepens inequalities. Climate change does not pause for negotiation delays, and the costs of inaction fall disproportionately on those least equipped to bear them. Developing countries must persist in transparency and binding commitments that prioritize urgency and equity, as delays jeopardise a shared, sustainable future for all.”

Ann Harrison, Climate Justice Adviser, Amnesty International said: “The process and outcome of this COP, held in a country with a severe crackdown on civic space, are unacceptable. Developed countries and the Presidency have ridden roughshod over the human rights of billions by bullying developing countries to accept a deal that will bring further indebtedness and climate distress rather than creating the space for enhancing justice and dignity for all. Climate finance is an obligation, not charity, and this obligation does not disappear just because

negotiators managed to insert some weasel words in COP outcome texts. Polluters must pay for the damage they have already caused and we will continue to support and amplify the calls of climate activists around the world in the run up to COP30 in Belem, Brazil, to demand payment of the climate debt. We also call for the immediate release of all activists and environmental human rights defenders arbitrarily detained in Azerbaijan, including Anar Mammadli, Gubad Ibadoghlu, and the independent Abzas media journalists including Nargiz Absalamova.”

Catherine Pettengell, Executive Director, Climate Action Network UK (CAN-UK) said,

“This is a bad deal for countries and communities on the frontline of the climate emergency, and the manner of the gaveling through without Parties being given the opportunity to speak, erodes trust. Financing the necessary climate action has been neglected for many years, and now we are set to have another decade of inadequacy. This process is important, but it must deliver for people, nature, and climate. It must also be inclusive, transparent, and fair, and we must call it out when it falls short. Developing countries have been forced to accept half measures COP after COP, but at COP29 these half measures push the costs of climate change onto the people least responsible but suffering the worst consequences.

“We do not give up. The fight goes on. Developed countries must reflect on the fairness of this outcome and whether their actions have matched their rhetoric. They need to come to COP30 in Brazil to do better.”

Jamie Williams, Senior Policy Advisor, Islamic Relief Worldwide, said:

“COP29 has been a colossal moral failure. We needed a COP of compassion, solidarity and justice, but that spirit is completely missing and this outcome is heartless. Rich, high-polluting nations that caused the crisis have an ethical duty to help those who are suffering its consequences. But instead they’ve done everything they can to get out of their responsibilities.

The amount agreed is far too low and slow. It’s less than a quarter of the \$1.3 trillion needed and people whose lives and livelihoods are being destroyed can’t wait until 2035.

We also see a big step backwards on commitments to phase out fossil fuels and keep global heating below 1.5 degrees, and far too much focus on private finance over public grants. Governments must not leave tackling the biggest crisis facing humanity to unaccountable corporations that will always put profits before people.”

Esin Erdoğan, Policy and Advocacy Officer, Simavi said:

“Our jaws dropped when we heard “Baku Climate Unity Pact” at the closing plenary while the finance goal is a disappointment we could not have prepared ourselves for. Having experienced the process, if one thing wasn’t sensible at COP, it certainly was unity. The total finance goal is as much as solely the annual adaptation finance gap, let alone sufficient by 2035 and even encompassing mitigation and loss and damage. This result means that we are on a slippery slope of developed countries not paying their increasingly rising climate debt while billions of lives are at stake. Our work until COP30 must begin tomorrow, and luckily as civil society we shall lead by example and pave the way of unity to Belem.”

Maxwell, 15, Save the Children child campaigner from South Sudan said: “I feel bad. It means they are not aware about the children, they don’t care about us. Children are dying of flooding, landslides, poor health, schools being destroyed, hospitals are not accessible. How can they not feel our pain? Please listen to the children, if you listen to us, you will be able to help us and if you help us, you are securing our future. You are our only hope, be there for us, because we are looking up to you.

“I came from South Sudan to represent their voices, it will be bad for me to go home without any good news for the children.”

Sanjay Vashist, Director , Climate Action Network South Asia said, “Tonight in Baku the masks have come off , rich and developed countries' governments have revealed their true intentions, that they never intended to honour any of their commitments made under Paris Agreement. Their addiction to fossil fuels has blinded them and they have allowed the over 1000 fossil fuel industry representatives to hijack the COP29 negotiations. The developing world needs at least \$ 1.3 trillion for mitigation, adaptation and loss and damage, by throwing \$300 billion on the table and kicking any and all real decisions to 2035, the rich countries have not only betrayed

the people of the global south, but also their own citizens who had hoped that their governments will finally grow a spine and act responsibly.”

Caroline Brouillette, Executive Director, Climate Action Network Canada: “The climate finance deal reached today in Baku is a band-aid on a bullet wound. The fact that it's a bigger band-aid than we've seen before is cold comfort when the world is also bleeding more heavily than ever. The climate crisis is hurting people here and now; a vague promise to be fulfilled by 2035 is an insult to those who have already lost their homes, health, and livelihoods.

“COP29 is a story with multiple villains: foot-dragging Global North countries, an obstructive Presidency, the fossil fuel lobby. But there are heroes too, with the most vulnerable countries leading the charge for justice and civil society standing strong despite severe restrictions. We stand united with allies in every part of the world and will continue fighting every step of the way for our collective future.”

Mohamed Adow, Director, Power Shift Africa, said: “This COP has been a disaster for the developing world. It’s a betrayal of both people and planet, by wealthy countries who claim to take climate change seriously.

“Rich countries have promised to “mobilise” some funds in the future, rather than provide them now. The cheque is in the mail. But lives and livelihoods in vulnerable countries are being lost now. At this 'Finance COP' not a single dollar of real climate finance has been provided right now.”

Avantika Goswami, Programme Manager, Climate Change, Centre for Science and Environment (CSE) India said, “The Global North has abandoned the South with this meagre offer of \$300B, and has no right to demand mitigation ambition from our part of the world with so little finance on the table. The ambiguities of the goal make it clear that there will be little accountability and traceability of funds. This was the last remaining window for the North to step up, pay its fair share, and restore some semblance of trust in the multilateral process. They have failed.”

Rachel Rose Jackson, Director of Climate Research & Policy, Corporate Accountability, “COP29 delivered not climate action, not climate debt, not climate justice, but a climate crisis on steroids. Ramping up carbon markets— which do not reduce emissions—and offering way too

little public climate finance far too late means the legacy of COP29 will still be millions of lives that never needed to be lost. Global North governments like the United States, European Union, and United Kingdom will deploy their manipulative PR machines to celebrate themselves and blame others for kicking the can down the road, but these are the world's largest historical polluters with the deepest fossil-fueled pockets, and they are the ones who are to blame. These governments will continue to spend trillions on the war machines that fuel genocide in Palestine and violence around the world, while coming to Baku offering nothing but bad deals that are worse than no deals. COP29 was a COP for and by Big Polluters—look no further than the nearly 1800 fossil fuel lobbyists that infiltrated these talks in Baku. We will not be silent while inaction continues to condemn people and the planet. We need real solutions, Real Zero, real climate finance—now.”

Shereen Talaat ,Director, MenaFem Movement for Economic, Development And Ecological Justice ,

“ 300bn Bad deal, Now it's clear how the Global North sees Climate Finance, it's Only market based false solutions, investments for profits not for people nor planet, fighting against grant-based climate finance means that they Are denying their historical responsibility they don't recognize the urgency ,polluters Don't want to Pay their climate debt , but they want to continue with another colonial approach. Once again the global economic current system falling people not any People only global south and Don't forget that those who were against #CeasefireInGaza are now against the 1.3 trillion for Climate Justice Finance #NCQG “

Jacqui Patterson, Executive Director, The Chisholm Legacy Project, said, The cost of the damage from a single disaster in the Northeast United States, Hurricane Sandy, was \$70B. To pledge \$300b globally per year would be laughable if it wasn't so absolutely, devastatingly tragic. It is an egregious dereliction of the duty of leadership for this to be the outcome of two weeks when thousands came off the frontlines of community struggle to face resistance from industrialised nations, that have placed them in peril, failing to take responsibility for the catastrophic conditions they have wrought. In the case of this outcome the 'c' and the 'f' in climate finance actually form colossal farce because this relative pittance will barely resource anything at all. As

too often has been the case, the COP has re-earned the moniker Conference of Profiteers as, once again, industry interests have trumped the interests of the planet and her people.

Isatis M. Cintrón-Rodríguez, Director, Climate Trace Puerto Rico said,

COP29 is an utter failure, a betrayal of current and future generations. World leaders have betrayed us. The \$300 billion/year by 2035 commitment is grossly inadequate and, accounting for inflation, not even an increase from the 100 billion commitment in 2009. When will this smokescreen of climate negotiations end? How many more failed COPs can we afford? These breadcrumbs insult frontline communities, who bear the brunt of inaction. Wealthy nations have once again shirked their historic responsibilities, ignoring the trillions required for mitigation, adaptation, and loss and damage. This persistent gap between rhetoric and reality erodes trust and legitimacy of the process.

Jess Beagley, Policy Lead, Global Climate and Health Alliance said “The USD\$300 billion per year deal negotiated in Baku is weak, shortsighted and wholly inadequate to address the mounting threats of the climate crisis, and fails to protect the millions of lives on the line. Countries, especially those of the global south, are facing extreme weather that is causing huge economic losses, overburdening health systems, and causing injuries, death, and disease for the people of developing countries. Without adequate financing, developing countries will not be able to build any sort of resilience to the threats from the climate crisis. The health of people in every country depends on it.”

Iskander Erzini Vernoit, co-founder. IMAL Initiative for Climate and Development, said,

“The COP29 decision on the new finance goal is a profound disappointment and jeopardizes the delivery of the aims of the Paris Agreement and Framework Convention. Nevertheless, the fight for international action against catastrophic climate change must move forward, more clear-eyed than before.”

Dr Jeni Miller, Executive Director, Global Climate and Health Alliance, “At COP29, the US and other developed countries failed to meet their responsibilities under the Paris Agreement to financially assist developing countries to deal with the devastating impacts of climate change. This harms not only the one billion people of developing countries and small island nations, but

also weakens global cooperation on climate and has serious implications for health, trade, security, and other issues essential to the health wellbeing of people everywhere. Lack of adequate finance also makes it difficult for countries to deliver on the new round of national climate plans, due February 2025.”

Laura van Tamelen, Advocacy Lead, Milieudefensie said,

The finance goal adopted at COP29 is one big disappointment. No wonder developing countries reacted outraged. Rich countries caused the climate crisis but will not take the responsibility to pay up for the damage that is done. Without this finance, developing countries cannot make the necessary progress with the energy transition and phase out of fossil fuels. The money is there. Trillions are being spent on fossil fuel subsidies. And big polluting companies like oil and gas majors make huge profits. It is time we make polluters pay. Unfortunately this COP did not deliver, at the expensive of people and the planet

Penny Kapusuzoglu, COP29 Coordinator, Generation Climate Europe said:

COP29 promised to deliver on climate finance. As young people, we were instilled with false hope and our expectations were clearly not met. The decisions made today for our future are critical, yet the urgency of this situation is not reflected in the text.

The adopted NCQG decision is a profoundly disappointing outcome that fails to provide the necessary delivery to fulfil its intended purpose. It is clear that the current procedures in these UNFCCC processes are insufficient; we are witnessing outcomes that serve the interests of polluters rather than those most vulnerable to the impacts of the climate crisis.

The inaction we have witnessed by the EU will have long-term consequences on people and planet.

Russell Armstrong, International Policy Liaison, US Climate Action Network, said, "This outcome, unfortunately, is not a joke. America has once again led the charge and carried the water for those seeking to avoid accountability and responsibility to solve the climate crisis. Developed nation leaders chose credibility over ambition and got neither. The final text offers only

loopholes and empty promises, including calling on 'all actors' to work together to raise \$1.3T per year by 2035, yet only setting a goal to reach \$300B by 2035. This is Orwellian doublespeak.

A bright line at this COP was the solidarity of the Global South and some in the North holding fast to their demands in the waning hours and calling this sham what it is. However, kicking the crisis down the road another year to COP30 in Brazil further erodes trust in this process. As Americans, this is yet another sad day compounding a sad month for progress. We'll remain steadfast in our advocacy, for as long as we can to deliver climate justice. But those days are fast waning, both for our democracy and for our place on the planet."

Erin Ryan, Senior International Campaigner, Climate Action Network Australia said, ""We travelled across oceans but high-income countries and the COP presidency barely moved an inch. An annual finance goal of USD \$300b by 2035 leaves us where we started: with low-income countries struggling to shoulder the rising costs of a climate crisis they never caused. Countries like Australia need to realise that you can't draft an ambitious text on fossil fuels with one hand while tightening the world's purse strings with the other."

Andrea Koehle Jones, Executive Director, The ChariTree Foundation, said:

"Just as we can't negotiate with the climate, we can't negotiate with the future of our children. COP29 failed children everywhere today, especially children in the Global South. On days as disheartening as this, I remind kids not to lose hope—there are remarkable people working tirelessly behind the scenes, and we won't stop until we achieve climate solutions and environmental education opportunities that leave no one behind."

Madeleine Wörner, climate and energy expert, Misereor said:

"The outcome of the climate conference is inadequate. All countries must now take responsibility and present effective national climate protection plans. The solutions have long been on the table. It is time to push ahead with the phase-out of coal, gas and oil and deliver real climate protection."



Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Zimbabwe: Customs Officials Trained on AfCTA Trade Facilitation Mechanisms ; Panafricanvisions, November 29, 2024.

Tag : AfCFTA, UNDP.

To access the article : <https://panafricanvisions.com/2024/11/zimbabwe-customs-officials-trained-on-afcta-trade-facilitation-mechanisms/>



The United Nations Development Programme (UNDP) Zimbabwe, in collaboration with the Zimbabwe Revenue Authority (ZIMRA) and the Competition and Tariff Commission (CTC), have convened a pivotal training titled "Promoting Prosperity Pathways for Women and Youth-led MSMEs within the AfCFTA: Role of Customs Officials in Trade Facilitation" for Border Officials based at Forbes border post between Zimbabwe and Mozambique.

This is the fourth after Beitbridge, Kazungula, and Victoria Falls in a series of sessions to capacitate Zimbabwe's Border officials to play their key role in trade facilitation with a particular focus on women and youth-led Micro Small and Medium Enterprises (MSMEs).

The training brought together key stakeholders from government, private sector, various border agencies, and development partners to address critical barriers and opportunities for inclusive trade under the African Continental Free Trade Area (AfCFTA).

The training is part of a package of AfCFTA-related interventions which include training of MSMEs to enable them to maximise the AfCFTA opportunity.

Recognizing customs officials as key enablers of trade, the training and discussions centered on capacity building to streamline customs procedures.

The programme included training on rules of origin, anti-dumping measures, and the elimination of non-tariff barriers to ensure efficient cross-border trade.

The sessions also tackled the particular issues that women and youth often face at border points and ways in which border officials can help address them.

The AfCFTA aims to create a single market of 1.3 billion people with a combined GDP of \$3.4 trillion. This training reinforced Zimbabwe's commitment to aligning national policies with the AfCFTA framework, fostering economic integration and sustainable development.

Discussions highlighted the AfCFTA's Women and Youth Protocol, which seeks to ensure that women and youth benefit from trade opportunities, while also making provision for informal enterprises to enter into formal economies through tools such as simplified trade regimes. Empowering women and youth in trade will unlock significant economic potential for Zimbabwe and the broader continent.

Melusi Tshuma, UNDP Coordinator – Tax for SDGs, stated,

"Women and youth-led businesses are not just participants; they are leaders of Africa's trade revolution. This conference paves the way for equitable access to markets, finance, and technology under the AfCFTA framework."

Ethel Bangwayo, UNDP National Economist, remarked,

"Customs officials are critical to unlocking the full potential of the AfCFTA. Through effective training and streamlined border procedures, we can reduce trade costs and leverage trade, particularly through the AfCFTA, for inclusive growth."

Anticipated outcome of the programme include increased awareness of the AfCFTA among border agencies, enhancing capacity of customs officials to facilitate trade effectively, strengthening collaboration between government, private sector and development partners to empower women and youth in trade including identification of actionable strategies to eliminate non-tariff barriers and reduce trade costs